

Rhône-Poulenc cède
son secteur chimie de base
à Elf-Aquitaine

LIBRE PAGE 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,50 F; Arabie, 2,50 F; Belgique, 2,50 F; Brésil, 2,50 F; Canada, 2,50 F; Espagne, 2,50 F; États-Unis, 2,50 F; France, 2,50 F; Grèce, 2,50 F; Italie, 2,50 F; Japon, 2,50 F; Liban, 2,50 F; Maroc, 2,50 F; Mexique, 2,50 F; Norvège, 2,50 F; Pays-Bas, 2,50 F; Portugal, 2,50 F; Royaume-Uni, 2,50 F; Suède, 2,50 F; Suisse, 2,50 F; Tchécoslovaquie, 2,50 F; Turquie, 2,50 F; Union soviétique, 2,50 F; Yougoslavie, 2,50 F.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La victoire phalangiste au Liban

La capitulation, le mercredi 9 juillet, des forces du parti national libanais (P.N.L.), dirigées par M. Kamille Chamoun et ses fils, devant les phalangistes armés par la famille Gemayel, modifie sensiblement la carte politique au Liban, tout en réduisant les chances d'une réconciliation nationale.

La « guerre des chrétiens » a été brève : à l'issue de combats qui ont duré trois jours, faisant une centaine de morts, les phalangistes ont réussi à détruire l'appareil militaire du P.N.L. Les militaires de M. Pierre Gemayel, fils cadet de M. Kamille Chamoun, à qui il a ravi la direction effective du parti, étaient plus nombreux (six mille hommes et vingt mille réservistes), mieux équipés et entraînés que l'armée privée de M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président de la République. Alliés contre le camp palestinien-progessiste, lors de la guerre civile de 1975-1976, les deux formations de la droite chrétienne rivalisaient, parfois dans de sanglants affrontements, pour s'assurer le contrôle d'un territoire s'étendant sur environ 2 000 kilomètres carrés.

L'offensive, déclenchée dimanche dernier par les phalangistes contre toutes les positions tenues par le P.N.L., a été vraisemblablement soigneusement préparée. Prétextant le parti de M. Chamoun serait levé « sans ordre », les phalangistes ont lancé, de troupes de choc, de « commandos de triage ». Accusant sans doute partiellement fondée, mais que le P.N.L. pourrait lancer, avec la même crédibilité, contre certains partisans de M. Gemayel. En tout cas, M. Dany Chamoun n'a pas tenté de soutenir que les phalangistes, « militaires » depuis fort longtemps, cherchent, en réalité, à instaurer un parti unique parmi les 1 500 000 chrétiens du Liban.

Les négociations en cours entre les chefs des deux formations n'ont pas encore abouti, mais il est vraisemblable que M. Chamoun soit autorisé, après la dissolution officielle de ses milices, à poursuivre des activités strictement politiques.

La victoire phalangiste aura sans doute comme effet immédiat l'accession irrésistible de M. Kamille Gemayel (trois-trois ans), le commandant en chef des « forces libanaises ». Implétable, il a déjà liquidé physiquement nombre de ses adversaires, dont le fils aîné de l'ancien président Suleiman Frangieh, qui prétendait, lui aussi, conserver un statut autonome. Ses idées politiques sont simples et fortes : le Liban, selon lui, devrait se « libérer » de l'« occupation » palestinienne (tant de l'O.L.P. que des trois cent mille réfugiés installés dans le pays depuis plus de trente ans) ; en attendant, le « Liban chrétien » devrait se maintenir, se renforcer militairement et accentuer son autonomie.

Les phalangistes ont d'ailleurs multiplié sur le territoire qu'ils contrôlent les mesures allant dans le sens du partage. Ils perçoivent déjà taxes et impôts, prélevant des contributions « volontaires », et vont vraisemblablement procéder à un examen plus strict de toutes les activités économiques des chrétiens.

Les conséquences de la naissance de ce nouveau pouvoir seront multiples. Le gouvernement central sera encore plus affaibli. Exclue de la plupart des régions chrétiennes, l'armée libanaise (multiconfessionnelle) ne pourra pas — comme l'a exigé mercredi le président Sarkis — se déployer dans le secteur palestinien-progessiste. La division du pays ainsi aggravée, les dangers d'affrontements entre les phalangistes d'une part, l'armée régulière ou les musulmans de l'autre, risquent de s'accroître ; plus que jamais, la présence des forces syriennes, qui jouent le rôle de « tampon », apparaît comme indispensable. Le calvaire du peuple libanais n'est pas terminé.

Le président Carter écarte l'idée de conclure avec Pékin une alliance militaire

Le président Carter et M. Hua Guofeng sont repartis de Tokyo pour Washington et Pékin ce jeudi 10 juillet après un entretien en tête à tête au lendemain du service à la mémoire de l'ancien premier ministre japonais, M. Ohira. Aucun communiqué officiel n'a été publié. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, l'essentiel de l'entretien a été consacré « aux récents développements qui menacent la paix et la stabilité en Asie du Sud-Ouest et en Indochine ». Il s'agissait plus particulièrement de l'Afghanistan et du Cambodge.

Au cours d'une interview télévisée, le président Carter a déclaré que les bonnes relations entre la Chine, le Japon et les États-Unis ne devaient pas être utilisées comme une menace contre l'Union soviétique, écartant ainsi l'idée d'une alliance militaire avec Pékin.

De notre correspondant

Tokyo. — Au cours de leur rencontre, ce jeudi 10 juillet à Tokyo, le président Carter et M. Hua Guofeng ont souligné l'importance pour leurs pays et pour le Japon de coordonner leurs stratégies à long terme afin de réduire la menace que représente l'accroissement de la capacité militaire de l'Union soviétique, dont témoignent l'invasion de l'Afghanistan et le soutien de Moscou à l'intervention du Vietnam au Cambodge.

Cette première entrevue entre les deux chefs d'État s'est déroulée dans le luxueux hôtel Okura, situé à proximité de l'ambassade américaine. Les entretiens ont duré une heure vingt minutes. M. Carter s'est entretenu en tête à tête avec M. Hua pendant une quinzaine de minutes. Le reste de l'entrevue a eu lieu en présence de M. M. Muskie, secrétaire d'État, et Brzezinski.

Selon les observateurs, les déclarations de M. Carter témoignent de la volonté des États-Unis de continuer à participer à la défense de l'Asie. Selon le porte-parole de la Maison-Blanche, l'essentiel de l'entretien a été consacré « aux récents développements qui menacent la paix et la stabilité en Asie du Sud-Ouest et en Indochine ». D'une manière générale, a précisé le porte-parole, les deux chefs d'État ont constaté une « convergence de vues dans leurs analyses de la situation asiatique ».

Au cours d'une interview accordée à la chaîne nationale de télévision N.H.K. quelques minutes avant son entrevue avec M. Hua, M. Carter avait notamment déclaré que la Chine et les États-Unis doivent maintenir la paix face à la menace soviétique, mais avait-il précisé, « nous pensons que les relations (entre Tokyo, Washington et Pékin) ne doivent dépendre pas d'une utilisation comme une menace contre l'Union soviétique. Nous ne devons pas combiner nos efforts contre une autre nation mais coopérer pour maintenir la paix et la liberté ». Le président cherchait ainsi à écarter l'hypothèse d'une évolution des relations entre les trois pays dans le sens d'une alliance militaire.

Une orientation que les Japonais ne souhaitent pas non plus donner aux liens qui les unissent aux États-Unis et à la Chine. Commentant l'avenir des relations entre ces trois pays, M. Miyasawa, ancien ministre des affaires étrangères, dont le nom fut prononcé pour la succes-

sion de M. Ohira, nous déclarait ce jeudi : « Je ne pense pas que la Chine ait la moindre intention agressive à l'égard du Japon. Mais je ne suis pas aussi certain des intentions de l'U.R.S.S. Cela dit, tout en surveillant les mouvements de l'Union soviétique, je crois qu'il est dangereux de considérer ce pays comme un ennemi, même potentiel ».

D'une manière générale, les Japonais, dont les relations avec la Chine ont été refroidies depuis l'invasion de l'Afghanistan, cherchent à éviter de donner un caractère symbolique aux entretiens Carter-Hua Guofeng qui se sont déroulés à Tokyo.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

Guatemala, terre en transe

Chaque jour apporte son lot d'informations sur les assassinats perpétrés au Guatemala contre des universitaires, des journalistes, des syndicalistes, des leaders paysans, des responsables politiques d'opposition. Ces meurtres sont le fait de commandos d'extrême droite, à l'encontre desquels les forces armées au pouvoir font preuve d'une étrange passivité. La crise économique, la radicalisation des oppositions, l'entrée en dissidence de populations indiennes jusqu'alors réfractaires, attirent aussi l'attention sur ce « bastion conservateur ».

Notes commentées en page 3 la publication d'une série de trois articles de notre envoyé spécial, Jean-Pierre Clère : « Guatemala, terre en transe ».

L'attente du tiers-monde

On n'est jamais si bien servi...

par PIERRE DROUIN

Il faudrait nécessairement se débarrasser d'un certain nombre de thèmes usés non par la mode mais par leur inadéquation manifeste aux situations économiques et politiques qui se présentent aujourd'hui dans le monde, où en tout cas, pour certains d'entre eux, les adapter aux circonstances.

Que peuvent bien signifier à l'heure actuelle pour les intéressés les stratégies décennales de développement ? Les deux premières (1960-1970 et 1970-1980) ont mal répondu à l'attente des « bénéficiaires ». Les preuves ont continué de s'accumuler, les richesses de l'origine, le transfert de ressources par l'aide devait atteindre 1 % du produit national brut chaque année, puis 0,7 %. On est ridiculement loin de cet objectif. Si l'on met à part les pays de l'OPEP, le déficit de

la balance commerciale des pays en développement s'est accru (— 11 milliards de dollars en 1970 ; — 59 en 1979). La croissance globale des pays du tiers-monde a presque atteint le but assigné de 6 % par an, mais avec des disparités considérables au bénéfice des pays pétroliers, de quatre ou cinq petites zones du Sud-Est asiatique et au détriment du reste des pays en développement. En Afrique, le revenu par tête dans les pays les plus pauvres a à peine progressé (+ 0,3 %). En Asie, la situation de « pauvreté absolue » s'est accentuée.

(Lire la suite page 2.)

TRANSITION AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Retour à la normalité

La grande affaire culturelle des années 70 fut le Centre Georges-Pompidou. Aux années 80, ce sera, avec le réaménagement du Louvre, le musée d'Orsay, auquel s'ajoute le projet de réaménagement du Centre Georges-Pompidou, qui changent de directeur ou même moment.

Avec quelle mission ? Réduire les dépenses pour les transférer ailleurs ? Ou soit que la question se pose en ce qui concerne le Musée national d'art moderne, ou Centre Georges-Pompidou, où la nomination de M. Dominique Bozo (« le Monde », du 3 juillet) apparaît comme un retour à la normalité. Le coût des manifestations a presque doublé depuis l'inauguration du Centre en janvier 1977, et l'on semble s'inter-

Sainte alliance antiterroriste

Les cinq jeunes femmes accusées d'appartenir à la bande à Baader et au mouvement terroriste du 2 juin ont été remises, ce jeudi matin, aux autorités allemandes qu'on attendait après que la cour d'appel de Paris ait donné le feu vert à leur extradition. Ainsi en a-t-il été en 1977 pour l'avocat allemand Klaus Croissant, et, l'année dernière, pour Francesco Pivano et Lanfranco Peco, accusés de complicité dans l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro.

Les quatre Italiens arrêtés à Toulon et à Paris au mois d'avril ne doivent pas s'attendre à un autre sort lorsqu'ils auront rendu compte à la justice française, pour trois d'entre eux, du hold-up de Condé-sur-Escaut, et pour la quatrième de ses liens avec l'Action directe. Sans revirement de jurisprudence, les sept membres de l'organisation terroriste Prima Linea, arrêtés au début de cette semaine à Paris, devraient être remis rapidement aux autorités italiennes.

A l'euroterrorisme, les pays de la Communauté répondent par une coopération de plus en plus étroite entre les polices et par une entraide judiciaire sans faille. L'inquiétude qu'on fait naître les meurtres de sang-froid d'Aldo Moro et de Hans Martin Schleyer est légitime, mais la sainte alliance conclue entre les pays européens pour apaiser cette crainte, rend illusoire le recours devant le Conseil d'État que les étrangers n'ont le temps de saisir... après leur extradition. La libération, il y a dix jours en Italie, de Francesco Pivano et Lanfranco Peco contraste avec la précipitation avec laquelle les juges français ont mis, sur des preuves fragiles, à l'extrader. Au nom de la lutte contre le terrorisme, le droit d'asile est parfois ba-

Doué. Depuis quelques semaines, l'espace judiciaire européen, voulu par la France et approuvé par la plupart de ses partenaires, plétine, les Néerlandais, saisis de scrupules, refusant, pour l'instant, d'engager un processus destiné à lutter contre le terrorisme, mais qui empêcherait, en fait, ceux qui agissent pour des motifs politiques, de trouver refuge dans un Etat voisin. La célérité mise par le premier ministre à signer le décret d'extradition des cinq Allemands n'en prend que plus de relief. La signature de la convention sur l'espace judiciaire européen est retardée, mais celui-ci est entré dans les faits.

(Lire nos informations page 24.)

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction

secrétariat médical

Soyez une vraie secrétaire,
vous deviendrez
une véritable collaboratrice !

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)
Métro : Liège - Europe - St-Lazare

AU JOUR LE JOUR

RÉUSSITE

Le rapt a échoué : la rançon n'a pas été versée, et M. Michel Maury-Larivière est saisi. Si cela s'était produit dans un autre pays, nous nous lamentions en pensant que, c'est nous, la famille n'aurait pas montré le même courage, les policiers n'auraient pas su coordonner leur action avec sang-froid, et les moyens nécessaires n'auraient pas été mis en place.

Mais pourquoi donc ne nous aimons-nous pas, et n'y a-t-il vraiment personne qui soit capable de nous reconstruire avec nous-mêmes ?

MICHEL CASTE.

IMMÉDIAT BROMIENNE
dit optimiste
du Proche-Orient

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

La saison d'été s'annonce comme incertaine et médiocre

Le premier bilan officiel des rapports en voyage

Le Monde

LES JEUX DE MOSCOU

Le 19 juillet, les Jeux olympiques s'ouvriront à Moscou. « Mini-jeux » comme écrit Joffre Dumazedier qui défend la participation, mais appelle de ses vœux une réappropriation des Jeux par les athlètes eux-mêmes. Au nom du Cobom, Jean-Marie Brohm et Michel Beaulieu, dénoncent au contraire la participation mais l'olympisme lui-même. Philippe Malaud s'étonne des inconspicuités de l'attitude française.

Démystifier l'olympisme

par JEAN-MARIE BROHM et MICHEL BEAULIEU (*)

EN février 1978, le Cobom lançait un appel au boycott des Jeux olympiques de Moscou. Trois raisons impérieuses motivèrent et motivent encore cette initiative. Tout d'abord, il est impossible, pour des militants internationalistes, de faire un tel entre les victimes des violations des libertés démocratiques et des droits de l'homme. Après avoir boycotté le Mondial du tennisme à Moscou, nous ne pouvions pas ne pas appeler à boycotter les Jeux olympiques organisés par une dictature bureaucratique totalitaire qui a transformé l'U.R.S.S. en prison.

Notre lutte pour la défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme — de tous les hommes et de toutes les femmes, ici et maintenant et partout dans le monde — exigeait le boycott

des Jeux de Moscou au nom de notre solidarité inconditionnelle avec les opposants et dissidents soviétiques, notamment ceux du SMOT, qui résistent dans les conditions que l'on sait au terrorisme d'Etat soviétique. Une idée guide donc notre boycottage : pas de sport entre les camps de concentration, où les soviets argentin ou soviétiques !

Ensuite, nous ne pouvons pas accepter que l'olympisme serve, une fois encore, de paravent à de nouveaux crimes contre l'humanité. Après Berlin 1936, qui fut la consécration du national-socialisme et le prélude à l'holocauste ; après Melbourne 1956, où furent enterrées l'invasion (déjà) de la Hongrie des conseils ouvriers par les chars soviétiques et l'expédition franco-britannique sur le canal de Suez, après Mexico 1968, où la cérémonie d'ouverture fut précédée du massacre de plusieurs centaines d'étudiants, et surtout de l'invasion (encore) de la Tchécoslovaquie du printemps de Prague par les troupes du pacte de Varsovie, après Munich 1972, où les bombardements des B-52 sur le Nord-Vietnam n'empêchèrent pas le « rassemblement pacifique » des jeunes du monde entier, « fête » qui se termina dans un bain de sang, après tant de crimes olympiques, nous refusons qu'on puisse supporter la légende de la « trêve olympique » et de l'angélisme politique du C.I.O.

Notre boycottage est donc directement dirigé contre la complicité de l'institution olympique avec les régimes barbares de ce siècle. En boycottant Moscou, après avoir boycotté le Mondial et Lake Placid, nous entendons désormais boycotter tous les pays organisateurs de grandes compétitions sportives qui ne respectent pas les libertés démocratiques et les droits de l'homme. Nous entendons démythifier l'olympisme. Notre position est donc très claire : entre les droits du

sportif et les droits de l'homme, il n'y a pas de commune mesure. Les uns sont payés pour courir et gagner des médailles au profit des divers impérialismes de cette planète. Les autres sont embastillés pour avoir voulu simplement défendre la liberté et la dignité d'hommes et de femmes opprimés. Qui osera désormais mettre en balance ces deux droits ?

Enfin, on ne peut pas avec un régime totalitaire, une dictature anti-ouvrière, l'exploitation féroce de la classe ouvrière, à qui le droit syndical d'organisation indépendant de l'Etat et le droit de grève sont interdits, l'anti-

sémitisme d'Etat et la négation des droits culturels et nationaux des nationalités opprimées, le conformisme culturel le plus sinistre qui soit, l'acharnement répressif contre les « autrement-pensants », la psychiatrie des opposants, l'omniprésence du K.G.B., ont transformé l'U.R.S.S. en un immense camp de travail et de concentration. Le militarisme de l'U.R.S.S., ses aventures expansionnistes, la normalisation de la Tchécoslovaquie et l'occupation de la plupart des pays de l'Est, ses prétentions de grande puissance, son soutien direct à de nombreuses dictatures (par exemple l'Argentine), ont fait de l'U.R.S.S. un repoussoir hideux et un danger pour la paix du monde.

dans les faits les massacres des troupes d'occupation en Afghanistan et admettent sans broncher que des jeunes sportifs puissent se dérouler dans la capitale du goulaug alors qu'Orlov, Chicharovsky et tant d'autres sont condamnés à une mort lente. Quel degré de terreur et d'horreur faudra-t-il donc atteindre pour que ces « amis du sport » se décident à protester ?

Ce n'est pas parce que Carter et ses alliés ont décidé de punir l'U.R.S.S. avec les représailles olympiques — tout en maintenant l'essentiel des échanges économiques et commerciaux — que le Cobom entend se faire. Notre objectif était le boycottage : pas un sou, pas un journaliste, pas un sportif pour Moscou ! Nous nous réjouissons — et les dissidents avec nous — si cet objectif est atteint. Nous avons, en effet, également appelé à boycotter les Jeux de Lake Placid et notre appel n'a rien de commun avec les motivations de Carter, de Schmidt et de Thatcher, dont la conception des « droits de l'homme » est subordonnée aux intérêts des multinationales et à la défense du prétendu « monde libre ». Mais ce n'est pas parce que Carter boycotte qu'il ne faut rien faire ou défendre l'olympisme soviétique. Nous refusons la logique des blocs. Le seul camp que nous reconnaissons est celui de la solidarité avec les travailleurs et les opprimés du monde entier. Ce camp n'est pas celui de Carter, à l'évidence !

Dès maintenant, le boycottage doit être l'occasion d'exiger le retrait immédiat des troupes d'Afghanistan et la libération de tous les prisonniers d'opinion. En aucun cas des olympiades ou des spectacles ne doivent servir à renforcer le moral des troupes soviétiques à Kaboul ou à encourager les agents du K.G.B. Entre la mort des Jeux et la liberté des peuples, notre choix est fait !

La négation même du socialisme

Le « socialisme » réellement existant s'identifie aux yeux de larges masses de travailleurs à une des dictatures les plus inhumaines qui aient jamais existé. Aussi, au nom de la lutte pour l'émancipation des travailleurs, au nom de la solidarité ouvrière internationale, le Cobom prône résolument le refus de participer aux Jeux du cirque de Brejnev. Nous n'avons jamais identifié en effet le socialisme et l'U.R.S.S., qui, bien plus qu'une caricature, est la négation même du socialisme. De la même manière qu'en 1936 le boycottage des Jeux de Berlin signifiait le refus de cautionner le régime nazi, de la même manière le refus des Jeux de Moscou signifie la dénonciation de la tyrannie bureaucratique.

En envahissant l'Afghanistan comme aurait pu le faire l'impérialisme, nous ne respectons pas les libertés démocratiques et les droits de l'homme. Nous entendons démythifier l'olympisme. Notre position est donc très claire : entre les droits du

expansionnisme et son entreprise de liquidation des opposants. En organisant la « paix olympique », tout en menant une guerre contre le peuple afghan, l'U.R.S.S. menace la paix du monde et viole le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. De même, en prévoyant de violer Moscou d'une partie de sa population pendant la durée des Jeux et en décimant des millions de dissidents, la classe dirigeante se comporte en police d'Etat. Les communistes, Malva Landi et Vladimir Borisov sont, parmi d'autres, les plus récentes victimes de cette purge.

La quasi-totalité des dissidents appellent au boycottage. Notre tâche est d'être à leur côté. Voilà le premier devoir pour ceux qui se réclament de la défense des libertés. Et tous ceux qui, comme le P.C.F., disent « Oui aux Jeux olympiques de Moscou » justifient

(*) Militants du Comité pour le boycottage des Jeux olympiques de Moscou (Cobom), 14, rue de Nanterre, 75015 Paris.

Inconspicuités

par PHILIPPE MALAUD (*)

LES godillots de la majorité sont conscients de la « rétrograde » croissante de l'opinion publique majoritaire à l'égard d'une politique extérieure aussi cavalière à l'égard de nos alliés qu'importante au regard de la stratégie soviétique. Ils se tortillent donc pour justifier leur alignement inconditionnel tout en feignant de préconiser une orientation totalement contraire à celle qui a été imposée par le gouvernement. C'est ainsi que la rancœur de Wilanow, nulle dans ses résultats, n'est pas le dévouement qu'elle a facilité pour l'Union soviétique, insuffisante dans sa préparation, dom-

mageable pour les relations de la France avec ses alliés, est qualifiée d'« indispensable ».

Par contre les mêmes voix exhortent les sportifs français à ne pas se rendre à Moscou pour éviter de recevoir « des médailles tachées de sang ». On se demande vraiment pour quoi les responsables français ont refusé de prendre position avec les régimes barbares de ce siècle. En boycottant Moscou, après avoir boycotté le Mondial et Lake Placid, nous entendons désormais boycotter tous les pays organisateurs de grandes compétitions sportives qui ne respectent pas les libertés démocratiques et les droits de l'homme. Nous entendons démythifier l'olympisme. Notre position est donc très claire : entre les droits du

Deux poids et deux mesures

On aimerait savoir, une fois pour toutes, si le sport n'a rien à voir avec la politique, comme on nous le répète si souvent ; si tel est le cas, le gouvernement et les godillots devraient cesser de s'occuper des Jeux de Moscou et laisser les sportifs se débrouiller ; ils pourraient ainsi se concentrer sur la politique diplomatique et, peut-être, éviter de rééditer les erreurs récentes ; ils pourraient également supprimer les visas d'entrée en France pour les Sud-Africains, Indonésiens, Soudanais, etc., dans un moment où le gouvernement considère que la présence des Springboks en France était politiquement inopportune.

Ce que les Français supportent difficilement ce n'est pas le choix d'une politique plutôt que d'une autre ; il n'y a pas de vérité absolue, et telle orientation qui donne une impression de cohérence et d'opportunité à un moment et dans un contexte

donné peut se révéler justifiée et profondément adaptée si les circonstances viennent à changer, c'est le fait de ne s'appuyer de la déclaration profondément mûrie et passée, même si elle a été le seul effet du hasard.

Ce qui, par contre, a toujours été considéré comme difficilement acceptable par nos compatriotes, c'est le fait de ne s'appuyer sur des principes que pour les faire céder, d'appliquer à des situations identiques deux poids et deux mesures selon l'humeur du moment, de s'affirmer une chose que pour faire immédiatement le contraire, de prendre l'air grave et profond pour débiter des banalités et de traiter avec légèreté les choses les plus sérieuses, bref de se prendre pour des... enfants tout en invoquant à tout propos leur qualité de citoyens responsables.

(*) Député de Seine-et-Marne (non-inscrit), ancien ministre.

Plaidoyer pour des rebelles incompris

par JOFFRE DUMAZEDIER (*)

APRÈS une année préolympique troublée par la décision du gouvernement américain d'imposer aux athlètes le boycottage des Jeux, en représailles contre l'entrée des troupes russes à Kaboul, des mini-jeux auront donc lieu à Moscou avec des athlètes de quatre-vingts pays sur cent trente environ. Déjà des enquêtes et projets circulent pour réformer des Jeux qui en ont bien besoin. Nous laisserons à d'autres ces bilans politiques et techniques pour tenter de saisir la signification historique d'un mouvement social plus général de quelques athlètes rebelles appuyés ou combattus par leurs propres comités olympiques.

C'est il y a quatre ans, aux Jeux de Montréal, que les premiers signes de cette nouvelle attitude de champions notoires sont apparus. Lorsque le chef du gouvernement canadien, pour livrer à la Chine populaire, voulut interdire la participation des athlètes de Taiwan, le gouvernement américain menaça de retirer ses athlètes de la compétition, ceux-ci se rebellèrent : injures, vitres brisées. Ce fut tout. Le lendemain, 25 juillet 1976, Time parlait néanmoins de « véritable révolte ». Quand, pour protester contre la présence d'athlètes ayant affronté ceux du pays de l'apartheid, la majorité des gouvernements africains imposèrent à leurs « représentants » le retrait de la compétition, ce n'était évidemment pas l'apartheid qui était en question. Beaucoup de gouvernements hostiles à cet apartheid résistèrent dans les Jeux. La question était de savoir si un gouvernement avait le droit d'imposer à ses athlètes une telle décision de stratégie politique qui enfreignait la règle du Comité international olympique à laquelle ont souscrit tous les comités olympiques nationaux.

J'ai assisté dans les vestiaires au désespoir et à la colère de champions noirs, impuissants devant cet outtage de leurs gouvernements. On sait que le Kényen Boit, étoile de demi-fond, après s'être incliné de force, refusa de rentrer tout de suite dans son pays, pour pouvoir affronter le plus tôt possible les vainqueurs olympiques. Cette rencontre olympique était le rêve de sa vie, chère-

ment gagné par une préparation sacrificielle de quatre années. Mais il n'y eut ni pétitions ni protestations publiques.

Aujourd'hui, c'est tout différent. Ce ne sont pas seulement des révoltes silencieuses, face aux abus du pouvoir, c'est une protestation publique à caractère international. Ce nouveau fait social peut prendre un tout autre sens historique. Nous devons essayer de comprendre en profondeur ce qui pourrait être sa signification. On connaît les faits : le Français Abada, recordman du monde de saut à la perche prend une initiative hardie, avec quelques champions et entraîneurs, en publiant dans ce journal même une protestation. Ces athlètes affirment leur droit inaliénable de participer à leurs Jeux. Cette protestation a été peu commentée.

Peu de temps après, les athlètes

britanniques prirent la même voie pour exprimer publiquement leur hostilité au coup de force de leur gouvernement qui refuse tout simplement de payer les dépenses nécessaires aux Jeux traditionnellement versées par tous les Etats du monde pour faciliter les rencontres des athlètes. Plus tard, à Lake Placid, cinquante-sept athlètes américains sur cent vingt ont osé envoyer un texte de refus de la décision du président Carter, de boycotter les Jeux de Moscou. Bien plus, au cours d'une réception donnée par le président lui-même aux champions olympiques d'hiver de son pays, et malgré les usages, le grand champion de vitesse et de fond de patinage Helden, quatre fois vainqueur, osa prendre la parole pour affronter celui du président qui préconisait une fois de plus le boycottage.

Une liberté d'expression comme les autres

Pourquoi les intellectuels ne soutiennent-ils pas avec plus de vigueur cette rébellion ? Pourquoi s'associent-ils si généralement aux protestations des artistes du cinéma, du théâtre, de la littérature contre les censures et interdictions qui frappent les œuvres pour des raisons politiques et pourquoi font-ils un écho si faible à celles de ces artistes du corps qui sont souvent les champions olympiques, défendant leurs œuvres et le droit de les présenter sur leur théâtre le plus prestigieux ? Est-ce parce que ces artistes-là sont moins éloquentes, moins exercés à la parole publique ? Est-ce parce qu'ils sont jugés d'un genre inférieur qui ne mériterait pas un égal soutien ? Faut-il voir dans cette inégalité de traitement le signe de ce mépris inconscient de la culture du corps qui marque encore la culture générale qui nous a formés et déformés ?

A l'occasion de l'utilisation par le gouvernement de cette arme symbolique qu'est le refus de participer aux Jeux, on parle volontiers des droits de l'homme. Mais qui se soucie de ce qu'on pourrait appeler les droits de l'homme olympique, droit d'exprimer librement son talent, droit de refuser d'être réduit de force à un pion sur l'échiquier de la politique gouvernementale, droit d'affronter ses égaux selon la règle sacrée des Jeux. Certains athlètes incarnent souvent une perfection étonnante de gestes et mouvements du corps, à l'égal de poètes ou de

danseurs. Au-delà de cette perfection dans la vitesse, la résistance, la force ou l'élégance, une lutte fraternelle, malgré tous les chauvinismes et toutes les ruses, rapproche des athlètes qui appartiennent parfois à des nations, à des classes, à des religions ou à des races prêtes à s'entretuer, hors du stade. Le droit de vivre et de donner ce spectacle dans un monde déchiré, n'est-ce d'aucune valeur ? Certains objectent qu'il ne s'agit là que d'un symbole. Mais les sociétés n'ont-elles pas besoin de symboles qui leur donnent une haute image de leurs possibilités si souvent bafouées dans les politiques nationales et internationales. Pierre de Coubertin a conçu les Jeux comme une fête symbolique de la paix. Ce symbole est en fait plus universel que « la paix aux hommes de bonne volonté » d'une religion particulière. Il peut s'imposer à tous. Est-ce négligeable ? On oppose trop facilement le sport et la politique. Ce sport serait en dehors de la politique. Mais quelle politique ? En réalité, l'esprit olympique porte en lui un refus politique. Il est incompatible avec une conception intolérante, totale, totalitaire des conflits entre nations, classes, religions ou races. Il propose à tous le respect de l'homme envers et contre tout. Il proclame le droit pour des adversaires de pouvoir s'estimer sur le stade.

Faut-il abattre les Jeux ? Ou en

faire vivre de plus belle en les libérant de tout ce qui les dégrade, en les transformant pour que l'idée originale de ses fondateurs soit débarrassée de la poussière qu'un comité souvent plus conservateur que fidèle a laissée accumuler sur eux ? Mais comment entreprendre cette colossale réforme face à toutes les puissances de l'argent ou de la politique qui les ont déformés ? Réviser le statut des participants, sans tuer les valeurs de désintéressement, combattre le chauvinisme sans priver des joies de l'identification aux héros du stade, stimuler la contribution des Etats à cette fête universelle sans l'asservir aux volontés politiques des gouvernements. Comment faire ? Revenir à la Grèce ? supprimer hymnes et drapeaux plus militaires qu'olympiques ? Rien ne se fera sans la réforme première : la réappropriation des Jeux par les athlètes eux-mêmes, appuyée par une masse d'amateurs éclairés mobilisés par les plus conscients des champions eux-mêmes, anciens et nouveaux.

Il n'est pas déraisonnable, en effet, de faire l'hypothèse qu'un mouvement de libération sportive est en train de se former. Jusqu'où pourrait-il aller ? Longtemps, de ce côté-là, il n'y a eu que silence, malgré les efforts de certaines fédérations sportives. A l'occasion de la rébellion olympique, quelque chose de neuf s'éveille dans la conscience des sportifs. On entrevoit que l'ère des grands héros champions pourrait avoir un fin. Commencant par une volonté collective de se réapproprier les Jeux olympiques, celle-ci pourrait se continuer par une volonté collective de réappropriation du phénomène sportif en général par les sportifs eux-mêmes : pourquoi pas ? Mais le mouvement naissant sera-t-il compris à temps ? Les intellectuels, toujours nécessaires dans la conscientisation des mouvements de libération, seront-ils présents ? Il est plus facile pour eux d'être séduits par une protestation contre la participation aux Jeux olympiques sous la double signature prestigieuse de Raymond Aron et de Jean-Paul Sartre que par la protestation contraire pour la participation signée par le sauteur à la perche Abada et le patineur Helden. En poursuivant laquelle pourrait avoir le plus d'importance, non pas dans la politique internationale, mais dans l'histoire de la culture contemporaine, de plus en plus questionnée par les Jeux et les enjeux de corps ?

(*) Sociologue, professeur à l'U.E.R. des sciences de l'éducation (Paris V).

Vous avez dit BILLARD ?

Peut-être n'avez-vous pas vraiment dit billard, mais seulement pensé billard... et vous avez pensé plaisir, détente, amitié, tapis vert, prestige, mais vous avez supposé encombrement, accroc, prix élevé. Vous ne savez pas que PHILIPPE MALIGE avait une solution à toutes les questions que vous vous posez et qu'il les a réunies dans une brochure en couleurs. Dans cette brochure, vous apprendrez que le tapis n'est

plus un problème, qu'un billard peut se transformer en table, en bureau ou en ping-pong, et ne coûte pas le prix que vous imaginez. Vous y trouverez, dans une gamme de billards contemporains ou traditionnels, le modèle qui s'adapte à votre maison ou à votre appartement et à vos goûts personnels.

Renvoyez vite le bon ci-dessous à PHILIPPE MALIGE, 3, rue Jamin, 75016 PARIS, tél. 524 52 10.

OUI, j'ai dit BILLARD

et je souhaite recevoir très rapidement, gratuitement et sans aucun engagement votre brochure en couleurs. L.M.S.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

PHILIPPE MALIGE

Le Monde

étranger

ASIE

M. Zenko Suzuki est pratiquement assuré de devenir premier ministre

Japon

De notre correspondant

M. Zenko Suzuki, président du conseil exécutif du parti libéral-démocrate (PLD), est pratiquement assuré de devenir le prochain premier ministre du Japon, estiment les observateurs à Tokyo.

Le conseil exécutif du parti a en effet décidé à l'unanimité de laisser carte blanche à son vice-président, M. Eiji Nishimura, pour désigner son prochain président, qui doit succéder à Masayoshi Ohira, décédé le 11 juin. M. Nishimura, estimant les observations, désignera M. Suzuki, nomination qui devra être ratifiée par tout le parti le 15 juillet. La Diète, où le PLD est largement majoritaire, nommera le président du parti premier ministre deux jours plus tard.

Tokyo. — Comme dans une bonne pièce de théâtre kabuki, les mobiles des protagonistes sont simples et connus du public mais le scénario se complique à plaisir. Manœuvres, intrigues, trahisons, escroqueries, trahisons de dernière heure et finalement en dernière analyse par des éliminations grises, fausses sorties et rebondissement : les Japonais mi-amusés, mi-indifférents, suivent comme l'un de leurs feuilletons télévisés les péripéties du choix de leur nouveau premier ministre, qui est entré cette semaine dans sa phase finale.

N'y a-t-il pas quelque légèreté à traiter, comme y invite au demeurant le chroniqueur de l'Asahi, qui caricature les protagonistes en oiseaux se battant pour dominer la forêt, une affaire aussi sérieuse que le choix de l'homme appelé à diriger la troisième puissance économique du monde ? La situation du Japon, politiquement stable et économiquement meilleure que celle de la plupart des pays industrialisés, ne conduit guère à dramatiser l'issue des tractations auxquelles se livrent les libéraux-démocrates.

Aux élections du 22 juin, les libéraux-démocrates ont obtenu une majorité confortable et pratiquement absolue — avec le ralliement des non-inscrits — dans les deux Chambres. Ils ont donc carte blanche de l'électorat qui leur a donné 30 sièges de plus qu'ils ne l'espéraient, avec un déplacement de voix de 3 1/2 pour cent.

Le flambeau du pouvoir

Ce qui est nouveau cette fois, c'est que les conservateurs ont certes gagné les élections, mais qu'il n'y a personne pour se prévaloir de ce succès et s'adjuger le flambeau du pouvoir. M. Ohira, premier ministre, est mort au milieu de la campagne électorale et aujourd'hui aucun clan n'est assez fort pour imposer son candidat. L'époque « Sankakudai-fuku » (jeu de mots sur les noms des quatre barons du PLD : MM. Miki, Tanaka, Ohira et Fukuda) paraît révolue. Il reste bien en lice l'un de leurs alter ego, M. Nakasone, qui attend sa chance depuis des années. Il ne semble pas non plus cette fois en bonne position : « Lorsque l'on se fait un ami, il se fait deux ennemis », dit-on de l'ancien directeur de l'agence de défense, qui passa pour avoir des idées plus avancées que d'autres en matière de sécurité nationale.

Alors sont apparus des hommes « neufs », sinon vraiment nouveaux et jeunes : M. Komoto (soixante-deux ans), ancien ministre du commerce international et de l'industrie, et M. Miyazawa, ancien ministre des affaires étrangères (soixante ans). Et puis, comme dans toute pièce à suspense, alors que l'attention était concentrée sur ces deux personnages du devant de la scène, un autre émergait de l'ombre : M. Zenko Suzuki.

Il serait vain de chercher à découvrir des divergences politiques des options, un programme pour savoir pourquoi le choix du camp conservateur se porte sur tel ou tel.

son fonctionnement ? La question fait soupçonner notre interlocuteur, l'un des plus proches collaborateurs de M. Tanaka, l'ancien premier ministre compromis dans l'affaire Lockheed, mais qui demeure l'un des personnalités les plus puissantes du PLD. « Restons sur terre, dit-il. La discussion d'accord, mais en dernière instance jouent les rapports de force. » S'il y a une morale à tirer de cette bataille des oiseaux, c'est que l'« oiseau effrayant », comme l'appelle l'Asahi, c'est-à-dire M. Tanaka, demeure l'un des maîtres de la forêt : tel le Phénix renaissant de ses cendres, c'est lui qui, aujourd'hui, est en train de faire le roi de demain.

M. Tanaka, depuis que l'affaire Lockheed l'a conduit en 1974 de la résidence du premier ministre à la paille des cachots — pour quelques heures seulement — n'en a pas moins conservé la haute main sur le parti conservateur. Formellement, il l'a quitté et n'est plus qu'un député indépendant. Mais son clan reste le plus puissant et le plus nombreux du PLD (cinquante-sept membres à la Chambre basse, suivi immédiatement par le clan Ohira qui lui est allié).

C'est bien M. Tanaka qui fait émerger de l'ombre M. Suzuki. L'ancien premier ministre n'a pour l'instant qu'un objectif essentiel : que son procès, dans lequel il est accusé d'avoir reçu 2 millions de dollars de Lockheed, ne gêne pas ses affaires et se solde par un non-lieu qui lui permette de revenir au pouvoir. La mort de M. Ohira l'a privé d'un soutien, mais personne actuellement dans le PLD ne peut espérer accéder au pouvoir sans son aide (c'est la faction de M. Tanaka qui a obtenu le plus de sièges aux dernières élections). Tous les postulants paraissent prêts à lui donner des assurances pour saisir le pouvoir. Malgré le jeu, M. Tanaka peut choisir : M. Nakasone peut lui paraître trop opportuniste, M. Komoto, trop lié à son adversaire, M. Miki, qui permit son procès. En revanche, M. Suzuki lui semble un homme fiable. C'est un ami de longue date qui lui doit un peu sa carrière.

Mais on objecte que M. Suzuki n'a pas fait le « parcours » traditionnel qui mène au pouvoir. Il n'est pas passé, notamment, à la tête du secrétariat général du PLD, ni au ministère des finances. « On ne cherche pas un homme prétentieux, mais un homme qui sache écouter », nous dit le collaborateur de M. Tanaka. C'est apparemment aussi parce qu'il pense qu'il « écouterait » que M. Fukuda soutient aujourd'hui la candidature de M. Suzuki — en échange de quelques portefeuilles pour son clan.

Ph. P.

Afghanistan

Le gouvernement Karmal subit des revers dans sa tentative pour se concilier les milieux religieux

Les forces soviétiques ont subi de « lourdes pertes » au cours d'engagements, le 1^{er} juillet, avec les maquisards dans la province de Wardak, proche de Kaboul. Les combats ont eu lieu à proximité du village de Shash Gan, à la suite de la défection de quatre véhicules blindés de l'armée soviétique pour la résistance, indiquent les informations en provenance d'Afghanistan. D'autre part, selon les mêmes sources, vingt-sept membres des deux factions du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan au pouvoir ont été assassinés à Kaboul le 29 juin. Le président du district de la capitale ainsi que sept membres du même comité figureraient au nombre des victimes de ces meurtres.

Le gouvernement Karmal, d'autre part, a essuyé récemment plusieurs échecs dans ses tentatives pour se concilier la population, et notamment les religieux, à partir de sources diplomatiques, l'A.F.P. à Islamabad.

Le récent rassemblement, de théologiens et de prêtres aurait été le théâtre de manifestations d'hostilité ouverte au régime. Plusieurs mollahs (prêtres) se seraient élevés à cette occasion contre la présence soviétique en Afghanistan et le plus virulent d'entre eux aurait été arrêté par la police, puis relâché.

Dans le sud du pays, près de Kandahar, le vice-président du comité central du P.D.P.A., M. Baluch Sagdi, s'est vu refuser des dons en nature qu'il offrait aux ouvriers d'une usine parce qu'ils provenaient d'U.R.S.S.

L'envoyé spécial de l'A.F.P. dans la province du Khunar (le Monde du 10 juillet) souligne que la rivière Khunar constitue, à une vingtaine de kilomètres de la frontière pakistanaise, une véritable ligne de démarcation. Sur la rive est, entre le cours d'eau et la frontière, la vie continue, écrit-il. Sur la rive ouest, les combats n'ont pratiquement jamais cessé et les guerilleros continuent à y manquer de vivres et à ne pouvoir soigner leurs blessés. D'un côté, la vie continue, de l'autre — côté guerre —, les champs sont abandonnés. Près du village de Shegal, de vastes cratères, creusés par les obus des chars, ont complètement dévasté les cultures. Il n'y a plus guère de plantations, plus de vie, plus d'animaux. Les Soviétiques sont omniprésents. Ils ont installé des camps de toile blanche. Toute la journée, ils pilonnent systématiquement les montagnes alentour où sont installés les combattants de la liberté. Et deux fois par jour ils font une démonstration de force pour éloigner les résistants et couper leurs liens avec le Pakistan. Les Soviétiques semblent ne pas avoir passé la rivière Khunar et ne pas vouloir le faire.

La montagne par le harcèlement constant des forces soviétiques, écrit encore l'A.F.P., commencent à manquer de vivres, de soins et d'armes. Ainsi, les combattants blessés sont-ils abandonnés sur place, car il n'existe aucune infrastructure médicale, et passer la rivière avec un invalide constitue une expédition dangereuse, presque un suicide.

Corée du Sud

Inde

LE MINISTRE OUEST-ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Hans-Dietrich Genscher, a convoqué, mardi 8 juillet, l'ambassadeur de Séoul à Bonn, M. Lee Chang-ho, pour lui exposer la « profonde préoccupation » de son gouvernement au sujet de l'évolution politique en Corée du Sud.

Un porte-parole officiel allemand a ajouté que M. Genscher avait notamment fait part à M. Lee de sa « grande inquiétude pour le développement de la situation politique, ainsi que pour la suspension des règles démocratiques ».

Le chef de la diplomatie de Bonn a prié l'ambassadeur de transmettre au gouvernement de Séoul « le souhait de la R.F.A. de voir celui-ci mettre fin à la persécution d'hommes politiques de l'opposition et permettre une activité politique sans entraves », a conclu le porte-parole. — (A.F.P.)

L'ESPOIR DE VOIR METTRE FIN, par négociation, à l'agitation régionale depuis dix mois dans l'état de l'Assam, au nord-est de l'Inde, s'est estompé, mercredi 9 juillet, à la suite de la rupture de pourparlers secrets menés depuis une semaine entre représentants des étudiants conduisant le mouvement de désoberéissance civile et émissaires du gouvernement central. Comme condition préalable aux discussions, les étudiants réclamaient la libération de tous leurs dirigeants arrêtés, l'annulation des sanctions frappant certains fonctionnaires et le départ de cinq millions d'immigrants originaires du Népal et du Bangladesh. Mercredi, pour la troisième journée consécutive, une grève générale paralysait l'activité dans l'état. La quasi-totalité des fonctionnaires s'étaient associés au mouvement. — (A.F.P.)

Cambodge

Le prince Sihanouk demande aux Nations unies de laisser vacant le siège de Phnom-Penh

De violents combats opposaient, le mercredi 9 juillet, les forces pro-vietnamiennes et les combattants khmers rouges dans la région frontalière de Phnom-Mali, à l'ouest du Cambodge. Au cours des affrontements, les forces pro-vietnamiennes avaient pris un pont commandant l'accès de la région montagneuse de Phnom-Mali, bastion des derniers partisans du

gouvernement du Kampuchéa démocratique. Les troupes de Phnom-Penh, appuyées par des chars et de l'artillerie lourde, pourraient chercher à les refouler en territoire thaïlandais. Bangkok a fait parvenir dans les régions frontalières des renforts militaires, et notamment du matériel récemment livré par les États-Unis.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le ministre français des Affaires étrangères, M. Jean-François Foccart, et Mme Ieng Thirith, ministre des affaires sociales du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges) ont eu en ces « entretiens privés » à l'occasion de la conférence de Genève sur le Cambodge qui s'est tenue fin mai, l'indique la Far Eastern Economic Review dans son dernier numéro. L'indonésien de Hongkong estime que cette rencontre constitue un « geste » de la part du gouvernement français, qui ne reconnaît pas le régime de M. Pol Pot. Mais Mme Ieng Thirith, qui est l'épouse de M. Ieng Sary, numéro deux du régime, est fort active en Europe et en Afrique, où elle vient d'effectuer une série de visites dans la perspective de la nouvelle bataille qui doit se livrer lors de l'Assemblée générale des Nations unies pour la représentation du gouvernement cambodgien et dans laquelle la décision indienne va peser lourd.

Depuis le début de l'année, ils disposeraient de nouveaux, officiellement des anciens locaux du FUNK (Front uni national du Kampuchéa) qu'ils avaient occupés jusqu'en 1976, place de Barcelonne.

D'autre part, la Chine s'efforce toujours de convaincre le prince Sihanouk de prendre la tête (comme en 1970) du Front uni mis sur pied, en septembre dernier, par les Khmers rouges. On ne s'abandonne pas cependant que de projet ait suscité, jusqu'à présent, beaucoup d'adhésions, le prince continue à rejeter toute idée de compromission politique avec ceux qui restent pour lui les principaux ennemis du peuple cambodgien.

Il n'est pas certain que la population cambodgienne, qui, dans sa majorité, souhaite un retour du prince, lui garde sa confiance s'il se prête à un jeu qui risquerait de faire de lui, une seconde fois, le fournisseur d'un retour au pouvoir (fut-il partagé) de délégués qui ont imposé au

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Cambodge trois années de règne de terreur. A cet égard, des dirigeants chinois ont récemment fait état, en privé, de leurs doutes quant à la capacité de leurs alliés cambodgiens à changer et de nature et de méthodes. La récente attaque d'un train de civils cambodgiens, et le carnage qui s'en est ensuivi, les soldats, pour la mort de quelques deux cents personnes, prouve sans doute la capacité de destruction des guerilleros de M. Pol Pot. Mais, en choisissant de faire payer des civils qu'elle prétend à nouveau vouloir libérer, la résistance khmère rouge fait, une fois de plus, le jeu de Hanoi.

Condamnation de l'aide militaire américaine à la Thaïlande

Dans son bulletin mensuel de documentation (juillet), le prince fait le point de la situation et dénonce tous les gouvernements qui s'attachent, sous des formes diverses, à prolonger le drame de son peuple. Son sort, affirme-t-il, est préoccupé aussi peu les puissances qui se battent, directement ou par Cambodgiens interposés, sur le dos d'un Cambodge en ruine (...). Même si l'on s'est tenu au strict point de vue humanitaire, les aides (...), en principe destinées au soulagement d'un peuple affamé (...) servent surtout à engraisser les Khmers rouges assassins et contributeurs à enrichir les signataires de la guerre Khmers (Séras), prétendument anticomunistes, ce qui ne les empêche nullement de coopérer avec les Khmers rouges, avec la bénédiction de la Thaïlande, de la Chine et de la C.I.A. américaines.

Norodom Sihanouk dénonce ceux qui substituent à reconnaître la légitimité de M. Pol Pot. Il s'en prend particulièrement à la Chine, aux États-Unis, « dont

la crédibilité en matière de droits de l'homme est sérieusement entamée ». Quant à la Thaïlande, ajoute-t-il, « elle s'efforce, à l'instar du Vietnam, d'établir son protectorat sur une partie du territoire du Cambodge, et elle accorde toutes les aides imaginables aux Khmers rouges ».

Le prince s'interroge sur le bien-fondé du soutien à la Thaïlande. « Il est évident que l'annexionnisme des chars, canons et autres armes sophistiquées dont dispose l'armée thaïlandaise attire les Vietnamiens, le sucre attire les Français. On peut, sans grand risque de se tromper, avancer qu'aujourd'hui l'hypothèse que l'aide américaine à la Thaïlande se transforme d'un peu en don gracieux de l'Onu aux soldats de l'Onu Ho ».

L'Union soviétique et le Vietnam, estime l'ancien monarque, ne s'en sortent pas : « Pékin ne renoncera jamais à lutter de toutes les manières possibles contre le régime communiste vietnamien ». Pour lui, « le Vietnam apparaît comme le grand gagnant dans cette affaire. Mais c'est une victoire à la Pyrrhus, qui lui occasionnera inévitablement les pires ennemis. Le prince ajoute que les puissances antagonistes, en choisissant de s'affronter par Cambodgiens interposés, « ont précipité la mort d'un pays, d'une nation et d'un peuple qui ne le méritent pas, et prennent le risque de passer d'une guerre localisée à un conflit de grande envergure ». Il appelle de nouveaux les uns et les autres à la raison, c'est-à-dire d'abord à laisser vacant le siège du Cambodge à l'ONU, jusqu'à ce qu'un gouvernement issu d'élections sous contrôle international vienne l'occuper. Cela présuppose un arrêt des hostilités et la convocation d'une conférence du type de celle de Genève en 1954, conduisant à nouveau à une neutralisation du Cambodge. Mais Hanoi juge la situation au Cambodge et la formation d'un bloc indochinois irrévocables et ses adversaires tiennent les propositions du prince pour irréalistes.

R. P.

LES FORD 81 AU PRIX 80

jusqu'au 31 juillet



5 CV. Traction avant.
Essence ordinaire.
Suspension Confort.

FORD FIESTA 25600F

FORD: LE PLEIN D'AVANTAGES.

Légendaire robustesse et sécurité.

AFRIQUE

Soudan

Le gouvernement accueille près d'un demi million de réfugiés

Towawa. — « L'idée de rentrer au pays ne nous quitte pas. Mais quand ? Nous avons fui l'Éthiopie parce que nous étions opprimés. Nous n'y retournerons que lorsque le régime en place sera réformé. En attendant, nous végétons, déracinés. » Johannes Desta ne cache pas son mal de vivre, comme la majorité des sept mille cinq cents occupants du camp de Towawa. Il vient de la province du Tigré, au nord de l'Éthiopie. Il était instituteur quand les militaires au pouvoir l'ont jeté en prison. Relativement privilégié, il n'y resta que deux mois. Il prit ensuite la longue route de l'exil. Il a tout juste vingt-cinq ans, et connaît sans difficulté apparente au Front de libération du Tigré, mouvement de lutte armée contre le « dictateur militaire ».

La « communauté semi-urbaine » de Towawa n'a vu le jour qu'il y a un mois à six heures de Land Rover de Khartoum et deux heures de Kasala — sur la frontière éthiopienne — elle abrite de « vieux réfugiés » installés jusqu'à une date récente dans la ville voisine de Gedaref. Surgi en pleine brousse, Towawa est né d'un des projets-pilotes de réinstallation des exilés mis en œuvre par les autorités soudanaises avec l'appui du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Chacune des mille trois cents familles de Towawa a reçu les matériaux nécessaires à la construction de son « cabot », la

De notre envoyé spécial

habitation traditionnelle circulaire au toit de chaume. Pendant six mois, le programme alimentaire mondial fournira gratuitement aux occupants de Towawa le lait en poudre et le sorgho avec lequel les femmes confectionneront la « doura », galette cuite et aliment de base des Éthiopiens du Nord. Après, ils devront se suffire à eux-mêmes. Une école primaire et une petite clinique ouvriront bientôt.

Parmi les pays hôtes abritant les cinq millions de réfugiés africains — un sur deux dans le monde — le Soudan fait un peu figure de modèle. Confronté lui-même dans le passé aux drames de l'exil — un demi-million de ses ressortissants ayant dû fuir la guerre civile, trouvant asile jusqu'en 1972 dans les pays voisins — le Soudan a su mener dans ce domaine une politique généreuse. Depuis quinze ans, les vagues de réfugiés n'ont cessé de déferler à ses frontières : Zaïrois en 1965 et 1968, Éthiopiens d'Érythrée et d'ailleurs en 1967, 1974 et depuis 1975. Tchadiens de 1970 à 1974 et en 1979, Ougandais en 1972 et 1979. Aucun de ces exilés n'a jamais été refoulé. Ils étaient tous admis dans le pays, leur statut juridique était défini, ils étaient répartis dans les camps ou dans les villages de réfugiés. Mais on ne leur a jamais refusé de travailler, de commercer, de se marier, de fonder une famille. On leur a même permis de retourner dans leur pays d'origine.

Zimbabwe

La tension entre MM. Nkomo et Mugabe s'accroît

Deux personnes ont été blessées, mercredi 9 juillet, à Salisbury, au cours d'un incident entre des militants de la ZANU, le parti du premier ministre, M. Mugabe, et des manifestants du Front patriotique, le mouvement de M. Nkomo, ministre de l'Intérieur. Cet incident, quoique mineur, n'en illustre pas moins la tension croissante au sein de la coalition gouvernementale, entre les deux dirigeants nationalistes du Zimbabwe. Les partisans de M. Nkomo protestent contre les déclarations de M. Mugabe, ministre des finances et membre de la ZANU, qui s'est publiquement engagé à « dévoter M. Nkomo afin de l'oublier ».

Le président du Front patriotique, qui n'avait obtenu que 24 % des suffrages aux élections de février (contre près de 63 % à M. Mugabe), reproche ouvertement, depuis dimanche, au premier ministre de le tenir à l'écart des décisions du gouvernement, de ne pas tenir compte de son rôle « historique » au sein du mouvement nationaliste, et, plus particulièrement, de ne pas l'avoir inclus dans la délégation du Zimbabwe au « sommet » de l'O.U.A. (le Monde du 8 juillet). En outre, M. Nkomo a réclamé que Moscou soit autorisé à ouvrir une ambassade à Salisbury, ce que M. Mugabe refuse de faire. Les Soviétiques continuant de fournir des armes aux éléments du Front patriotique demeurés en Zambie, alors que la ZANU n'a jamais reçu d'aide substan-

tielle de l'Europe de l'Est et du caucasi, les propos de M. Nkomo à l'égard de M. Mugabe ont été perçus comme une véritable déclaration de guerre. Jusqu'ici, M. Mugabe n'a pas — que M. Nkomo qualifie d'« excentrique » — mais la querelle entre les deux partis est d'autant plus inquiétante qu'elle se greffe sur la division ethnique du pays entre la minorité Nèdébè du Sud-Ouest, qui a accédé au pouvoir, et la majorité Shona, largement majoritaire, qui forme l'électorat de M. Mugabe. Devant la menace d'une guerre civile, les députés d'Européens n'ont pas hésité à se multiplier, si l'on en juge d'après les demandes de visas déposées auprès des chanceries occidentales et de la République Sud-Africaine, en attendant que cette dernière ferme ses portes, ce que Pretoria ne semble pas encore avoir décidé en dépit du rappel de plusieurs de ses diplomates. (Le Monde du 10 juillet.)

JÉAN-CLAUDE POMONTI.

Centrafrique

M. David Dacko dissout le gouvernement

M. David Dacko, chef de l'État centrafricain, a signé, mercredi 9 juillet, un décret dissolvant le gouvernement de M. N'Goma, en place depuis le renversement de l'empereur Bokassa, en septembre 1979. A Bangui, M. Simon-Narcisse Bosanga, secré-

taire général du gouvernement, a déclaré que cette décision traduisait la volonté du chef de l'État d'opérer le redressement économique du pays. Les membres de l'ancienne équipe gouvernementale restent en place pour expédier les affaires courantes jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, à une date qui n'est pas encore précisée.

À Paris, l'ambassade de la République Centrafricaine indique que le prochain remaniement « ira dans le sens d'une déconcentration des postes ministériels ». L'ambassade, qui ajoute ignorer sur quels ministères portera ce remaniement et quels en seront les nouveaux titulaires, ajoute qu'il s'agit d'un « réajustement technique ».

Le conseil des ministres ne s'est pas réuni depuis plusieurs semaines. Une atmosphère de mécontentement se développe au sein de la population, qui reproche aux dirigeants de Bangui de ne pas avoir indemnisé les victimes du régime impérial et de maintenir en place certains proches collaborateurs de l'ancien empereur, dont M. Maidou, actuel vice-président de la République. Le président Dacko a été amené à lancer une sévère mise en garde aux « fauteurs de troubles » (le Monde du 5 juillet), à la suite de manifestations de lycéens et d'étudiants les 27 et 28 juin dernier. D'autre part, le Front patriotique ouabangien (F.P.O.), mouvement d'opposition dont le leader est le Dr Abel Gombas, se fait état de désordres dans la région de Batangafo, dans le nord-ouest du pays, où des gendarmes auraient été pris à partie par la population.

République Sud-Africaine

REPRISE DES GRÈVES SCOLAIRES

(De notre correspondante.) Johannesburg. — Les lycéens africains, de retour de vacances d'été, ont repris leur mouvement de grève à travers le pays. Le boycott était presque complet au Cap, à Port-Elizabeth, où la police a fait, mardi 8 juillet, usage de gaz lacrymogènes contre deux mille lycéens noirs et à Bloemfontein. Deux écoles de Soweto et une dans la banlieue de Pretoria ont été également affectées par le mouvement. Ce mouvement, commencé il y a trois mois par les étudiants mépris pour protester contre les discriminations raciales dans l'enseignement, ne semble donc pas vouloir s'interrompre. Le COSAS — mouvement étudiant anti-apartheid — se serait prononcé en faveur de la reprise de la grève. G. G.

● Campagnes pour sauver James Mangu. Pour sauver James Mangu, militant de l'African National Congress (A.N.C.), condamné à mort le 15 novembre 1979, et menacé de pendaison, le MRAE (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les cartes postales au président de la République, au président de l'A.N.C., M. Oliver Tambo, et à l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris. On peut se procurer ces cartes au MRAE, 120, rue Saint-Denis, 75002 Paris (tél. 233-05-57).

PROCHE-ORIENT

DE RETOUR EN CISJORDANIE

Le maire de Naplouse a été accueilli en héros dans sa ville

De notre correspondant

Jérusalem. — Une nouvelle fois, mercredi 9 juillet, le maire de Naplouse est entré dans la légende de la résistance palestinienne. « Pour nous guider la volonté est la plus forte », inscrivait sur l'une des banderoles tendues au-dessus de la foule, qui, le 9 juillet, lui a fait une fête extraordinaire (le Monde du 10 juillet). M. Bassam Chakka a tenu sa promesse et révisé son défilé : « Je reprendrai très bientôt », avait-il déclaré en juin dans l'ambulance qui le conduisait à Amman, le « réajustement de mes jambes pour continuer notre combat ».

Samedi 13 juillet, un mois et dix jours après l'attentat à la bombe qui lui a coûté l'amputation de ses deux jambes, M. Chakka a été accueilli en héros dans sa ville natale. Il a été reçu par ses proches et par ses amis, et a été conduit à son domicile, où il a été reçu par ses proches et par ses amis.

Les autorités israéliennes redoutaient cette manifestation et ont tenté d'en réduire la portée en interdisant par de multiples barrières sur les routes l'accès à Naplouse. Seuls les habitants de cette ville ont pu accéder à la fête, mais les mesures de police n'ont pas empêché le maire de Naplouse d'être accueilli en héros dans sa ville natale.

Les autorités israéliennes redoutaient cette manifestation et ont tenté d'en réduire la portée en interdisant par de multiples barrières sur les routes l'accès à Naplouse. Seuls les habitants de cette ville ont pu accéder à la fête, mais les mesures de police n'ont pas empêché le maire de Naplouse d'être accueilli en héros dans sa ville natale.

Les autorités israéliennes redoutaient cette manifestation et ont tenté d'en réduire la portée en interdisant par de multiples barrières sur les routes l'accès à Naplouse. Seuls les habitants de cette ville ont pu accéder à la fête, mais les mesures de police n'ont pas empêché le maire de Naplouse d'être accueilli en héros dans sa ville natale.

Les autorités israéliennes redoutaient cette manifestation et ont tenté d'en réduire la portée en interdisant par de multiples barrières sur les routes l'accès à Naplouse. Seuls les habitants de cette ville ont pu accéder à la fête, mais les mesures de police n'ont pas empêché le maire de Naplouse d'être accueilli en héros dans sa ville natale.

Les autorités israéliennes redoutaient cette manifestation et ont tenté d'en réduire la portée en interdisant par de multiples barrières sur les routes l'accès à Naplouse. Seuls les habitants de cette ville ont pu accéder à la fête, mais les mesures de police n'ont pas empêché le maire de Naplouse d'être accueilli en héros dans sa ville natale.

● Un fonctionnaire de l'ambassade d'Irak à Beyrouth, M. Khosak, a été abattu mercredi 9 juillet d'une rafale de mitraillette et trois de ses compagnons ont été blessés au cours de l'attentat. Un communiqué de l'ambassade rejette la responsabilité de l'attentat sur des « agents », mais l'Agence israélienne d'information accuse le « régime iranien ». (Reuter, A.F.P.)

ISTH depuis 1953
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines
SUCCES confirmés
MEDECINE
• Année blanche méthodologique
• Enseignement à temps complet • Bac C et D
TOLBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. 585.50.35

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JUILLET

L'ITALIE DES MIRACLES ET DES CRISES

La fin d'un « compromis » : l'Etat d'un seul parti (Giorgio Galbi). — Entre développement et sous-développement (Diana Pinto). — La résurrection de l'« économie souterraine » (Alessandro Nussel). — Trente ans de politique méditerranéenne (Piero Allum). — De la métropole à la « multiville » (Gilles Rodière). — Le rôle des intellectuels dans l'« Etat des partis » (Clemente Ambrogi).

« UN JOUR COMME LES AUTRES »
(une nouvelle de Vincenzo Consolo)

PORTUGAL : DIVISIONS DE L'ARMÉE ET BIPOLARISATION POLITIQUE

(Alois Echegut)

L'U.R.S.S. ET LA RÉVOLUTION IRANIENNE

(Ahmed Farouqy)

CAPACITÉS ET LIMITES DE LA PUISSANCE SOVIÉTIQUE

(Victor Foy)

LE CANADA, LE QUÉBEC ET L'OCCIDENT : ASPIRATIONS NATIONALISTES ET CONTRAINTES GÉOPOLITIQUES

(Paul Poincheaud)

LES LIMITES DE LA LIBÉRALISATION AU BRÉSIL

(Julio Jurana)

L'AVENIR DU PARAGUAY SE JOUE À ITAPU

(Edouard Bailly)

LA DIFFICILE RECONSTRUCTION DU CAMBODGE

(Francis Crémieux)

RECHERCHES UNIVERSITAIRES : l'Afrique des conflits (Cherles Zoghbi).

Un guide de réflexion politique : « Croissances et crise » (Alois Uptiedt). — Pour comprendre le Québec (Jean Coppe).

INTERROGATIONS : Médecine mentale et service public (Robert Castel).

CAMÉRAS POLITIQUES : Pologne, printemps variable.

Les livres du mois.

L'activité des organisations internationales.

Suppléments : Norvège, les tentations du pétrole. — Mauritanie : Les défis du développement.

Le numéro : 7 F.
8, rue des Italiens - 75017 PARIS CEDEX 08.
EN VENTE PARTOUT.

مركز من الأمل

on n'est jamais

udestasie

LEX PARTAGE

Zimbabwe

MM. Nkomo et Mugabe s'accrochent

Le dialogue Nord-Sud avait fait naître un nouvel espoir, du fait d'une meilleure répartition des forces apparentes, l'« arme du pétrole » impressionnant les pays industrialisés. En fait, depuis 1974 les conférences se sont enlaidies dans des débats globaux, répétitifs, souvent politiques et idéologiques qui laissent un sentiment de frustration, d'échec, d'incompréhension réciproque (1).

Plus grave est peut-être le mélange de procès d'intention et de réelles rivalités qui séparent les deux parties. Dans le discours du Nord, le Sud voit une volonté de

Centrafrique

M. David Dacko dissout le gouvernement

Le Président Dacko a dissout le gouvernement de la République centrafricaine. Cette décision a été prise à la suite d'un vote de défiance à l'Assemblée nationale.

ORIENT

Le Liban

Le héros dans sa ville

Le héros du Liban, le général Michel Aoun, est revenu dans sa ville natale de Nabatieh. Il a été accueilli avec une grande ovation populaire.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

Chutes et crues de la mer

Les chutes de la mer Méditerranée ont atteint leur niveau le plus bas de l'année. Cela est dû à une sécheresse prolongée.

TIERS-MONDE

On n'est jamais si bien servi...

(Suite de la première page.)

De même, le dialogue Nord-Sud avait fait naître un nouvel espoir, du fait d'une meilleure répartition des forces apparentes, l'« arme du pétrole » impressionnant les pays industrialisés. En fait, depuis 1974 les conférences se sont enlaidies dans des débats globaux, répétitifs, souvent politiques et idéologiques qui laissent un sentiment de frustration, d'échec, d'incompréhension réciproque (1).

Plus grave est peut-être le mélange de procès d'intention et de réelles rivalités qui séparent les deux parties. Dans le discours du Nord, le Sud voit une volonté de

diviser les pays non industrialisés, et le Nord, de son côté, considère que vouloir traiter les pays en voie de développement comme un tout homogène conduit à des positions démagogiques et irréalistes.

Le divorce tient aussi au fait que le groupe du Sud veut absolument mettre en place un nouveau système d'institutions conduisant à un changement des structures économiques mondiales actuelles, notamment dans les domaines commercial, financier, monétaire, tandis que les représentants du Nord entendent se servir des organisations comme le F.M.I. ou le GATT pour faire passer ce « nouvel ordre » (2).

Dérivages

Ces incompréhensions fondamentales aboutissent à faire dériver du mauvais côté des notions que les pays développés plaçaient en avant pour essayer de débiter le système absurde dans lequel vit la planète.

Prenez deux exemples. C'est d'abord le Bureaux internationaux du travail, puis la Banque mondiale ont insisté ces dernières années sur l'idée qu'il fallait que tous les efforts soient concentrés sur la satisfaction des besoins fondamentaux de l'être humain (nourriture, vêtements, logement, soins médicaux, éducation). Or un certain nombre de pays du tiers-monde refusent cette « approche ».

Ce n'est pas tant le côté « philanthropique » qui les gêne. Après tout, les aides publiques, si réduites soient-elles, n'échappent pas totalement à ce registre. Ce qui les indispose surtout, c'est le sentiment que l'Occident veut s'ingérer dans la manière de conduire leurs affaires, définir les concepts de ce qui est indispensable ou non pour une autre partie du monde, faire passer sous la toise du P.N.B. les pays en développement pour déterminer ceux qui relèvent de cette assistance et les autres et donc introduire des ferments de division.

Sur tout, note Albert Bressand (3), « les représentants du tiers-monde redoutent que les besoins essentiels ne soient utilisés pour promouvoir un développement agricole au détriment des objectifs d'industrialisation accélérée et d'accès aux technologies les plus avancées qui figurent au centre de leur conception du « nouvel ordre ».

Or, cette dialectique très ardue,

celle-ci relancé une autre source de conflits d'ailleurs très différente : celle des « transferts technologiques ». De plus en plus de pays pauvres voient dans ces opérations une source d'asservissement : ce n'est pas la connaissance qui est transmise, mais ce qu'ignoraient Sachs appelait une « boîte noire » (4). C'est-à-dire des instruments où l'on voit dit sur quel bouton appuyer et qui marchent sans qu'on vous explique comment ils sont faits. Même le concept de « technologie appropriée », celle que l'Occident s'efforce d'adapter aux situations locales, devient suspect.

Deux voies seulement paraissent intéressantes et compatibles avec l'indépendance du tiers-monde : la modernisation des moyens traditionnels et semi-industriels de développement qui « collent » parfaitement à la demande d'équipement du ord, et l'intégration des technologies plus poussées, c'est-à-dire leur domestication par les experts autochtones (il y en a plus qu'on ne croit). Pour ce faire, l'argent ne suffit pas, c'est tout un modèle culturel original qu'il faut enrichir en le préservant le plus possible des schémas occidentaux.

Méfions-nous donc de ce nouveau « type de rationalité fondé sur la poursuite du processus d'uniformisation de l'espace, à l'échelle mondiale en espace de production et espace de marché » (Moïse Ikoniouff) qui est soutenu par les organisations internationales et notamment la Banque mondiale. La division internationale du travail renforce toujours, hélas ! dans les circonstances présentes, la dépendance des pays en développement (5).

Vers des communautés régionales ?

Une voie plus intéressante paraît s'ouvrir aujourd'hui. Elle a en tout cas le mérite d'avoir été encore assez peu explorée. Au mois de mai dernier, l'Institut de recherche des Nations unies, présidé par M. Philippe Herrera (United Nations Institute for training and research) a lancé un groupe de travail où ses experts vont rejoindre ceux du Centre d'études et de recherche économique et social du tiers-monde, de Mexico, trois membres du Club de Rome (6) et un représentant de la CNUCED (Commission des Nations unies pour le commerce et le développement) pour mettre au point des projets de communautés régionales groupant des pays homogènes comme ceux d'Amérique latine, d'Afrique

noire, d'Asie du Sud-Est, etc. L'idée a été vigoureusement soutenue, aussi bien aux Nations unies par Maurice Guernier, membre du club de Rome, le 9 mai dernier (7), que par Edem Kojo, secrétaire général de l'O.U.A. lors de la réunion de Lagos, fin avril 1980.

Les blocages enregistrés dans le dialogue Nord-Sud tiennent au fait que quelque cent vingt nations s'affrontent sans relais, et que, avec la meilleure volonté du monde, les propositions ne peuvent que se perdre dans les sables.

Si à l'approche globale, on substitue l'approche communautaire, les négociations entre groupes de nations seront tout de même plus aisées ? Utopie ?

Sans doute de telles opérations ne se réalisent pas par un coup de baguette magique. Mais il faut rappeler que les embryons d'unités économiques existent déjà avec le pacte andin, l'ASEAN (Asie du Sud-Est), la C.D.E.A.O. (Communauté de Développement de l'Afrique de l'Ouest).

Surtout, un mouvement venant des profondeurs du tiers-monde et non de quelques intellectuels occidentaux pousse à ces réalisations, à ce développement du dialogue Sud-Sud qui, s'il portait ses fruits, donnerait beaucoup plus de poids au tiers-monde dans ses négociations avec le Nord. Ce mouvement s'inscrit dans la stratégie d'autonomie collective où domine l'idée de « compléter ses propres forces ». Le concept lui-même ne date pas d'hier puisque, dès sa première session en 1964, la CNUCED re-

commandait aux pays en développement de libéraliser et de resserrer les relations commerciales et monétaires qu'ils entretenaient entre eux (8).

La spécialisation internationale n'est pas neutre. Il convient donc de diviser le travail non plus par rapport à l'échiquier mondial mais au niveau d'un ensemble se caractérisant par une certaine similitude des conditions économiques et sociales. A l'intérieur de chaque espace régional, les échanges seront fortement stimulés, mais non sans doute au détriment de l'échange international. M. Paléologue rappelle dans son ouvrage que le programme général d'intégration économique entre les pays membres du Comecon, adopté en 1971, s'est traduit par un développement des échanges Est-Ouest.

L'Etat, le marché et... le peuple

Il ne faut pas se leurrer. Les phénomènes « déséquilibrants » qui existent dans les rapports Nord-Sud pourraient se reproduire dans un espace plus réduit. Les pays qui disposent de structures de production relativement plus développées savent mieux profiter de la libéralisation des échanges commerciaux. Il est donc important que la stratégie d'autonomie collective s'accompagne d'une politique favorable à la réduction des écarts structurels. Ce n'est pas la tâche la plus commode.

En tout cas, il est sûr que si les pays du tiers-monde menaient une politique commune en matière de change, ils pourraient mieux maîtriser l'évolution de leurs termes de l'échange. En outre, une certaine souplesse devrait être prévue dans le cadre de la coopération Sud-Sud. On pourrait imaginer que certaines actions requièrent la participation de l'ensemble des pays du tiers-monde, d'autres appellent une concertation plus restreinte. Enfin, la coopération ne devrait évidemment pas se limiter aux échanges marchands mais s'étendre à des politiques communes en matière de recherche, d'industrialisation, d'action culturelle au sens large.

Surtout, le peuple doit participer à l'élaboration de ces stratégies nouvelles, balancées ainsi les deux autres pouvoirs qui sont l'Etat et le marché. C'est là que le bât blesse le plus pour faire avancer rapidement ces nouvelles stratégies qui, sans évidemment favoriser l'autarcie, poussent l'idée de compléter sur ses propres forces avant de chercher du côté des pays industrialisés les instruments du développement. L'histoire des rapports Nord-Sud rejoint les enseignements du bon sens : « On n'est jamais si bien servi que par soi-même. » Ce n'est pas là tourner le dos à l'indispensable solidarité. Simplement, celle-ci n'a de chances de s'épa-

nouir que si les pays pauvres refusent la vocation d'éternels assistés et la dépendance.

Le drame inverse, c'est que de nombreux Etats du tiers-monde veulent brûler les étapes. Ils croient encore qu'on peut prendre des raccourcis, faire chausser la machine de production en enfilant pêle-mêle des trognons de Nord. Ils ont oublié ce qui est arrivé à l'Iran. Ils ne veulent pas savoir que 70 % de leur population vit encore de l'agriculture et que ce sont ces hommes et ces femmes-là qu'il faut d'abord, sans peur d'être des réalisations spectaculaires, tirer de leur misère. Ce n'est peut-être pas le « pillage » du tiers-monde qui l'a desservi le plus, mais ce que l'Occident lui a imposé.

PIERRE DROUIN.

(1) Philippe Laurent dans la revue *Projet* de juin 1980. Lire aussi l'article de Gabriel Mignot dans un ensemble consacré aux « Interdépendances des économies ».

(2) Voir l'article de Michel Nagai dans « Un seul monde », supplément trimestriel du *Monde* (daté 20-30 juin 1980).

(3) Revue *Politique étrangère*, n° 2, juin 1980.

(4) Le *Monde Diplomatique* du 16 février 1980.

(5) Voir les articles de C. Farado, Samir, dans le chapitre IV du numéro spécial de la revue *Tiers-Monde* de janvier-mars 1980 sur « L'économie mondiale en 1980 ».

(6) Le club de Rome est un groupe de réflexion internationale sur le long terme, né en 1968 à l'initiative de l'italien Aurelio Pecorelli, et qui s'est fait connaître au grand public en 1972 par la publication de son premier rapport sur les « Limites de la croissance ».

(7) Extrait du livre *Tiers-Monde, dix ans de monde* (Dunod, 1980).

(8) Sur cette histoire et les possibilités des stratégies d'autonomie collective, lire le chapitre IV du livre d'Eustache Paléologue, *Les nouvelles relations économiques internationales*, I.E.D.E.S., Presses universitaires de France, et le dossier FIPAD (Fondation internationale pour un autre développement) de mai-juin 1980 (2, place du Marché, Nyon, Vaud, Suisse).

sudestasie

MAGAZINE D'INFORMATION
Pour la première fois :
un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est
N° 3/juillet 80

Parmi les articles au sommaire :
Philippines : Huit ans de Loi martiale
La politique chinoise en matière d'investissements étrangers
Le précurseur du Nouvel ordre économique international
L'Agriculture est-elle née en Asie du Sud-Est ?
Le mariage mixte
Pirates, colons, boat-people

Dossier spécial en 16 pages :
« AUJOURD'HUI, LA THAILANDE »
(Les actualités politiques, l'économie, la vie à Bangkok...)

Tarif annuel d'abonnement : France : 80F et pays d'Europe : 120F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à Sudestasie 17 rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris

Nom.....

Adresse.....

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62



L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture offre les postes suivants :

- Un directeur de projet,
- Un météorologiste-hydrologue,
- Un agro-économiste (programmation linéaire),
- Plusieurs Analystes de systèmes,
- Plusieurs Hydrogéologues,
- Plusieurs Economistes (agricol régional et macro-sectoriel),
- Un spécialiste en chimie de l'eau,
- Un Ingénieur spécialisé dans le traitement de l'eau (dessalement, etc.).

Pour un séjour de un et deux ans à Tripoli, Libye, sur un important projet administré conjointement par la Libye et la F.A.O. dans le domaine relatif à l'exploitation des ressources en eau de la plaine de la Gafara (abattement du niveau des eaux souterraines, salinité, intrusion de l'eau de mer) en préparant un plan de mise en valeur de l'eau pour cette région agricole densément peuplée du nord-ouest de la Libye.

Principaux objectifs : utilisation optimale de l'eau, maximisation de l'occupation des sols et des avantages économiques, mise au point de stratégies alternatives.

Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

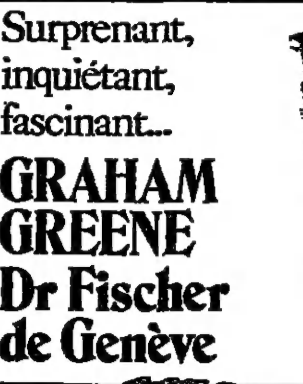
Salaires : conforme à l'expérience professionnelle et au travail demandé agrémentés des avantages liés au statut du fonctionnaire international.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur C.V. avec la mention « UTFN/LIB/005 » à la F.A.O., Manpower Planning Unit, Division des Opérations, 00100 Rome, Italie. (Les candidats d'Amérique du Nord sont priés de contacter l'Office de Liaison F.A.O., 1776 F Street, N.Y., Washington, D.C. 20437).

Les vacances: le temps et le bonheur de lire six grands livres internationaux



Le best-seller n°1 de l'année
D. LAPIERRE L. COLLINS
Le cinquième cavalier



Surprenant, inquiétant, fascinant...
GRAHAM GREENE
Dr Fischer de Genève



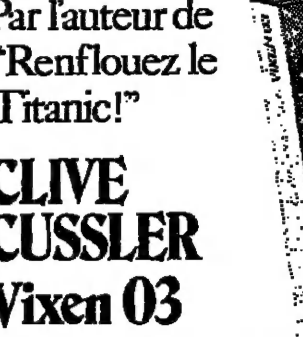
...l'inoubliable héros de "La Taupe"
JOHN LE CARRÉ
Les gens de Smiley



...dans la folie des années 20
ARTHUR RUBINSTEIN
Grande est la vie



Après "L'Arme à l'oeil": le nouveau maître du suspense
KEN FOLLETT
Triangle



Par l'auteur de "Renflouez le Titanic!"
CLIVE CUSSLER
Vixen 03

Robert Lafont

DIPLOMATIE

Allemagne fédérale

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

Le candidat chancelier de l'opposition est que l'Europe ne doit pas relâcher ses avec les Etats-Unis

M. Pieter Menten a été condamné à dix ans de prison

De notre correspondant

La Haye. — Le tribunal de Rotterdam a condamné, mercredi 9 juillet, le collectionneur d'art, Pieter Menten, à dix ans de prison ferme et à une amende de 100 000 florins pour son rôle dans l'exécution, en juillet 1941, de plus de vingt personnes, en majorité juives, dans le village polonais de Podhorze. Espion de l'Allemagne nazie, il fut l'un des membres de l'« affaire Menten » qui, à la fin de la guerre, fut l'un des derniers à être jugés par les tribunaux néerlandais.

M. Menten, âgé de quatre-vingt ans, fut condamné à dix ans de prison par le tribunal de Rotterdam. Le tribunal de Rotterdam a jugé l'accusé coupable de complicité de meurtre, bien qu'il n'ait pu établir son rôle exact dans le massacre de Podhorze, dont les témoins étaient présents à Rotterdam et lors des procès antérieurs.

En 1949, le tribunal d'Amsterdam avait condamné M. Menten à huit mois de prison pour collaboration avec l'ennemi. Officiellement, du moins, rien n'était connu à cette époque de sa participation aux crimes commis en Pologne. C'est au début des années 60 que les accusations judiciaires, contre ce dernier, ont été reprises.

Le tribunal de Rotterdam a ordonné l'emprisonnement immédiat de M. Menten, jusqu'à la fin de sa résidence au village de Blaricum, et son transfert à la prison de Scheveningen. Pris d'une indisposition dans sa demeure quelques heures avant le verdict, M. Menten, diabétique, a cependant été transféré dans un hôpital où il se trouvait dans le coma mercredi soir.

Le 12 juin dernier, le procureur général du tribunal de Rotterdam avait requis une peine de vingt ans d'emprisonnement et une amende de 100 000 florins contre M. Menten, coupable, selon lui, de s'être engagé dans un commando de la SS allemande dans la Pologne occupée et d'avoir joué un rôle actif dans le massacre de Podhorze, localité qui se trouve actuellement en Union soviétique. L'avocat avait demandé l'acquiescement de son client pour des raisons de santé.

M. Menten avait, par ailleurs, protesté de son innocence.

RENÉ TER STEEGE

Union soviétique

L'archevêque russe orthodoxe de Belgique met en doute l'authenticité d'un article du Père Doudko paru dans les « Izvestia »

Mgr Basil Krivochéine, archevêque russe orthodoxe de Bruxelles et de Belgique, qui dépend du patriarcat de Moscou, vient de publier une mise au point répondant à l'article qui a paru le 21 juin dans le journal soviétique les Izvestia, et dans lequel Dimitri Doudko, emprisonné en janvier et relâché six mois plus tard, après avoir confessé publiquement son « crime d'anti-soviétisme » (le Monde daté 23 et 24 juin), citait parmi les « agents de l'Occident » Mgr Krivochéine.

Dans sa mise au point, Mgr Krivochéine écrit : « Cet article en tous les cas pour ce qui me concerne ne correspond pas à la réalité. Le Père Dimitri ne m'a transmis aucun texte écrit. Je l'ai rencontré à Moscou une seule fois, j'ai discuté avec lui, mais il ne m'a transmis aucun document écrit. Il est évident qu'il ne pouvait donc pas être utilisé à des fins de propagande ou à quelque autre fin. Il est vrai qu'il m'avait envoyé bien auparavant dans une lettre, et sans que je l'aie personnellement rencontré, son opinion sur le fait que l'Occident ne peut pas se passer de la Russie, mais je ne l'ai publié nulle part car j'étais en désaccord avec lui à bien des égards et je considérais sa publication comme nuisible à l'Eglise, ce que j'ai fait savoir au Père Dimitri par lettre. Cet appel est arrivé en Occident sans que j'y sois mêlé. Le Père Doudko ne m'a jamais transmis, ni personnellement, ni par l'intermédiaire d'autrui, aucun autre document écrit, aucun autre texte. »

« Je ne comprends pas ce qui a conduit le Père Dimitri Doudko à dire une évidente contre-vérité au sujet de mes rapports avec lui, si tant est qu'il soit l'auteur réel des lignes citées ci-dessus qui me concernent et qui ont été publiées dans les Izvestia. »

NOUVEL APPEL DE LEONID PLOUGHTECH

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

« Les arrestations se multiplient à Moscou en ce moment », a poursuivi M. Ploughatch, citant notamment la quatrième arrestation du journaliste Viatcheslav Tchoukov, membre au comité de surveillance de l'appelant, un des accusés d'Helinski, déjà arrêté en 1972 et condamné à une peine de camp à régime sévère.

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Tchécoslovaquie

TROIS TCHÉCOSLOVAQUES ont réussi, le lundi 7 juillet, à quitter leur pays en franchissant la frontière le rivier March, qui sépare la Tchécoslovaquie de l'Autriche, à 50 kilomètres au nord-est de Vienne. (A.F.P.)

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Le gouvernement présente un nouveau projet de réforme fiscale

De notre correspondant

Berne. — Revenant à la charge après plusieurs tentatives infructueuses, le gouvernement helvétique a présenté, mercredi 9 juillet, un nouveau projet d'assainissement des finances fédérales. Cette réforme fiscale prévoit la création de deux nouveaux impôts, le premier sur les intérêts des avoirs fiduciaires auprès des banques et le second sur l'héritage de chaque génération. De plus, le gouvernement propose une augmentation de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Venant compléter un train de mesures d'économie déjà approuvées par le Parlement, ces nouvelles dispositions devraient permettre d'accroître les recettes de la Confédération d'environ 1 milliard de francs suisses par an, d'équilibrer ses comptes, voire d'enregistrer un bénéfice dès 1983.

Proposition la plus controversée, le prélevement d'un impôt anticipé de 5 % sur les intérêts des placements fiduciaires devrait rapporter annuellement quelque 150 millions de francs suisses aux caisses de l'Etat. Entre 1976 et 1979, les avoirs fiduciaires auprès des banques suisses ont atteint en moyenne 83 milliards de francs par an. Le taux moyen des placements se situant à environ 7 %, il en résulte un intérêt annuel de l'ordre de 4,4 milliards de francs. Théoriquement, l'impôt proposé par le gouvernement devrait ainsi produire près de 220 millions de francs par an. Les experts estiment cependant que ce montant sera sensiblement réduit par le remboursement de l'impôt anticipé et un éventuel transfert des avoirs fiduciaires à l'étranger.

En 1978, le Parlement s'était opposé à l'introduction d'une disposition analogue dans un projet

de réforme fiscale qui avait finalement été rejeté par référendum. L'Association suisse des banquiers n'a pas tardé à réagir. Dès le 9 juillet au soir, elle a qualifié d'« inappropriée » la mesure proposée et contesté sa légalité. En cas d'introduction d'un tel impôt, les banquiers craignent la fuite à l'étranger d'environ la moitié des avoirs fiduciaires. Face au pessimisme des banquiers, le gouvernement répond que les avantages du système bancaire helvétique inciteront les clients étrangers à rester fidèles au banquier suisse. Près de 80 % des placements, dont le volume a atteint 85 milliards de francs en 1979, proviennent de clients étrangers.

La réforme proposée par le nouveau chef du département fédéral des finances, M. Willi Ritschard (socialiste), aura-t-elle plus de succès que celle de son prédécesseur radical, M. Georges André Chevalaz, devenu président de la Confédération ? Si personne ne conteste la nécessité de mettre un terme à un déficit croissant des comptes annuels de la Confédération, qui pourrait dépasser 2 milliards de francs suisses en 1983, il n'est guère aisé de faire accepter de nouveaux impôts aux contribuables, surtout dans un système de démocratie semi-directe. Ces nouvelles propositions seront soumises au Parlement et les électeurs pourraient être appelés à se prononcer à la fin de 1981 ou au début de 1982. Mais, une fois de plus, les quatre partis gouvernementaux sont loin d'être unanimes, et déjà le parti radical vient d'exprimer en ces termes ses réserves : « devant les nouvelles intentions du Conseil fédéral. »

JEAN-CLAUDE BUHRER

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE COUT DE LA VIE a augmenté en juin de 8,7 % et a porté le taux d'inflation pour le premier semestre 1980 à 34,2 %, indique l'Institut argentin des statistiques et du recensement de la F.M.I. L'Argentine se trouve en tête des pays d'Amérique latine pour la hausse des prix. (A.F.P.)

Equateur

UN NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES a été nommé le lundi 7 juillet à Quito. Il s'agit de M. Alfonso Barroa Valverde, âgé de cinquante ans, jusqu'alors ambassadeur de l'Equateur à Madrid. Il remplace M. Alfredo Fajana Diez, qui vient d'être nommé ministre de la Santé. (A.F.P.)

Guinée

LA GUINEE est devenue le troisième Etat membre de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (O.M.V.G.), qui groupe jusqu'ici le Sénégal et la Gambie. L'adhésion de la Guinée présente une importance primordiale pour la région en raison du fleuve Gambie, celui-ci prenant sa source dans le massif guinéen du Fouta-Djallon. Le programme de l'O.M.V.G. comprend notamment la construction de deux barrages en territoire sénégalais, dont l'un doit créer un lac artificiel en territoire guinéen et le second un pont-barrage en Gambie. (A.F.P.)

Jamaïque

LA SURVEILLANCE DES RESIDENCES DE DIPLOMATES AMERICAINS a été renforcée après un attentat qui a eu lieu, le 4 juillet, contre la maison du premier secrétaire de l'ambassade de Washington à Kingston. Cet attentat était intervenu après la diffusion, par la radio gouvernementale, d'une liste de quinze membres présumés de la C.I.A. à la Jamaïque, au nombre desquels figuraient le diplomate visé. (A.F.P.)

Libéria

TROIS DES FILLES DE L'ANCIEN PRESIDENT TOLBERT ont été libérées mercredi 9 juillet. Elles avaient été arrêtées après le coup d'Etat du 12 avril, au cours duquel leur père fut assassiné. Mmes Wilhelmina Holder-Tolbert, Willymae King-Tolbert et Evelynne R. Tolbert se trouvaient en résidence surveillée. Mme Carmina Doe, parente par alliance de la famille Tolbert, a également été libérée. En revanche, le fils aîné de l'ancien président, arrêté dans l'ambassade de France, est toujours en détention.

Portugal

LE PREMIER MINISTRE PORTUGAIS, M. Sá Carneiro, est arrivé à Athènes, le mercredi 9 juillet. Venant d'Italie, il doit s'entretenir avec les dirigeants grecs des problèmes posés par l'adhésion de leurs pays à la Communauté économique européenne. (A.F.P.)

Turquie

LE COMMANDEMENT DE L'ETAT DE SIEGE de la capitale turque a interdit l'introduction et la distribution dans le département d'Ankara, du quotidien (de gauche), d'Istanbul, Halkin Gazetesi Demokrat (le journal du peuple démocratique). Le quotidien publiait « des informations contraires au principe de l'indivisibilité de l'Etat et de la nation, erronées et capables de dénigrer l'ordre public ». Le commandement de l'Etat de siège, Trois autres revues de gauche, l'Indépendance, Marche pour le socialisme et réorganisation du parti du prolétariat et Réorganisation révolutionnaire pour un Front populaire de libération, ont été également interdites. (A.F.P.)

Libéria

TROIS DES FILLES DE L'ANCIEN PRESIDENT TOLBERT ont été libérées mercredi 9 juillet. Elles avaient été arrêtées après le coup d'Etat du 12 avril, au cours duquel leur père fut assassiné. Mmes Wilhelmina Holder-Tolbert, Willymae King-Tolbert et Evelynne R. Tolbert se trouvaient en résidence surveillée. Mme Carmina Doe, parente par alliance de la famille Tolbert, a également été libérée. En revanche, le fils aîné de l'ancien président, arrêté dans l'ambassade de France, est toujours en détention.

Libéria

TROIS DES FILLES DE L'ANCIEN PRESIDENT TOLBERT ont été libérées mercredi 9 juillet. Elles avaient été arrêtées après le coup d'Etat du 12 avril, au cours duquel leur père fut assassiné. Mmes Wilhelmina Holder-Tolbert, Willymae King-Tolbert et Evelynne R. Tolbert se trouvaient en résidence surveillée. Mme Carmina Doe, parente par alliance de la famille Tolbert, a également été libérée. En revanche, le fils aîné de l'ancien président, arrêté dans l'ambassade de France, est toujours en détention.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

EUROPE

AMÉRIQUES

Canada

La police interpelle un anglophone québécois qui serait impliqué dans les actions terroristes de 1970

De notre correspondant

Montréal. — Dix ans après les actions terroristes du Front de libération du Québec (F.L.Q.), la police québécoise a interpellé une sixième personne qui aurait été impliquée dans l'enlèvement de l'attache commercial de Grasse-Bretagne à Montréal, M. James Richard Cross. Un ingénieur anglophone de trente-deux ans, M. Nigel Hamer, a été arrêté à son domicile montréalais dans la soirée du lundi 7 juillet et relâché le lendemain après avoir déposé une caution de 5 000 dollars.

Après avoir commis quelques attentats à la bombe à la fin des années 60, une petite organisation clandestine décidait de mener une opération spectaculaire pour faire avancer la cause qu'elle défendait, l'indépendance du Québec. Coup sur coup, le F.L.Q. enlevait l'attache commercial britannique et le ministre du travail du gouvernement québécois, Pierre Laporte. C'était la crise d'octobre 1970. Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, décrétait alors la « loi des mesures de guerre » qui suspendait les libertés individuelles et autorisait l'arrestation et l'emprisonnement de tout individu soupçonné d'avoir eu des contacts avec les terroristes. L'armée quadrillait les rues de Montréal pendant des jours après son enlèvement. Pierre Laporte était sensé être à Cuba, mais il n'est jamais apparu. M. Cross restait introuvable jusqu'au 3 décembre 1970, date à laquelle la police finissait par le retrouver. M. Cross vivait encore en France tandis que les trois autres sont restés au Québec, en 1978 et 1979. Jacques et Louise Cossette-Trudel ont été condamnés à deux ans de prison, mais ils ont bénéficié d'une libération conditionnelle en avril dernier. M. Jacques Lanctôt purge une peine de trois ans. Quant au meurtrier de Pierre Laporte, qui avait été rapidement arrêté, ils ont toujours été détenus.

La « crise d'octobre » a profondément marqué les Québécois et même les Canadiens anglais qui estiment en général que le gouvernement fédéral a réagi trop brutalement dans cette affaire. Ces dernières années, des faits extrêmement troublants ont été révélés à propos du rôle de la police, qui aurait manipulé le F.L.Q. et émis de fausses communications. Sur les trente-cinq personnes environ qui appartiennent à différentes cellules du F.L.Q., il y aurait eu au moins quatre ou cinq indicateurs de police. Plusieurs enquêtes sont en cours, mais le gouvernement canadien refuse pour l'instant de remettre au Québec des documents qu'il dit-il, pourraient compromettre la sécurité nationale.

Le F.L.Q. n'a plus fait parler de lui depuis plusieurs années. Deux des ravisseurs de M. Cross vivent encore en France tandis que les trois autres sont restés au Québec, en 1978 et 1979. Jacques et Louise Cossette-Trudel ont été condamnés à deux ans de prison, mais ils ont bénéficié d'une libération conditionnelle en avril dernier. M. Jacques Lanctôt purge une peine de trois ans. Quant au meurtrier de Pierre Laporte, qui avait été rapidement arrêté, ils ont toujours été détenus.

A l'époque, tout semblait indiquer que la cellule Libération, du F.L.Q., comptait quatre ou cinq membres. En novembre 1978, on apprenait cependant qu'un sixième homme avait participé à

la sécurité nationale, à la vie des gens et au secret de l'information.

Les constituants réaffirment l'égalité des droits entre l'homme et la femme, mais interdisent l'avortement.

BERTRAND DE LA GRANGE

Chili

Le général Pinochet pourrait rester au pouvoir jusqu'en 1992

Santiago (A.F.P., A.P., Reuters). — La presse chilienne a publié, le mercredi 9 juillet, le texte d'un avant-projet de Constitution élaboré par les dix-neuf membres du Conseil militaire, qui a quatre ans pour la junte militaire au pouvoir depuis le coup d'Etat de 1973. La junte a été saisie du projet, que le général Pinochet, chef de l'Etat, peut en dernière instance modifier ou même le remplacer par la Constitution de 1925.

L'avant-projet prévoit une période de transition de deux ans, le pays n'étant pas prêt à un rétablissement immédiat du suffrage universel. Durant ces premières années, le dictateur chilien nommera les parlementaires. Des élections générales seront ensuite convoquées. Le futur chef de l'Etat sera élu pour six ans, sans possibilité de brigue, un second mandat. Le général Pinochet, aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans, pourrait, dès lors, rester au pouvoir jusqu'en 1982.

Dans le cadre de la « démocratie protégée », définie par le général Augusto Pinochet, les organisations et partis de gauche restent interdits parce qu'ils défendent des doctrines « qui attaquent la famille, encouragent la violence et mettent en avant des conceptions de la société, de l'Etat et de l'ordre juridique à caractère totalitaires ou fondées sur la lutte de classes ». Le projet reconnaît le droit de grève et la liberté d'expression, mais assortis de sévères réserves. Ainsi, le droit de grève est refusé aux employés de l'Etat, des municipalités, des secteurs vitaux pour le bien-être public, la santé, l'économie et la sécurité nationale.

Le projet reconnaît d'autre part le droit à la liberté d'expression « sans censure préalable », comme les deux précédentes Constitutions de 1933 et de 1925. Mais il autorise les tribunaux à poursuivre et à diffuser l'opinion et d'informations qui attentent à la morale, à l'ordre public,

la sécurité nationale, à la vie des gens et au secret de l'information.

Les constituants réaffirment l'égalité des droits entre l'homme et la femme, mais interdisent l'avortement.

BERTRAND DE LA GRANGE

El Salvador

LA GARDE NATIONALE EST DECIDÉE A EXPULSER TOUS LES « ÉLÉMENTS DE GAUCHE » DE L'UNIVERSITÉ

La garde nationale d'El Salvador continuera à occuper l'Université nationale jusqu'à ce que tous les « éléments de gauche » soient expulsés du campus, a annoncé, mercredi 9 juillet, M. José Napoleón Duarte, membre de la junte et dirigeant de la démocratie chrétienne. Il a ajouté qu'il sera procédé à un examen des cadres de cet établissement d'enseignement.

C'est le 26 juin que la garde nationale avait investi l'Université nationale, devenue le repaire de plusieurs groupes d'extrême gauche. Elle s'y était livrée à une sévère répression. Elle a, par la suite, enlevé, le 5 juillet, un collègue de jésuites de la capitale, selon des sources ecclésiastiques, elle a mis la main sur des listes de personnes ayant signé, sous couvert de l'anonymat, un document critiquant les violations des droits de l'homme dans le pays, ainsi que sur la documentation concernant l'assassinat, le 24 mars, de Mgr Romero.

Par ailleurs, une alliance de personnalités conservatrices et d'hommes d'affaires s'est constituée et a annoncé, le 9 juillet, son intention d'« établir un dialogue avec le gouvernement afin de définir les futurs étapes de la relation mutuelle », notamment en matière économique. Ce nouveau mouvement repose principalement sur l'ANEP, l'Association nationale de l'entreprise privée, l'organisation patronale salvadorienne.

Enfin, à Paris, la Fédération internationale des droits de l'homme, présidée par M. Daniel Mayer, a adressé à la junte salvadorienne un télégramme, rendu public le 9 juillet, dans lequel elle proteste contre « l'assassinat de sept médecins et de quatre militaires commis dans les hôpitaux de San-Salvador par les forces de sécurité depuis janvier 1980 ». Elle demande également « des explications immédiates sur les massacres commis par la garde nationale salvadorienne, faisant des centaines de victimes, le 24 juin dernier, à la frontière Salvador-hondurienne, sur le fleuve Sumpul ». (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

ANVERS Centre Mondial du DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués par téléphone au numéro TEL. 19-32-31/27-54

GENERAL DIAMONDS FELIXANSTR. 8 ANVERS.

En vente dans les drogueries, épiceries, gares et aéroports de la région parisienne.

Le numéro 4 P.

Le mathématicien soviétique en exil M. Ploughatch a demandé aux journalistes et aux sportifs français de faire pression sur les autorités soviétiques, à la veille des Jeux olympiques de Moscou, pour que celles-ci autorisent sa venue à Paris. Il se voudrait soutenir la France qu'il ne connaît pas le sort de l'Afghanistan, a déclaré à l'Antenne 2 le mathématicien, en soulignant que « la politique de Moscou déteste les mains de bourgeois ».

Evocant la situation dans la capitale moscovite, M. Ploughatch a également affirmé que « personne ne peut entrer à Moscou en ce moment », et que « si la ville est très bien approvisionnée, cela signifie que l'on ne peut manger ailleurs » en Union soviétique.

I.—Les tressaillements de Tecun Ulman

zunaux», soit pour en faire usage elles-mêmes, ou en obliger leurs clients ou leurs parents, soit pour contraindre les indigènes à les leur racheter. Semblables mécanismes de spoliation sont aujourd'hui courants dans une Amérique latine qui bruisse de conflits de la terre. Le Guatemala s'échappe d'autant moins à la règle que le pourcentage de populations indiennes, traditionnellement victimes de ces prati-

Le Monde

Société

Le débat sur la sécurité

Le rapport du Comité national sur la violence préconise cent six mesures en faveur des jeunes

Le Comité national de prévention de la violence et de la criminalité, créé en application d'une des propositions du rapport du Comité d'études sur la violence, que présidait M. Alain Peyrefitte avant son retour au gouvernement, a rendu public, mercredi 9 juillet, son premier rapport contenant cent six recommandations.

Cette étude, intitulée « Prévenir la violence », (1), avait été remise au premier ministre à l'automne dernier (« Le Monde » daté 14-15 octobre 1979) sans que les détails en soient

divulgués. Il porte notamment sur l'évolution de la violence et de la criminalité depuis le dépôt du rapport du Comité d'études et sur les actions concrètes de prévention qui pourraient être menées en faveur des jeunes. Les recommandations du comité, qui sont une synthèse des travaux des comités départementaux, ont été transmises par son vice-président, M. Guy Chavanon, au premier ministre, qui en est président de droit. Celui-ci les a communiquées aux ministères concernés afin qu'ils étudient les moyens d'y donner suite.

Selon le rapport, la criminalité progresse « modérément », bien qu'une grande part de ce phénomène échappe à la police. C'est ce qu'on appelle le « chiffre noir ». Au 31 décembre 1979, la police nationale et la gendarmerie avaient recensé 2 330 566 infractions, du meurtre crapuleux à l'émission de chèques sans provision, soit un accroissement annuel moyen de 3,3 % depuis 1963, date de la réorganisation des statistiques de la police judiciaire. Cependant, si le rythme moyen d'augmentation avait été de 11,2 % entre 1963 et 1979, il est tombé à 4,8 % en moyenne entre 1973 et 1979 : une diminution de 4,6 % ayant même été enregistrée en 1979.

La petite criminalité, qui constitue les quatre cinquièmes des affaires, a suivi une progression (3,2 %) inférieure à celle de la criminalité globale (5,1 % entre 1975 et 1979). Dans cette catégorie, les infractions les plus fréquentes sont, dans l'ordre, les vols d'automobiles et de véhicules à deux roues, les vols sans violence, les vols à l'intérieur des voitures et les chèques sans provision.

En revanche, si la grande criminalité (homicide par exemple) ne représente qu'une faible proportion (1,5 %), elle s'est beaucoup développée. Quant à la criminalité moyenne, qui représente environ 15 % du total des infractions, elle est, selon le comité, particulièrement sensible aux citoyens, car elle les touche souvent de très près : « Deux tiers des faits sont des cambriolages et des vols, dont la moitié en lieux d'habitation... »

Il résulte des constatations les plus récentes que les délinquants opèrent de plus en plus jeunes : « La proportion des mineurs des infractions (15 %) est en constante augmentation... » Par ailleurs, la criminalité reste, dans plus de deux cas sur trois, un phénomène urbain. Enfin, les

« Le premier des prix Robert-Debré a été remis par le Haut Comité d'études et d'information sur l'incivilité et l'insécurité à M. Marc Derely et Eugène Lohereux, pour leur thèse soutenue à l'université de Lille-II : « Pour une approche humaine de l'incivilité en milieu de travail » qui comporte une enquête réalisée dans dix grandes entreprises de la région lilloise, notamment auprès des comités d'hygiène et de sécurité.

Des recommandations à caractère social

Enfin, on pourrait expliquer l'inquiétude des Français par le « sentiment de l'insécurité d'une plainte qui entraîne des démarches, temps perdu ou risques de représailles, plainte qui sera mal accueillie par des services de police surmenés ». Dans la meilleure hypothèse, les malfaiteurs déterrés à la justice « bénéficieront d'une excessive mansuétude de magistrats (...) trop indulgents ».

Cette dernière appréciation rejoint l'exposé des motifs du projet de loi « sécurité et liberté », dit « loi de confiance », élaboré par le comité. M. Chavanon, ait précisé, en présentant le rapport à la presse, qu'il y avait la même différence, entre celui-ci et le projet Peyrefitte, qu'entre la prévention et la répression. Si l'inquiétude il y a, poursuit le rapport, « il n'est pas certain que la peur soit très profonde ». Ainsi, le nombre de personnes qui ont fait installer sur leur porte un système de sécurité ou ont acheté une arme, n'a pas dépassé en 1979 3 % dans chaque cas. Le comité s'interroge donc sur le dépassement des « limites » de la légitime défense, thème qu'il abordera dans son prochain rapport.

Four « modérer » cette inquiétude, le comité met l'accent sur

les moyens de dissuasion, de protection et d'information. Il préconise une « fermeté mieux exercée dans la sanction pénale », une utilisation plus circonspéctive des procédures de mise en liberté conditionnelle, et une nouvelle réglementation en matière de port d'arme. Il plaide pour « une protection policière plus efficace » (augmentation des effectifs, meilleure formation des policiers) et insiste sur le fait qu'une meilleure information de l'opinion serait de nature à tempérer ses craintes. Les médias doivent « ramener la criminalité et la violence à leurs véritables dimensions en évitant les généralisations du sensationnel » (se doter d'un « code de bonne conduite »). Il souligne la nécessité de « mieux faire connaître la mission des forces de l'ordre », de sensibiliser les citoyens à « leur devoir moral d'assistance envers autrui », et de renforcer « l'indispensable climat de confiance qui doit exister entre le citoyen et le policier ou le gendarme ».

En ce qui concerne la prévention, le comité se préoccupe plus spécialement des jeunes. Diverses mesures sont proposées : « Concilier la personnalité de l'enfant avec la préparation à la vie sociale, rendre le monde du travail plus intelligible et accessible à la jeunesse, et mieux adapter l'accueil des jeunes dans la cité ».

Tout cela donne lieu à une série de recommandations à coloration sociale : mesures destinées à améliorer l'enseignement, à lutter contre la « violence culturelle » et à limiter la diffusion de la violence par la télévision, d'une part, à mieux faire connaître le monde du travail et, d'autre part, examiner les moyens de promotion sociale. Enfin, dans le domaine de l'urbanisme, le comité recommande une série de mesures destinées à améliorer l'habitat dans la cité : « Lutter contre le bruit et prévoir les villes plus humaines ».

Ce rapport-ci reprend beaucoup de points déjà abordés par le rapport « Réponses à la violence » de 1977. Il s'agit, en fait, de continuer à améliorer la situation, même si ce nouveau rapport ne pêche pas par excès d'originalité.

CHRISTIAN COLCOMBET.

(1) Prévenir la violence, « La documentation française », 39-31, quai Voltaire, 75007 Paris. Tél. : 261-50-10. 304 pages. Environ 50 F.

« LA DÉLINQUANCE DANS LE MÉTRO N'EST PAS ALARMANTE » estiment deux responsables de la R.A.T.P.

MM. Jean Costes, chef-adjoint du service du contentieux de la R.A.T.P., et Alain Tournier, ingénieur en chef au service de l'exploitation, ont fait paraître dans le numéro du 10 juin des Cahiers de la société de criminologie moderne, un rapport sur la délinquance dans le métro. De ce rapport il ressort, pour l'essentiel, que le métro n'est pas un lieu plus dangereux que les grands ensembles urbains.

Dans une enquête réalisée auprès du public en octobre 1979, en réponse à la question : « Quel est le lieu qui pose le plus de problèmes de sécurité ? », le métro vient à égalité avec les parkings et les banlieues, mais après les rues, la nuit. Il faut noter cependant que le nombre des agressions contre les voyageurs a augmenté de 5 % de 1978 à 1979, faisant ainsi passer ce nombre de 109 à 144, alors que les agressions d'agents sont en diminution constante depuis 1975.

Les agressions en groupe diminuent : en 1978, 67 % d'entre elles étaient commises par trois personnes et plus, contre 49 % en 1979. Les heures les plus dangereuses se situent au-delà de 20 h 30, période durant laquelle, en 1978 et 1979, ont été commises 42 % des agressions, alors que 8 % seulement ont eu lieu entre 5 h 30 et 7 h 30.

Le nombre de vols à la tire bien qu'en légère diminution, reste élevé : 2 339 en 1975 ; 1 844 en 1979. Soixante pour cent environ des vols à la tire sont commis dans les gares, 30 % dans les véhicules, 10 % dans les arrêts, 10 % ailleurs.

En 1978, les dépenses occasionnées par les réparations de dommages causés sur rames ont été de 5 180 000 francs et elles ont dépassé cette somme en 1979. En cas d'identification des prévenus les condamnations sont sévères, allant jusqu'à 300 francs d'amende et deux ans d'emprisonnement, dont huit mois de sursis et mise à l'épreuve pendant trois ans.

En 1979, le nombre des fraudeurs était de 100 000 par jour, soit 3,5 % des usagers (le Monde du 12 juin 1980), mais, écrivent MM. Costes et Tournier, « une enquête de 1978 a permis d'établir que la fraude n'est pas un problème de sécurité ». Les pouvoirs publics d'un projet de texte prévoyant des sanctions effectives.

MM. Costes et Tournier insistent, en conclusion, sur le fait que le métro est un lieu où les services de la R.A.T.P. et de la police, l'évolution de la délinquance dans le métro n'est pas alarmante, particulièrement.

(1) N° 13, B.P. 7201, 75022 Paris Cedex 06. 10 F.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

Confrontation houleuse chez M. André Chevalier

Rien n'a filtré de la confrontation qui a eu lieu, mercredi après-midi 9 juillet, pendant près de cinq heures dans le cabinet de M. André Chevalier, le magistrat chargé du supplément d'information sur l'affaire de Broglie, entre MM. Guy Floch, Jean Ducret, Claude Canché, Jean Dufour et Michel Roux. Tous se sont refusés à la moindre déclaration à la demande de M. Chevalier. Mais si l'on en juge par les éclats de perceptions à l'extérieur des locaux où a eu lieu la confrontation, celle-ci a été houleuse.

Quelle en a été le résultat ? MM. Ducret et Floch ont les déclarations écrites de MM. Canché, Tournier et Roux, selon l'expression de M. Floch, sont-ils parvenus à expliquer pour quelles raisons leur propos étaient aussi divergents ? M. Ducret, qui n'avait jamais informé M. Floch de l'existence des deux rapports de la dixième B.T. lorsqu'il a présenté au magistrat, en compagnie de M. Claude Canché, Albert Leyris, l'informateur, le 26 janvier 1977. Et cela aussi bien le jour de la présentation que dans les jours qui ont suivi. Ce qui contredit formellement les déclarations de M. Ducret et celles du ministre de l'Intérieur M. Christian Bonnet à l'Assemblée nationale le 9 avril dernier (le Monde du 11 avril).

La chambre d'accusation du tribunal de Paris doit examiner, le 19 juillet, la nouvelle demande de mise en liberté déposée par Guy Simon.

C'est également ce jeudi 10 juillet que la commission spéciale chargée d'examiner la demande de comparution de M. Michel Ponlatou devant la Haute Cour de justice doit se réunir. MM. Pierre Joxe (P.S.) et François Massot (R.P.), qui avaient entendu, mercredi 9 juillet, en présence d'un huissier, l'inspecteur Michel Roux, vont demander, en compagnie des commissaires de l'opposition, la convocation de ce policier, dont ils estiment le témoignage capital. Celui-ci a en effet authentifié devant MM. Joxe et Massot les déclarations qu'il avait faites à la presse, et a confirmé que son informateur, Albert

Leyris, « savait beaucoup de choses » et qu'il lui avait toujours donné des informations précises. D'autre part, M. Roland Dumas, avocat de Guy Simon, a confirmé dans une lettre adressée à M. André Chevalier, la manière dont M. Guy Floch a rapporté l'entretien qu'il eut avec lui vers la fin du mois de mars 1978 au cours duquel le magistrat instructeur lui a fait lire le deuxième rapport de la dixième B.T. qu'il avait pu se procurer officiellement. M. Floch avait relaté à M. Chevalier, le 21 mai, la teneur de cet entretien. M. Dumas a demandé dans sa lettre à ce que celle-ci soit versée au dossier afin qu'il reste une trace de la confirmation par écrit qu'il donne des déclarations de M. Floch.

Par ailleurs, M. Roux a rappelé qu'il suivait Guy Simon depuis quatre à cinq mois (d'août à décembre 1970) et que ce policier était susceptible de participer à l'assassinat de de Broglie bien que son nom ne figurait pas dans les rapports, mais qu'il en avait informé ses supérieurs. Pourtant aucune mesure n'a été prise contre l'inspecteur du commissariat de la Défense. D'autre part, l'inspecteur a répété que la B.T. était au courant du projet d'assassinat visant Jean de Broglie, « il était connu, a-t-il déclaré, que la dixième B.T. ne devait figurer aucun nom dans l'affaire de Broglie ». Et que c'était la B.T. qui devait intervenir pour éventuellement protéger le prince, pour éviter l'assassinat. La dixième B.T. ne devait pas intervenir car il fallait couvrir l'informateur. L'inspecteur Roux ajoute par ailleurs qu'il ne comprend pas pourquoi les filatures ont été abandonnées à partir du 8 décembre.

En ce qui concerne le mobile, l'inspecteur Roux a confirmé qu'après Leyris, il s'agissait d'une affaire portant sur un trafic d'armes destinées au Liban et sur lequel de Broglie avait prélevé une forte commission qu'il a gardée pour lui. Il y avait un contentieux contre de Broglie et d'après Leyris, de Varge.

MICHEL BOLE-RICHARD.

DEUX DÉTENUÉS S'ÉVADENT DU PALAIS DE JUSTICE DE BOURGAIN-JAILLIEU

Deux détenus de la maison d'arrêt de Varcès (Isère), MM. Hugues Recchia, trente ans, et Vincent d'Inge, vingt-huit ans, ont réussi à s'évader, dans la nuit du mercredi 9 juillet, du palais de justice de Bourgain-Jailieu (Isère), alors qu'ils étaient conduits à leur demande de mise en liberté par un juge d'instruction à qui ils devaient faire « d'importantes déclarations » à propos de l'instruction relative à un hold-up qui avait eu lieu, le 8 décembre 1979, aux Abreix (Isère), et au cours duquel ils avaient été arrêtés en flagrant délit.

Alors que l'estafette où ils avaient pris place, surveillés par cinq gendarmes, s'apprêtait à entrer dans l'enceinte du palais de justice, un homme surgit, un pistolet dans chaque main et une grenade autour du cou. Sous sa menace, les gendarmes durent rendre leurs armes et dévaler les escaliers à leurs deux prisonniers, puis se coucher à l'arrière du véhicule, qui démarrait instantanément. Après une dizaine de kilomètres, les trois malfaiteurs arrêtèrent l'estafette dans un chemin menant au hameau de Malmis, commune de Vaucelles. Un quatrième homme les y attendait, à bord d'une puissante voiture.

Après avoir mis hors service l'inspecteur-récepteur radio du véhicule de la gendarmerie, les trois malfaiteurs prirent la fuite. En dépit des recherches entreprises dès que les gendarmes eurent pu donner l'alerte, les fuyards n'avaient pas été retrouvés, ce jeudi 10 au matin. (Corresp.)

● Condamnation de M. Cissokho. — Poursuivi pour violence à agents à l'occasion de la manifestation organisée le 30 octobre 1979 dans le cour du ministère de l'Industrie par le personnel réclamant le chauffage des bureaux, M. Aboudou Cissokho, quarante-quatre ans, employé d'entretien au ministère, qui avait protesté de son impuissance à l'audience du 7 juillet de la 17^e chambre correctionnelle de Paris, a été condamné le 9 juillet 500 francs d'amende (le Monde du 9 juillet). Le tribunal a estimé que le prévenu n'avait pas donné des coups volontaires aux gardiens de la paix qui l'interpellaient et n'a retenu contre lui que le délit de rébellion. La condamnation ne sera pas inscrite à son casier judiciaire.

● Le secrétaire général du Comité pour l'indépendance de la France (1) communique : « Alors qu'il semble qu'à l'égard de ceux qui détruisent l'unité française l'indulgence soit trop souvent la règle, des poursuites sont engagées, de Paris, contre des Français qui, en Corse, expriment les préoccupations de la majorité de la population, défendent ouvertement la cause nationale. Le secrétaire général du C.I.U.F. s'élève avec force contre cette attitude incompréhensible et demande qu'il soit mis fin, sans tarder, à cette injustice. »

PEINES SÈVÈRES AU PROCÈS DES NATIONALISTES CORSES

La Cour de sûreté de l'Etat, présidée par M. Claude Allier, a condamné, mercredi 9 juillet, six nationalistes corse, âgés de 27 à 37 ans, à des peines de réclusion criminelle, et M. Laurent Covili, trente-sept ans, ancien préparateur en mécanique, à une peine de réclusion criminelle, à cinq ans de détention, dont la moitié assortie de sursis. Les trois condamnés ont été reconnus coupables par la Cour de s'être rendus au Liban, au mois de mars 1978, pour le compte du Front de libération nationale de la Corse et d'avoir pris contact avec l'organisation palestinienne El Fatah afin d'obtenir des armes et un entraînement (le Monde des 9 et 10 juillet). En outre, M. Alessandri a été condamné pour la destruction d'une installation de Télédiffusion de France (T.D.F.).

M. Mégnard, qui comparait sans libération et dont le récolement avait prononcé la suspension avec traitement, a été arrêté immédiatement après la lecture de l'arrêt. Une cinquantaine de personnes dans le prétoire ont traité les magistrats de « fascistes » et ont protesté contre « cette justice de classe ». Dans un communiqué rendu public, le S.G.E.N.-C.F.D.T., dont M. Mégnard est le secrétaire, a déclaré que la Cour de sûreté de l'Etat est de plus en plus une cour de justice permanente pour délits d'opinion.

● Protestation contre la libération du commandant Bertolini. — L'Union du peuple corse corse, proteste contre la mise en liberté, mardi 8 juillet, du commandant Pierre Bertolini, chef présumé de l'organisation anticolonialiste corse FRANCIA (le Monde du 10 juillet). L'U.P.C. estime que « cette libération donne une ampleur et une signification nouvelles aux lourdes peines prononcées par la Cour de sûreté de l'Etat contre des jeunes Corse auxquels le pouvoir reproche des actes moins nombreux et moins graves que ceux qu'a commis lui-même le chef de FRANCIA ».

● Le syndicat des journalistes C.G.T. estime que, par la mesure qui frappe le directeur d'Afrique-Asie, le gouvernement s'efforce de provoquer l'arrêt d'une publication dont le ton et les orientations, qu'il soit affirmées africaines et à la politique d'intervention de Paris en Afrique, n'a pas l'heur de lui plaire. Le syndicat proteste contre ces nouvelles atteintes caractéristiques à la liberté d'opinion. Il exige que le ministre de l'Intérieur renonce aux mesures qu'il vient

Protestations contre la menace d'expulsion du directeur d'Afrique-Asie

La menace d'expulsion qui pèse sur M. Simon Malley, directeur d'Afrique-Asie (le Monde daté 6-7 juillet) suscite des protestations.

● M. LIONEL JOSPIN, membre du secrétariat national du P.S., a indiqué mardi 8 juillet qu'il est intervenu auprès du ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, pour qu'il annule la mesure d'expulsion prise à l'encontre de M. Simon Malley. M. Jospin précise qu'il a effectué la même démarche auprès du préfet de Paris, dont les services ont « invité », à la fin du mois dernier, M. Malley à quitter la France en refusant de renouveler son permis de séjour.

● LE SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (S.N.J.) « manifeste sa solidarité avec les personnels d'Afrique-Asie », et estime que cette mesure, « outre qu'elle relève d'un certain arbitraire, risque d'entraîner la disparition d'une publication qui occupe une place originale dans la presse spécialisée sur les problèmes du tiers-monde ». Il s'agit, pour le S.N.J., d'une atteinte inadmissible à la liberté d'expression.

● Le syndicat des journalistes C.G.T. estime que, par la mesure qui frappe le directeur d'Afrique-Asie, le gouvernement s'efforce de provoquer l'arrêt d'une publication dont le ton et les orientations, qu'il soit affirmées africaines et à la politique d'intervention de Paris en Afrique, n'a pas l'heur de lui plaire. Le syndicat proteste contre ces nouvelles atteintes caractéristiques à la liberté d'opinion. Il exige que le ministre de l'Intérieur renonce aux mesures qu'il vient

CORRESPONDANCE

La FANE croit à l'unité raciale de la nation européenne

Après la publication dans le Monde du 1^{er} juillet d'un article sur la FANE (Fédération d'Action nationale et européenne), nous avons reçu une lettre de M. Marc Frederixen, responsable de ce mouvement, nous demandant de publier en vertu du droit de réponse : « En ce qui concerne la position religieuse, notre mouvement ne prend aucune position et compte en son sein aussi bien des chrétiens que des agnostiques ou des païens. »

En ce qui concerne le GRECE (1), j'ai dit à votre collaborateur que je considérais ce mouvement comme une école de pensée n'intervenant pas sur le plan politique, qu'effectivement j'étais intéressé par leurs travaux et que j'aurais pu leur adresser une lettre. M. Frederixen m'avait paru la plus pertinente. La FANE ne se réfère pas au GRECE et ce dernier, dans de nombreux domaines, arrive à des conclusions opposées aux nôtres.

En ce qui concerne la position du maréchal Pétain en tant que chef de l'Etat français, votre collaborateur m'a demandé quelle position j'aurais adoptée en 1940. Je lui ai répondu qu'il m'était impossible de répondre, ignorant quel environnement idéologique aurait pesé sur mon engagement.

● Le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) rappelle dans un communiqué « qu'en vertu de la loi du 11 juillet 1979 toute décision administrative de cette nature doit être notifiée par écrit et motivée de façon claire et précise. La France étant jusqu'à présent un Etat de droit, il attend avec intérêt de savoir quelle autorité française osera prendre la responsabilité de cette décision et quel motif avouable elle invoquera pour la justifier. »

PHARMACIE

Stages de préparation en septembre

Enregistrement annuel par matière

Ens. sup. privé 18 rue du Cloître Notre Dame 75004 325.63.30

LE MONDE

Mel chaque jour à la disposition de nos lecteurs des suppléments d'actualités

LES BUREAUX

112, avenue de Suffren, 75015 Paris.

50 من الأصل

ENQUÊTE

SCIENCES, TECHNIQUES ET PATRIMOINE

IV — « Réparer des ans... »

par YVONNE REBEYROL

Des méthodes empruntées à la géophysique, à la télédétection et à la prise de vue aérienne ont permis de découvrir des vestiges matériels du patrimoine enfouis dans le sol. L'information est seule capable de répertorier et de classer la masse énorme de documents de toutes sortes. La physique, la chimie et la biologie sont indispensables à la datation et à l'analyse de tous ces témoignages du passé. Parfois, aussi, il faut recourir aux méthodes scientifiques les plus sophistiquées pour sauver le patrimoine. (« Le Monde » des 8, 9 et 10 juillet).

On n'ose pas toucher les pages du livre. Le papier, réduit aux seules fibres, a la texture du coton hydrophile. Il a perdu tout encoillage, tout apprêt. Il est vrai que ces *Sentences des commissaires royaux* de Toulouse

ont orné une des chapelles latérales de Saint-Sulpice, en est un bon exemple. Le haut de ces grandes compositions était abîmé par des infiltrations d'eau dues à un chéneau bouché : le problème a été réglé facilement. En revanche, l'écaillage du bas des peintures était inexplicable. Des prélèvements microscopiques ont révélé la présence de sept à treize couches de peinture superposées, épaisses à elles toutes de 0,2 millimètre. Une recherche bibliographique a apporté la certitude que la réalisation de ces œuvres avait duré plus de sept années... dont les artistes ont profité pour essayer diverses techniques. La première couche de préparation, appliquée sur du plâtre encoillé, était à base de crouse. Venaient ensuite des couches de peinture très hétérogènes, dont les liants étaient constitués de cire, d'huile, ou de colle. L'humidité

De la gaze puis une toile de jute ont été collées sur les peintures. Ainsi a-t-on pu retrouver le tout pour aménager ce qui subsistait du support d'origine. Une petite couche de mortier synthétique a redonné une surface plane sur laquelle ont été collés des panneaux-sandwiches. Ceux-ci, faits de tissu de verre

240 000 « tesselles »

À Périgueux, la Société de conservation et de restauration de documents d'art et d'histoire (SOCRA) (1) reconstruit, elle aussi, de gigantesques puzzles, mais de mosaïques et de céramique peinte. La SOCRA travaille actuellement, entre autres, sur un pavement mosaïque du prieuré de Ganagobie (Alpes-de-Haute-Provence).

Fait à la fin du douzième siècle, ce pavement dépose sur soixante-dix mètres carrés... et en deux cent quarante mille « tesselles » (petits morceaux de matériaux de diverses couleurs) un superbe décor noir, blanc, rouge et vert, où se font face des cavaliers en armure. Là aussi, il a fallu « déposer » le mosaïque, la retourner et enlever tous les restes du mortier d'origine. Sur l'envers, les tesselles étaient déjà posées, on met un nouveau matériau dans lequel les tesselles seront prises. Mais il faut éviter à tout prix que ce matériau bave entre les petites tesselles et les minuscules, car il serait alors visible sur l'endroit. Il faut aussi réserver les alvéoles où prendront place des tesselles de remplacement.

Vient ensuite la pose d'un support léger et résistant qui peut être une dalle de billes d'argile ou une dalle de béton armé (un nid d'abeilles en alliage léger pris entre deux strates de tissu de verre imprégné de résine époxy) utilisé, pour les paves d'héliportiers et les structures d'avions. Après un deuxième retournement, on comble les lacunes. Lorsque celles-ci sont importantes, on se contente de mortiers colorés dans des teintes assez neutres pour ne pas choquer l'œil. Quand il ne manque que quelques tesselles, on les remplace par de petits morceaux de mêmes matériaux. Pour la mosaïque de Ganagobie, la SOCRA a ainsi dû se procurer en Grèce sept tesselles de porphyre vert-antique de Sparte... Ganagobie n'est qu'un exemple. Le sauvetage et la restauration de chaque mosaïque ou de chaque céramique sont autant de cas particuliers qui ne peuvent être résolus qu'après un énorme travail de documentation, d'analyse et d'essai.

Le travail de l'Atelier de restauration des musées classés et considérés comme monuments historiques est très divers. Pendant très longtemps, la restauration des œuvres d'art a été purement artisanale et empirique. Chaque restaurateur avait ses secrets et ses tours de main, ses interventions, faites sans études préalables, manquant souvent de discrétion, au point que les restaurateurs actuels ont souvent pour première tâche d'enlever les repeints de leurs prédécesseurs. Aujourd'hui, toute restauration est précédée d'études de l'œuvre, d'analyses des matériaux (toile, support, peinture, pierre), d'essais de vieillissement.

La restauration — ou plutôt

et de nids d'abeilles, de cartons collés à la résine-époxy, constituent un nouveau support léger, indéformable, inflammable et imputrescible. Il ne reste plus alors qu'à retourner encore une fois les peintures et à en décoller le jute et la gaze. La restauration est terminée en repignant les lacunes éventuelles de manière à obtenir un aspect d'ensemble harmonieux, mais sans que l'on puisse confondre les repeints avec les peintures authentiques.

le sauvetage — d'un grand tableau (2,12 mètres sur 2,46 mètres) du musée de Grenoble, *l'Intérieur aux asperges*, peint par Matisse en 1911, a nécessité l'étude, par les laboratoires du C.N.R.S., de l'organisation moléculaire et macromoléculaire de la peinture, qui tombait littéralement en poussière. Le tableau était d'ailleurs entassé à l'horizontale, tellement la peinture à la colle, utilisée par l'artiste, avait perdu le peu de pouvoir adhésif qu'elle avait de l'origine. En octobre dernier, après trois années de recherches, on a enfin appliqué, par pulvérisations successives, un nouveau liant (de l'alcool polyvinylique) qui a redonné sa cohérence à la couche colorée et a refait adhérer celle-ci à la toile. La toile elle-même a ensuite été renforcée et la chaise changée. Depuis le 7 mars dernier, *l'Intérieur aux asperges* a retrouvé la position verticale et orne une salle du musée de Grenoble.

Chaque restauration est longue et délicate. L'atelier traite, dans ses locaux parisiens, installés depuis quelques mois à la manufacture des Gobelins, environ quatre cents tableaux et une dizaine de sculptures, auxquels il faut ajouter la restauration de plusieurs centaines de tableaux faits sur place en province par les spécialistes venus tout exprès de Paris. L'atelier a, en outre, la tâche de contrôler les restaurations confiées à des artisans.

FIN

L'institut français de restauration des œuvres d'art

Depuis une cinquantaine d'années, la restauration est passée du stade empirique au stade scientifique. Certes, les restaurateurs doivent toujours être des artistes dotés d'une technique parfaite et de connaissances approfondies en histoire de l'art. Mais ils ont aussi à acquiescer un solide bagage scientifique (en physique, en chimie et en biologie tout particulièrement).

En 1978, sur l'initiative du président de la République, le ministère de la Culture et de la Communication a donc créé l'Institut français de restauration des œuvres d'art, dont les élèves sont recrutés par concours de niveau très élevé. En 1978, les dix-huit élèves reçus (sur deux cents candidats) ont été répartis en quatre sections (peinture, sculpture, objets en céramique et en

verre, mobilier). En 1979, il n'y a eu que quinze reçus (sur deux cent cinquante candidats) qui ont rejoint les sections déjà ouvertes de peinture, de sculpture et de objets en céramique et en verre ou ont inauguré la nouvelle section des arts graphiques (dessin et dessin).

Après quatre ans d'études, les élèves pourront, soit entrer dans les ateliers de restauration de l'Etat, soit travailler dans le privé. On estime, en effet, que les particuliers possèdent plus d'objets dignes d'être conservés que n'en ont les musées ou les palais nationaux. Il y a donc un besoin certain de restaurateurs privés très compétents. — Y.R.

* L'Institut français de restauration des œuvres d'art, 1, rue Serbelloni-Mézière, 75013-Paris.

depuis de 1279. Elles sont un des plus anciens documents en papier que possèdent les Archives de France. Et encore, le papier n'est-il pas français, il a été fait en Catalogne. Les spécialistes des Archives travaillent pour retrouver la nature (amidon ou gélatine ?) de l'encollage disparu et être ainsi en mesure de consolider ces pages vieilles de sept siècles. Pour un document si vénérable, il n'est pas question d'utiliser le procédé bulgare de « greffe » grâce auquel une pâte de fibres de coton ou de lin, appliquée par aspiration sur les lacunes (et elles sont) de papier qui les Archives veulent conserver en dépit de leur mauvais état.

Les papiers, imprimés ou non, surtout ceux qui ont été faits depuis une centaine d'années, posent de graves problèmes de conservation. Les films aussi. C'est pourquoi le Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (actuellement laboratoire associé du C.N.R.S.) ne par convention aux ministères de la Culture et des Universités) a commencé en 1976 à travailler sur les films avec la coopération des grands fabricants. Les films, depuis libérés, sont en crise de cellulose et ne s'auto-dégradent pas spontanément, comme le faisaient les films en nitrate de cellulose antérieurs à 1934. Mais il faut savoir si le triacétate de cellulose ne s'altère pas à la longue et si la densité optique des images en noir et blanc ou en couleurs se conserve. Les recherches climatiques, de la température et l'hygrométrie sont choisies à volonté, abritent donc, pour un mois, un an et même deux ans, différents types de films et d'émulsions. Les vitrages éventuels ou les variations des trois couleurs fondamentales (bleu, vert, rouge) sont rapidement mesurés et comparés à des témoins grâce à un petit ordinateur. Signe des temps : depuis le début de cette année, le Centre étudie aussi la conservation des bandes magnétiques.

Les problèmes étudiés par le Laboratoire de recherche des monuments historiques (L.R.M.H.), créé en 1970 à Champs-sur-Marne, sont tout différents. Des laboratoires de chimie, de physique, de microbiologie et d'essais des matériaux propres au L.R.M.H. ou des laboratoires extérieurs spécialisés dans un domaine particulier travaillent d'abord sur les causes et les processus d'altération des pierres, des vitraux, des peintures murales, des bois polychromes et des grottes ornées, ensuite sur les remèdes pouvant arrêter ces phénomènes d'altération sans produire de détériorations supplémentaires, même à long terme.

Certains sauvetages nécessitent la coopération de plusieurs disciplines : celui des peintures murales (la *Lutte de Jacob avec l'ange*, *Héliodore chassé du temple*), dont Delacroix et ses

événements du plâtre se commencent à se détacher de la peinture, mais à une partie seulement des couches car la peinture à la cire est imperméable. Dès lors, les couches situées sous la peinture à la cire s'écroulent et s'écaille. Seuls remèdes possibles, définis après de longues recherches : refixer les soufflures grâce à des injections minuscules de résine acrylique faites parfois avec une seringue ou décoller complètement une écaïlle et la refixer, elle aussi, à la résine acrylique.

Au centre d'études des peintures murales romaines du C.N.R.S., à Paris, les problèmes sont tout autres. Appliquées sur un mortier qui séchait souvent avant que l'œuvre soit achevée, elles sont tendues à s'écrouler. En outre, ces peintures ont séjourné dans un milieu humide pendant des siècles. Elles sont le plus souvent retrouvées fragmentées en innombrables morceaux dans des ruines découvertes par hasard. Les peintures exposées actuellement au musée de Soissons couvraient les murs de quelques salles d'une grande villa romaine à Mercurin-et-Vaux (Aisne). Elles avaient été jetées dans un bassin. Les « gravats » récupérés ont rempli six cent cinquante sacs. Il a fallu reconnaître chaque peinture murale comme autant de gigantesques puzzles (à l'origine la plus grande composition avait 28 mètres de long) posés sur un fond de sable. Ce qui suppose une connaissance approfondie de la peinture romaine. Ensuite, on a transféré chaque peinture sur un nouveau support.

Monuments en carte

« Ce qui menace les monuments de France, c'est la désertification. Pour lutter contre ce péril, M. Jean-Philippe Leca, ministre de la Culture et de la Communication, vient de patronner le lancement par l'Institut géographique national d'une collection de seize cartes au 1/250 000 baptisée « Année du patrimoine ».

Sur chacune de ces cartes (série rouge) sont portés les monuments, les pèlerinages, les spectacles, les fêtes, les fêtes traditionnelles. Un index accompagne la série : il contient la liste de sept cent douze châteaux, parcs, manoirs, ou abbayes ouvertes au public et précises pour chacun la référence sur la carte, la localisation, les jours et heures d'ouverture, et si la visite de l'édifice est intérieure ou extérieure.

Cette série complète la gamme de l'I.G.N. qui constitue désormais un véritable socle sur la France du 1/1 000 000 à 1/20 000. Recommandons pour ceux qui veulent rouler ou marcher les

yeux ouverts et qui ne savent sur quels critères acheter une carte entre toutes, la remarquable option *Comment choisir la bonne carte I.G.N.*

Par le simple jeu des couleurs des séries de cartes de l'Institut, il oriente, sans difficultés, le futur voyageur. Exemple : celui-ci veut-il préparer ses étapes sur l'Alsace ? Alors de services, restaurants, et hôtels d'accueil se trouvent dans la série rouge (la France en seize cartes). Désire-t-il pratiquer l'équitation ? Il consultera les cartes orange (la France en mille cent deux cartes), bien marquées (quatre mille vingt-cinq cartes), violet (les massifs montagneux), bleue (les parcs nationaux et naturels régionaux), bleu clair (les lacs), et vert sombre (les forêts).

* Cartes Année du patrimoine, 11,50 F pièce environ. Réduction de 5 % en cas d'achat de l'ensemble de la série. En vente dans les librairies ainsi qu'à la *Supermarché* de la carte I.G.N., 99, rue de la Boétie, 75008 Paris.

FUJICA AX-3
1870F 1690F
MOINS LA REPRISSE
DE VOTRE APPAREIL



Page 11
Objet : FUJICA AX-3, 1690F
pour connaître les conditions
d'achat, voir la page 11 du
numéro 11 du 11/11/80
par d'achat - Supermarché -
numéro 11 du 11/11/80
numéro 11 du 11/11/80

Chez Cirque on ne se contente pas de vous offrir des prix promotionnels ! On va plus loin : on reprend, après expertise, votre ancien équipement photo, cinéma, au meilleur prix. Votre Fujica AX-3, encore moins cher !

PHOTO-CINÉ DU
Cirque

Toutes les grandes marques.
9-9 bis, Bd des Filles-du-Calvaire 75003 PARIS - Tél. 887.66.58
(Entre Bastille et la République)

LOTTO
VACANCES VACANCES

Les bulletins d'abonnements
SIMPLE ou MULTIPLE
vous permettent de participer à
5
tirages consécutifs

Utilisez mieux
votre Caisse d'Epargne avec
Le compte-chèques Ecuireuil



Des avantages concrets pour la vie quotidienne.

Le compte-chèques Ecuireuil est complémentaire mais distinct des autres services d'épargne :

Il ne rapporte pas d'intérêts mais il facilite la gestion quotidienne de votre budget. Il vous aide à mieux profiter de votre Caisse d'Epargne.

Une carte de garantie unique en France !

C'est votre carte d'identité Caisse d'Epargne. Votre signature et votre photo y sont incorporées : tout risque de falsification est éliminé. Son utilisation garantit au bénéficiaire le paiement des chèques Ecuireuil d'un montant n'excédant pas 500 F.

De l'argent disponible partout en France : Des retraits jusqu'à 2000 F par

période de 7 jours peuvent être effectués à n'importe quel guichet de la Caisse d'Epargne Ecuireuil. Et le réseau des Caisse d'Epargne Ecuireuil couvre la France entière. Pour vos déplacements d'autres facilités permettent des retraits plus importants. Pour la gestion de vos ressources, de vos dépôts et de vos dépenses :

Le compte-chèques Ecuireuil vous permet une utilisation sûre et pratique de vos livrets A et B, de votre épargne-logement, de votre portefeuille de bons ou de Sicav : versements en espèces ou par chèques, domiciliations, retraits, virements, prélèvements automatiques.

Renseignez-vous auprès de votre Caisse d'Epargne Ecuireuil.

CAISSE D'EPARGNE
Pour ceux qui veulent compter plus

UNICIF

ÉDUCATION

Pour la première fois LE MONTANT DES BOURSES DU SECOND DEGRÉ RESTERA INCHANGÉ À LA RENTRÉE

Le montant des bourses du second degré n'augmentera pas à la prochaine rentrée scolaire. Une circulaire publiée au *Bulletin officiel de l'éducation* du 10 juillet indique que, pour l'année scolaire 1980-1981, le taux de la part de bourse est fixé à 163,30 F, soit la même somme que l'an dernier. Le nombre de parts de bourse est calculé en fonction d'un quotient familial qui s'obtient en divisant les ressources de la famille par le nombre de ses points de charges, ces deux facteurs étant calculés selon des modalités prévues par un « barème d'attribution ».

En 1979, la part était de 129 F, elle a augmenté de 9,30 % en 1976, de 4,25 % en 1975, de 5,10 % en 1974, de 3,90 % en 1973, de 2,8 % en 1972 et de 2 % en 1971. La circulaire annonce d'autre part l'extension du bénéfice des bourses nationales du second degré aux élèves préparant un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) ou un brevet d'études professionnelles (B.E.P.) lorsqu'ils sont « contraints de redoubler ». Cette mesure s'applique quels que soient l'âge des élèves et l'établissement qu'ils fréquentent.

Le taux d'augmentation des bourses avait commencé à baisser en 1977 pour arriver à un chiffre d'autant plus faible l'an dernier que, dans le même temps, la hausse des prix était plus forte. Même si la gratuité des livres doit être effective dans toutes les classes des collèges à la rentrée, on peut se demander si les parents trouveront, au mois de septembre, les fournitures scolaires et les vêtements d'externes aux mêmes prix qu'à l'an dernier. En outre, les bourses représentent une forme d'aide à des familles modestes. La gratuité des manuels — qui d'ailleurs n'existe pas dans les lycées — n'est pas un argument convaincant dans la mesure où, s'appliquant à tout le monde, elle avantage encore un peu plus les familles aisées.

La stagnation du taux des bourses — qui est, en fait, une diminution en francs constants, compte tenu d'une inflation qui a atteint, sur les deux derniers mois, 12,7 % — est un nouveau coup de foudre porté à l'aide directe aux familles. D'autant plus que le nombre de bénéficiaires est en baisse : il a diminué de 5,5 % entre 1977-1978 et 1978-1979.

CORRESPONDANCE

À propos du lycée Charles-de-Gaulle

M. Michel Laurencin, président de l'Association des enseignants français du Royaume-Uni, docteur en histoire, agrégé de l'université, nous écrit :

Nous apprenons, par le *Monde* du 15 mai, que le lycée-français de Londres est officiellement baptisé « lycée Charles-de-Gaulle ».

Nous apprenons aussi que cette manifestation, qui se situe dans le cadre de la commémoration de l'appel du 18 juin 1940, à Londres, regroupera des représentants des autorités britanniques, des personnalités françaises venues de France, et des responsables de notre ambassade à Londres, ainsi que des invités à titre personnel.

Organisée par l'Association des Français libres, cette manifestation revêt un caractère public et officiel. Elle concerne un établissement public d'enseignement français à l'étranger, se déroule sur les lieux mêmes où en 1940 ont été réunies les services des Forces armées françaises libres, à quelques pas de l'endroit où a été lancé l'appel du 18 juin 1940 par le général de Gaulle.

Loin d'associer tous les fonctionnaires français en poste à Londres et dans le Royaume-Uni, sous forme d'invitation officielle, on a préféré donner à cet événement un caractère très limité. On n'a pas eu, à l'Institut français, le droit de donner son personnel. On a surtout omis d'inviter les enseignants et le personnel administratif de l'Institut français ou du lycée, les organisations représentatives. On a sans doute oublié que leurs fonctions en Grande-Bretagne dépassaient la simple diffusion de la culture française, et qu'ils étaient investis d'une mission de représentation de la France dans un pays voisin et ami, directement associé à la libération de la France.

Certains ont cru pouvoir, non pas rassembler les Français autour du nom de de Gaulle, mais confier à leur seul profit la signification de cet acte public. Au moment où le président de la République et son ministre des affaires étrangères appellent tous les Français à faire leurs divisions, leur esprit partisan, leurs ressentiments dans ces heures difficiles. L'image du manteau déchiré est ainsi offert en spectacle à nos voisins britanniques.

Et on a précisément choisi Londres... pour entretenir des relations parisiennes ! N'était-il pas opportun de profiter de cette inauguration, au contraire, pour manifester, au moins un jour, la force de la cohésion nationale, et en invitant les enseignants leur témoignage appui et considération pour l'œuvre qu'ils accomplissent à l'étranger, parfois au péril de leur vie ?

MÉDECINE

CONDAMNÉE PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

L'Assistance publique persiste dans son refus de communiquer le dossier d'un malade décédé

Elle envisage un recours en Conseil d'État

C'est précisément au moment où le groupe de travail chargé par le ministre de la justice d'étudier les problèmes de la responsabilité médicale vient de commencer ses premières conclusions (« le Monde » du 9 juillet) que se termine le premier acte d'une affaire centrée autour du secret médical, qui a débuté il y a maintenant plus de six ans. Le tribunal administratif de Paris vient, en effet, de rendre un

jugement annulant une décision de l'Assistance publique qui refusait, depuis 1974, de communiquer le dossier d'un malade mort à la suite d'une intervention chirurgicale, dans un service de l'hôpital Laennec. A la suite de ce jugement, l'Assistance publique a fait connaître son intention de déposer un recours devant le Conseil d'État.

Loménie, et non pas sur votre désir personnel, que vous me demandez ces renseignements.

Pour faire office d'intermédiaire entre les praticiens hospitaliers et la famille, on s'appuyait donc sur la notion de « médecin traitant » pour s'opposer à la demande de Mme Beau de Loménie.

Récemment, pourtant, le tribunal administratif de Paris vient de rendre son jugement, annulant la décision prise par la direction générale de l'Assistance publique refusant la communication de ce dossier médical.

Mme Beau de Loménie a donc de nouveau — par médecin interposé — formulé sa demande. Celle-ci restera, selon toute vraisemblance, sans réponse. On précise, en effet, à l'A.P., qu'un recours en Conseil d'État allait être déposé dans quelques jours, tout en faisant remarquer que le caractère « exceptionnel » d'une telle situation dans laquelle le malade est décédé sans avoir jamais eu, à proprement

parler, de médecin traitant, ce qui rend « difficile » l'interprétation des textes en vigueur.

Une telle affaire illustre clairement les difficultés qui peuvent surgir dans les rapports entre le corps médical, les malades et leur famille, difficultés accrues lorsque ceux-ci doivent, de surcroît, en découler avec l'admission, en découler avec l'admission.

Il reste que l'on est ainsi progressivement amené à s'interroger de savoir si la communication du dossier hospitalier ne conduirait pas à formuler de nouvelles interrogations concernant, entre autres, la justification d'une intervention que, selon sa femme, M. Emmanuel Beau de Loménie avait toujours refusée.

JEAN-YVES NAU.

Le droit à l'information

Les membres de la commission sur la responsabilité médicale, qui ont rendu leur rapport le 9 juillet 1980 ont participé à « un colloque de réflexion » sur l'information des malades, à la demande de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale. Les réflexions se poursuivront à ce sujet, mais la commission a d'ores et déjà rapporté, par une note d'information rendue publique, qu'à l'hôpital « le malade a le droit de connaître tous les éléments nécessaires à son traitement ».

En revanche, le médecin — et lui seul — peut apprécier en conscience les informations qui doivent et peuvent être révélées concernant le diagnostic ou le pronostic, notamment lorsque celles-ci impliquent une issue fatale. Le groupe rappelle, d'autre part, que le médecin peut donner des renseignements médicaux aux héritiers d'un défunt « à condition de ne pas nuire à la mémoire de ce dernier ».

Les hôpitaux sont tenus de communiquer aux médecins qui désignent le malade toutes informations concernant les examens biologiques ou radiologiques conduits à l'hôpital, les interventions chirurgicales, et les conclusions sur l'état du patient. De plus, non seulement le décret du 7 mars 1974 précise que le médecin peut prendre connaissance du dossier, mais une circulaire ministérielle du 11 août 1978 ajoute que, « avec l'accord du malade, un dossier doit être adressé au médecin

de ville ou au médecin d'un établissement public ou privé qui en fait la demande ».

Il semble que ces données élémentaires, rappelées pour l'essentiel dans la « charte du malade » en vigueur depuis le 20 octobre 1974, soient mal assimilées par les citadins hospitaliers et les médecins qui les commandent.

Les plaintes des usagers concernant l'insuffisance, voire l'absence d'informations données aux patients et à leurs proches dans les hôpitaux, sont unanimes ; une enquête récente indique que 80 % des généralistes déplorent, également, cette situation.

Le malade peut, certes, faire défaut à un établissement hospitalier « une sommation d'avoir à communiquer les pièces médicales à son médecin traitant ». Il peut aussi réclamer l'envoi des pièces prévues par le décret du 11 août 1978.

Faut-il vraiment en arriver là, en 1980, pour que l'information circule entre les médecins, les patients et leur famille ? Evidemment, dans ces conditions, que ne multiplient des plaintes au pénal qui ont, bien souvent, pour objectif essentiel l'obtention de ces informations, le juge d'instruction ayant la possibilité de faire saisir tout dossier médical, y compris à l'hôpital public ?

Les aléas et les procédures auxquelles s'est heurtée, durant six ans, Mme Beau de Loménie, veuve de l'historien connu, sont, à ce titre, exemplaires.

Dr E. L.

La consommation pharmaceutique semble liée à l'âge

La consommation pharmaceutique apparaît « cohérente », elle est principalement liée à l'âge et à ses pathologies spécifiques. Tels sont les principales conclusions d'un travail mené par le groupe d'études économiques du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIIP). Cette étude a été réalisée à partir de nombreuses variables rapportées à la population de chaque région économique. A la différence d'une enquête ou d'un sondage, elle a consisté à exploiter un certain nombre de données déjà existantes fournies par l'INSEE, l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), les statistiques de la Sécurité sociale et le relevé de la consommation pharmaceutique, par exemple afin d'établir les corrélations pouvant ou non exister entre plus de cent cinquante variables.

Cette consommation semble avant tout liée à l'âge. Les régions où les pourcentages de personnes de plus de cinquante ans et de moins de quinze ans (1) sont supérieurs à la moyenne nationale sont celles où l'on fait le plus souvent appel au médecin, que ce soit sous forme de consultations ou de visites. On constate aussi généralement que dans les régions à fort taux de « plus de cinquante ans », la densité médicale et la consommation de médicaments sont supérieures à la moyenne nationale. A l'inverse, dans les régions où l'âge moyen est plus faible, les densités médicales et les consommations médi-

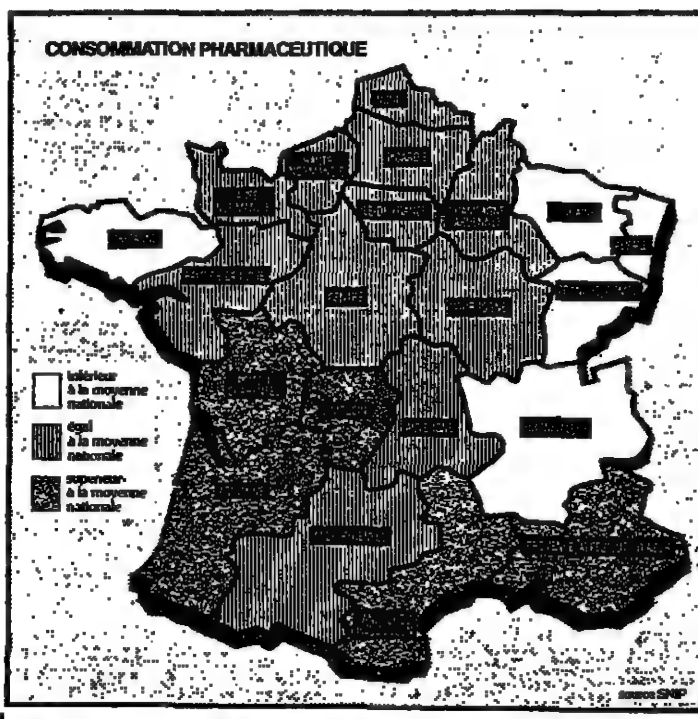
camentales sont inférieures à cette moyenne.

Les auteurs de cette étude constatent, en outre, qu'il n'y a pas de relation entre consommation pharmaceutique et urbanisation. C'est ainsi qu'ils font remarquer que ce sont deux régions peu urbanisées — Limousin et Poitou-Charentes — qui sont au premier rang de la consommation d'antidépresseurs, d'anxiolytiques et d'hypnotiques. Ils ne notent pas, d'autre part, de corrélation significative entre le revenu (établi à partir d'une carte « impôt sur le revenu ») et la consommation pharmaceutique.

[Réalisée en prenant 1976 comme année de référence, une telle étude ne fournit pas, telle qu'elle est présentée, une analyse à partir des différentes classes thérapeutiques. Exploitant les données au niveau régional, regroupant sous le même terme la consommation de médicaments prescrits dans le secteur libéral et dans le secteur hospitalier, elle s'attache à donner une vision nationale de cette consommation : les tranches d'âge exposent les pathologies, et, par conséquent, les taux de consultation et de visites, donc la consommation.

L'urbanisation et le niveau des revenus, s'ils ne semblent pas avoir de lien direct avec la consommation globale, pourraient cependant justifier une étude des médicaments prescrits et utilisés. D'autre part, l'antériorité (estimée à 20 % des dépenses de pharmacie) et le gaspillage des médicaments méritent sans doute à eux seuls, une analyse détaillée pour tenter de mieux comprendre comment s'effectue cette consommation qui, en 1978, a représenté 35,5 % (soit 12 465 milliards de francs) des prestations de l'Assurance-maladie du régime général de la Sécurité sociale. — J.-Y. N.]

(1) Pour l'ensemble de la France, la somme de la population de moins de quinze ans et de celle de plus de cinquante ans représente 35,17 % de la population.



La Corse ne figure pas sur cette carte, les données la concernant n'étant pas complètes et homogènes pour l'année de référence.

INSTITUT WILLAUME APOLLINAIRE
(enseignement secondaire privé mixte)
DE LA COCQUE AUX TERMINALES A.B.C.D.
Préparation personnelle des bacheliers
Méthodes personnalisées
Documentation sur demande

45, rue de la République
PARIS 75009
Tél. 778.63.12
Métro : République - Rivoli

UN BAC
PRÉPARE, de façon intensive, le baccalauréat

On ne peut plus s'intéresser au catholicisme en ignorant

REVUE CATHOLIQUE INTERNATIONALE

COMMUNIO

Il existe aujourd'hui en France une revue catholique de haut niveau théologique

- Indépendante de tout éditeur ou mouvement
- animée par des laïcs
- en collaboration avec les autres revues du même nom qui paraissent dans le monde entier
- sans polémique ni concession aux clivages idéologiques
- pour penser la catholicité de la foi au troisième millénaire
- qui avait publié le cardinal Wojtyla avant qu'il ne devienne Jean Paul II
- et dont l'audience est plus large qu'aucune autre revue comparable

COMMUNIO
Paraît tous les 2 mois. Le numéro 20 francs.
Abonnement un an. France : 100 F. Étranger : 110 F.
Demandez un spécimen gratuit.
28 rue d'Auteuil, 75016 Paris - C.C.P. 1867623 F. PARIS

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
EXPERTISE COMPTABLE DECS
trois certificats

- Préparation intensive complète par certificat. Debut Août début Sept.
- Enseignement 135 heures hebdo. par certificat.
- Groupes de 12 à 15 étudiants

AUTEUIL : 6, Av. Léon Heuzey 75016 Paris Tél. 224.10.72
TOLBIAC : 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tél. 585.59.35

soleil ? vos yeux méritent LEROY
OPTICIEN
194, Champs-Élysées
5, place des Ternes
127, bd St Antoine
30, bd Barbès

LE BON CHOIX D'UNE ÉCOLE PRIVÉE
SERVICE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION
23, Rue de Choiseul, 75002 PARIS
Tél. : 742.32.30
742.31.03

ead école des attachés de direction
329.97.60

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations Publiques
- Commerce International

Enseignement supérieur de gestion. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence. Sur dossier : B.T.S. - D.U.T.

esd-quartier latin
325.44.40
un enseignement d'un style différent pour la formation d'assistant(e) de direction
B.T.S.S. bilingue - trilingue

15, rue Soufflot-75240 Paris-Cédex 05
enseignement privé

Nom : _____
Adresse : _____
désire recevoir la brochure ESD ☐ EAD ☐
Diplôme : _____ Niveau : _____

Le Monde

jours d'été

L'HEXAGONE EN DIAGONALE

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Propos d'un vétéran

Jean-Marc Théolleyre s'achemine petit à petit vers Hendaye. Chaque étape de cette traversée de la France apporte son lot quotidien d'étonnements, de réveries et de rencontres.

A Marmande, notre cycliste croise un vétéran. Soixante-seize ans, mais les mollets toujours alertes et le souffle intact. Ah ! le souvenir d'une époque où l'on traversait la France pour 500 F (« le Monde » depuis le 1^{er} juillet).

Il savait bien qu'il détestait, avec le privilège de l'âge, celui du plus grand nombre de kilomètres parcourus. Il n'y avait d'ailleurs qu'à voir, sur son sac de guidon, la collection de médailles épinglées attestant le nombre de randonnées, de raids, de diagonales, de circuits en tout genre et en tout terrain accomplis par ce vétéran de belle résistance.

Ce n'était plus pour lui le temps de ces grandes équipées. Mais rien n'empêchait d'en parler. Et tout à trac, pour son plaisir, mais sachant bien qu'il serait partagé, il se mit à raconter, à énumérer ses Strasbourg-Brest, ses Bordeaux-Perpignan, ses traversées du Massif Central, les cols qu'il avait franchis, les descentes dans la fraîcheur retrouvée, des temps de réve et les temps de cochon, les plaisirs éprouvés à boire un petit coup sous la tonnelle d'un café de campagne ou dans la rumeur chaleureuse et enfumée de l'auberge inconnue des guides en vogue.

Et aujourd'hui ? Eh bien, aujourd'hui, à soixante-seize ans, il est toujours là, et il continue, en se contentant, comme il dit, de « faire du vélo d'entretien ». Plus de son âge, les courses au long-cours. On laisse ça aux jeunes, qui, d'ailleurs, filent comme des zèbres, jouent aux courses, ce qui ne l'impressionne pas. Il en a vu d'autres, l'ancien, et il connaît son sujet. Il sait aussi que maintenant une grande randonnée est hors de prix. Car il a des principes. Le cyclotourisme ne va pas sans un minimum de confort. Il implique bon gîte pour un bon repas. L'ennui, c'est qu'aujourd'hui le bon gîte implique des repas gastronomiques qui sont des catastrophes. Le lendemain, on se traîne. Ou est-il son temps, le bon temps, où l'on traversait la France « comme des princes » pour

500 F. C'était tellement dérisoire qu'on avait honte de donner seulement ce qu'on nous demandait. Le montant d'un pourboire, aujourd'hui.

Il revit cela d'un coup, sur cette place, devant la gare de Marmande, blanche et rose sous son toit gris. Il revolt l'auberge. Il la situe. « C'était entre Langeste et Le Puy-en-Velay. Vous voyez, dans la Haute-Loire. Ça ne doit même plus exister. » Il la décrit : « Je vous parle là de choses qui remontent à vingt-cinq ans ; trente, même. Evidemment, je n'y suis jamais retourné. » Il est heureux, planté là, dans le vent de Marmande et dans un état proche du contentement parfait. A portée de voix, deux chauffeurs de taxi écoutent ces confidences, les menus propos sur de menus plaisirs, en affichant un grand respect. C'est qu'ils se connaissent bien, eux et lui. Ils ont depuis longtemps pris l'habitude d'un petit moment de causerie à l'heure où l'ancien revient des 60 ou 80 kilomètres ponctuellement accomplis pour l'« entretien ». Aujourd'hui, son programme a été un peu perturbé. Avec cette manifestation, ce remue-ménage, ces routes pleines de gendarmes mobiles, il a dû modifier son itinéraire pour ne pas aller s'empêtrer dans ces turbulences dont il n'a que faire.

Ce n'est pas à un vieux corbeau comme lui qu'on apprend à faire le yaourt. Il connaît suffisamment les départementales et les chemins vicieux de son Lot-et-Garonne pour ne pas aller buter bêtement dans l'incongru, pour savoir déjouer les pièges et les aléas d'une vie contemporaine qui finirait par vous empêcher de pédaler en paix. « Je suis passé par Tournai », le clin d'œil qui accompagne cette précision est de ceux qui signifient : « Il fallait y penser, hein ? »



Un ancien, Paul de Vitte, dit Vêtocto. Rédacteur en chef de « Cycliste » dont le premier numéro parut en 1887. Inventeur inlassable : ici, il présentait une bicyclette à deux chaînes, deux jeux de pignons et de plateaux de pédalier, un vélo passe-partout en quelque sorte. (Photo tirée du livre « Le Vélo », de Jean Durry. Editions Denoel, 150 F environ.)

Maintenant il est temps pour lui d'aller déjeuner, chez lui, comme tous les jours. Il y va de sa pédalée souple, heureuse de vétéran tranquille assez content d'avoir eu l'occasion de distiller sa sagesse et son plaisir. Sur la route cycliste et souvent solitaire il n'en faut pas plus pour retrouver l'allégresse. C'est vrai qu'en allant ainsi on en arrive à se sentir « ailleurs » surtout un jour

de « manif ». On ne va tout de même pas en avoir honte, même si, peut-être, ça ferait mieux dans le paysage...

Demain :

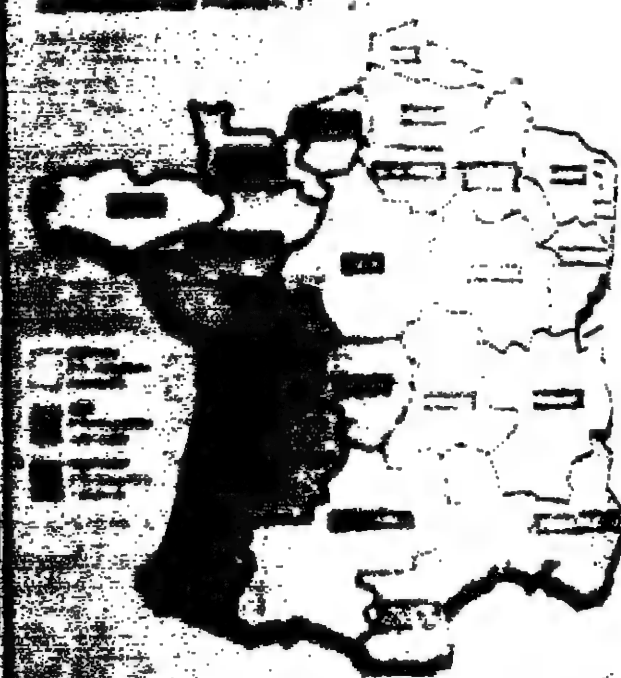
VÉLOS, BIGLOUS, BÉGAMES

TUBORG. LA BIÈRE DU SOIR.



La consommation pharmaceutique semble liée à l'âge

A BICYCLETTE



APOLLINAIRE
A.B.C.D.
UNBAC

On ne peut plus s'adresser au catholicisme en ignorant
REVUE CATHOLIQUE
COMMUNIO
Toutes aujourd'hui en France
une revue catholique de haut niveau théologique

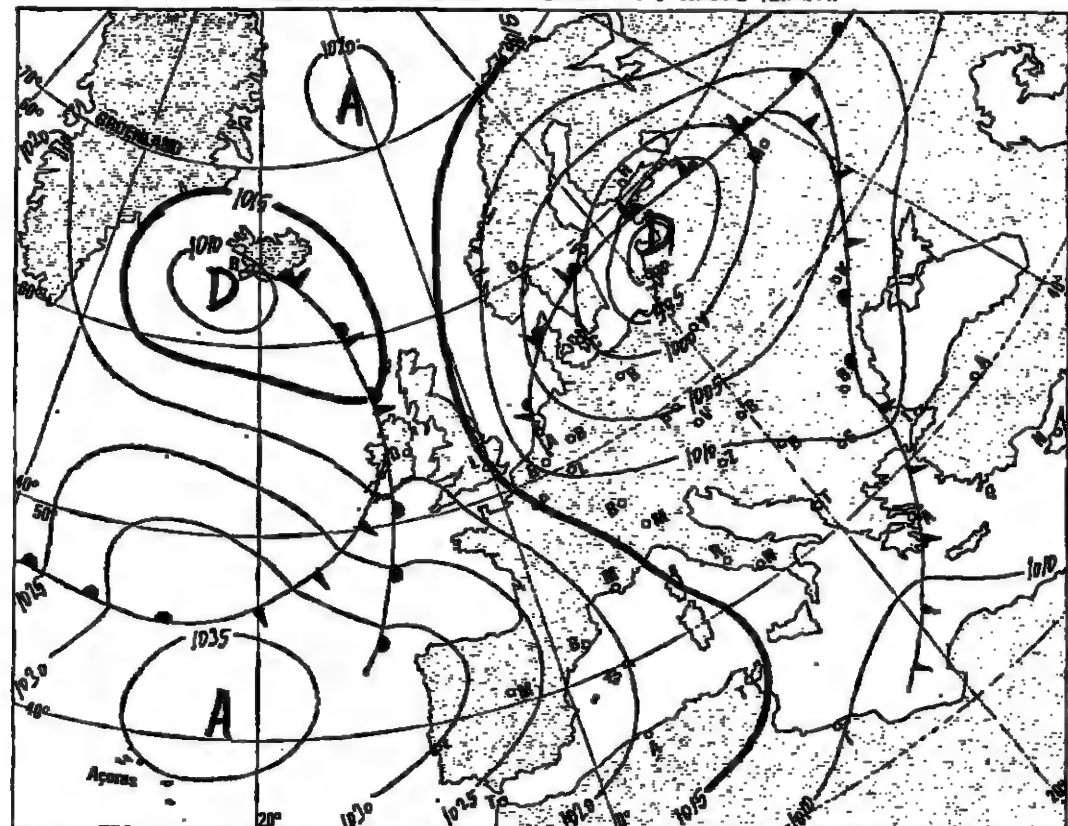
Indépendance de la pensée par des auteurs catholiques et non catholiques
une revue catholique de haut niveau théologique
pour tous les catholiques
abonnement 200 F
Demandez votre exemplaire gratuit

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉO



PRÉVISIONS POUR LE 11 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 10 juillet à 0 heure et le vendredi 11 juillet à 24 heures :

Des basses pressions persisteront sur l'Europe centrale, entraînant sur la France un flux assez cyclonique de secteur nord-ouest. La perturbation de l'Ouest de l'Atlantique s'inclure dans cette circulation et commencera à affecter nos régions occidentales vendredi.

Vendredi, le temps restera ensoleillé, mais sera encore un peu frais sur les régions méditerranéennes et le Sud des Alpes, où les vents du nord-ouest resteront modérés ou assez forts. On notera toutefois quelques averses sur l'Ouest de la Corse.

Les nuages resteront d'autre part assez abondants de la Manche orientale et des Vosges au nord du Massif Central et des Alpes, avec des pluies ou des averses qui atténueront un peu par l'ouest et par le sud. Sur le reste de la France, le temps sera nuageux le matin avec quelques éclaircies, mais il sera parfois brumeux, en particulier sur le Bassin aquitain. Dans la journée, avec la persécution atlantique, on notera progressivement une ouverture nuageuse plus abondante, d'abord sur l'Ouest de la Bretagne, puis le soir du Cotentin à l'ouest du Bassin aquitain, avec quelques faibles pluies éparses. Les vents de nord-ouest resteront modérés et les températures, malgré quelques hausses, seront encore souvent inférieures aux normales pour cette époque de l'année.

Le jeudi 10 juillet, à 0 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1013,4 millibars, soit 780 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juillet, le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Ajaccio, 21 et 14 degrés ; Biarritz, 17 et 14 ; Bordeaux, 18 et 12 ; Bourges, 19 et 12 ; Brest, 18 et 12 ; Caen, 15 et 12 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 18 et 12 ; Dijon, 18 et 12 ; Grenoble, 18 et 12 ; Lille, 15 et 11 ; Lyon, 20 et 12 ; Marseille, 25 et 15 ; Nancy, 17 et 12 ; Nantes, 18 et 13 ; Nice, 26 et 15 ; Paris-La Bourget, 17 et 12 ; Pau, 17 et 11 ; Perpignan, 23 et 15 ; Rennes, 18 et 12 ; Strasbourg, 18 et 12 ; Tours, 19 et 12 ; Toulouse, 19 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 28.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 15 degrés ; Amsterdam, 18 et 14 ; Athènes, 30 et 22 ; Berlin, 22 et 16 ; Bonn, 17 et 13 ; Bruxelles, 15 et 12 ; Le Caire, 34 et 22 ; Les Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 21 et 15 ; Genève, 18 et 11 ; Lisbonne, 22 et 14 ; Londres, 15 et 10 ; Madrid, 21 et 9 ; Moscou, 24 et 16 ; Nairobi, 21 et 15 ; New-York, 30 et 22 ; Palma-de-Majorque, 27 et 21 ; Rome, 25 et 19 ; Stockholm, 21 et 12 ; Téhéran, 37 et 25.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JEUX

La location oubliée

« C'est la lance d'Achille »

Problème n° 5

Des trois propositions avancées ci-dessous, deux sont purement fantaisistes. La troisième donne la véritable étymologie et l'acception exacte de la locution.

1) Téléphé, fils d'Hercule et d'Angé si l'on en croit la mythologie grecque, était roi de Mysie, contrée de l'Asie Mineure. Les Mycéniens n'apparaissent guère dans l'histoire, sauf Téléphé, qui se battit contre les Grecs qui allaient assiéger Troie. Blessé par Achille, il consulta l'oracle. Celui-ci lui conseilla de s'allier à Achille et de suivre les remèdes de Chiron. Et, en effet, ce dernier le guérit en mettant sur la plaie de la rouille prélevée sur la lance avec laquelle Téléphé avait été blessé.

La locution est, depuis, utilisée pour désigner un être ou une chose qui guérit, qui répare le mal qu'il a fait.

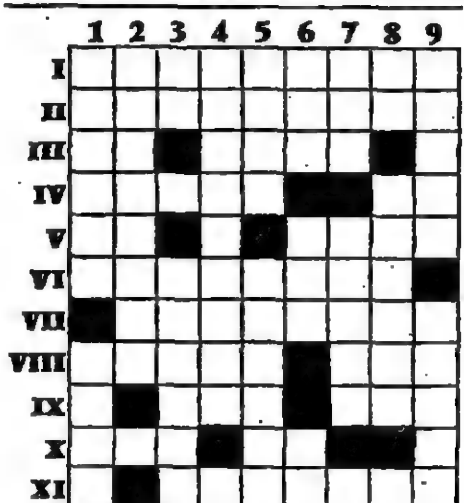
2) Achille, roi des Myrmidons, s'était rendu maître de plusieurs îles de la mer Egée et de nombreuses villes d'Asie-Mineure. Il développa et fit prospérer le commerce, les arts et les sciences. Jamais un empire ne fut plus prospère. Son ami le roi Amasis, effrayé d'un pareil bonheur, lui écrivit : « Vos prospérités, m'épouvantent, car les dieux ne souffrent pas qu'un mortel jouisse d'une félicité intolérable. Pour prévenir des événements funestes, consentez un sacrifice. » L'avis parut bon à Achille, et il jeta dans la mer la plus magnifique lance que les Joviens de son royaume aient pu fabriquer : or, vermeil, pierres précieuses. Le lendemain, les vagues rejetaient la lance sur la plage royale. Quelques jours plus tard, les Perses envahissent le royaume — et Achille devait fuir avec ses conseillers Phénix et Chiron pour se réfugier à Skyros, où Ulysse ira le chercher. La « lance d'Achille » est donc la concession, le sacrifice l'offrande faite en pure perte à un adversaire, à un ennemi... on au sort, voire, tout simplement, l'effort consenti en vain.

3) Achille possédait une lance merveilleuse de richesse et de beauté, dont il ne se séparait jamais. Ulysse vint le chercher à Skyros pour lui demander, au nom des Grecs, son aide dans l'affaire de Troie. Calchas ayant prédit la mort d'Achille devant les murs de cette ville, la mère du héros, Thétis, s'opposait à tout départ de son fils. Achille fit donc savoir à sa mère que, devant consulter les dieux sur l'avenir de son royaume et tenir conseil avec ses maîtres Phénix et Chiron, il se retirait quelques jours dans son palais. Sa « fidèle lance » fut placée à la plus haute tour du palais, dont elle dépassait les créneaux de plus de 6 pieds. Voyant de son propre palais l'arme inséparable de son fils briller de mille feux, Thétis, rassurée, attendait la fin du « séminaire » pour revoir Achille. Celui-ci, en fait, faisait voile vers Troie avec Ulysse, Nestor et Patrocle.

La « lance d'Achille », c'est le stratagème employé par quelqu'un pour détourner de lui des critiques, des soupçons, pour déjouer une surveillance, etc. JEAN-PIERRE COUGNON.

(Solution dans nos éditions de demain.)

MOTS CROISÉS n° 2710



HORIZONTALEMENT
I. Se met généralement dans un coin. — II. Endroits où l'on peut dissoudre des côtes. — III. Participe ; Archipel, autrefois. — IV. Ramassé sur le champ ; Apprécia (épilé). — V. Symbole ; Sert partiellement de frontière. — VI. Patrie de réformateur. — VII. On lui doit des névroses. — VIII. Ferme le golfe de Riga ; Mot, pour les psychanalystes. — IX. Marque l'égalité ; Comme Philippe. — X. Saint-Louis, par exemple ; Dans un alphabet étranger. — XI. Dans un fleuve de Russie.

VERTICALEMENT
1. Un seul verre lui suffit ; Il faut bien l'ouvrir quand on veut le rincer. — 2. Qui concerne donc la retraite. — 3. Centre d'un trafic ; Ont des traits communs. — 4. Mauvaises affaires. — 5. Se déplace sur une nappe ; Vile de l'Inde. — 6. Peut être assimilée à une dinde quand elle est blanche ; Nait dans l'Altai ; Évoque un joli cœur. — 7. Autrefois, était une occasion de sortie ; Dans la constellation du Cygne. — 8. Note ; Doit être monté dès qu'on a pris la moitié. — 9. Sert de mât ; Point d'appui pour l'astrom.

Solution du n° 2709

HORIZONTALEMENT
I. Aquarium. — II. Surgit ; AV. — III. Te ; Océane. — IV. Elan ; Lot. — V. Rimini. — VI. Otis ; Eger. — VII. Tona ; Ha. — VIII. Unan ; La. — IX. Elitistes. — X. Sas ; Mer. — XI. Severini.

VERTICALEMENT
1. Astéroïdes. — 2. Qualité ; Las. — 3. Ur ; Amémisé. — 4. Agissant. — 5. Ric ; Aimé. — 6. Italia ; User. — 7. Go ; GI. — 8. Mantella. — 9. Ver ; Éboul.

GUY BROUTY.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUTES CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DU VELO

Tirage n° 36 du 9 juillet 1980

TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	5 021 046 071	5 000 500 000	7	67 5 857	150 1 000
2	52 352 402 0 132	150 650 500 1 000	8	548 8 198 5 178 44 868	500 1 000 5 000 50 000
3	7 893	10 000	9	029 319 5 919 9 339 9 809 9 549 8 309	500 500 1 000 1 000 1 000 5 000 10 000
4	674	500	0	1 540 2 080 7 660 1 900 22 970	1 000 1 000 1 000 5 000 100 000
5	5 55 9 875 289 605	70 220 1 070 3 000 070			
6	6 96 2 996 7 786	70 220 5 220 5 070			

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DU 14 JUILLET
LE JEUDI 17 JUILLET 1980 À MENDE (LIMON)

LOTTO
Tirage n° 36
11 14 29 38 41 45
PROCHAIN TIRAGE LE JEUDI 17 JUILLET 1980 VALIDATION JUSQU'AU 16 JUILLET APRÈS-MIDI

loterie nationale

ARLEQUIN

Tirage n° 37 du 9 juillet 1980

FINALES ET NUMÉROS SORTIS AU TIRAGE :	9	93	526	918	6 590
FINALES OU NUMÉROS	9	93	526	918	6 590
SOMMES À PAYER CUMULS COMPRIS POUR LES BILLETS ENTIERS	500	500	500	500	500
FINALES OU NUMÉROS	9	93	526	918	6 590
SOMMES À PAYER CUMULS COMPRIS POUR LES BILLETS ENTIERS	500	500	500	500	500

PROCHAIN ARLEQUIN : LE 15 AOUT À PARIS (tirage télévisé à 19 h. 15)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du 10 juillet 1980 :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 5 mars 1975 portant application du titre II de la loi du 16 juillet 1971 aux sociétés constituées avant le 31 décembre 1972 en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divisées, et le code de la construction et de l'habitation ;

● Modifiant le décret du 30 septembre 1949 portant code de déontologie des sages-femmes ;

● Etendant la procédure de rattachement par vote de fonds de concours au budget de l'industrie des redevances encaissées à l'occasion de l'utilisation de certains matériels de l'Etat.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jacques Favat, directeur de la Publication, Jacques Sauvaget.

Imprimerie de la S.A.R.L. le Monde, 5, rue de la République, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75242 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

367 F 661 F 956 F 1 250 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

367 F 661 F 956 F 1 250 F

STRANGER

(par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

234 F 396 F 558 F 750 F

II - SUISSE - TUNISIE

285 F 556 F 725 F 940 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) vou-

dront leur journal de cheques à

leur demande.

Changements d'adresse déli-

vrés ou provisoires (deux

semaines au plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 11 JUILLET

« La manufacture des Gobelins », 15 h. - 42, avenue des Gobelins, Mme Garnier-Anhberg.

« L'église la Madeleine », 15 h. - entrée, Mme Zujovic (Galerie nationale des monuments historiques).

« L'impressionnisme », 11 h. - musée du Jeu de Paume (Arcueil).

« Chez un tourneur d'ébène », 15 h. - musée Arts-et-Métiers, Mme Bagu-

neau.

« Jardins et vestiges à Saint-Ger-

main-des-Près », 15 h. - métro Mabi-

lon, M. Jaslet (Connaissance d'Ici et

d'ailleurs).

« De la Concorde à la Chapelle

explosive », 15 h. - place de la

Concorde, statue de Strasbourg,

Mme Bagu-

neau.

« Étudiants du Moyen-Âge sur la

montagne Sainte-Geneviève, his-

toire du Panthéon », 15 h. - 32, rue

Cardinal-Lemoine, Mme Baillier.

« Hôtels et jardins secrets du

Marras », 11 h. - métro Saint-Paul

(Lutèce, village).

« Hôtels de l'île Saint-Louis »,

15 h. - métro Pont-Marie (Réurrec-

tion du passé).

« Musée du Grand-Orient de

France », 15 h. - 30, 18, rue Cadet

(Tourisme culturel).

« Vieilles rues et maisons, l'ab-

baye Saint-Martin des Champs »,

15 h. - métro Elie-Michel-Marcel,

M. Teulier.

« Le Marais Inconnu », 21 h. - métro

Pont-Marie, Mme Bouch-Gain.

CONFÉRENCES

28 h. 15, 27, rue Copernic, studio

Bory, Mme Irène Andrieu : « La Boue

de la vie astrologique et la signifi-

cation ésotérique des signes.

georges rech
homme
quitte la rive gauche

SOLDES EXCEPTIONNELLES
jusqu'au 31 juillet
avant fermeture

Georges Rech, 74, rue de Seine, Paris 6.

مكتبة من الأصول



Monde DES LIVRES

Philippe Soupault et l'ivresse du voyage

● Un sens aigu du moderne.

L'ELEGANCE, qui selon Brummel est l'art de ne pas se faire remarquer, Soupault l'a pratiquée, lui dont Aragon disait : « Philippe cherche à se faire connaître. » Stratégie réussie : longtemps on a connu, cité Soupault presque uniquement comme fondateur, avec Aragon et Breton, du surréalisme. C'est seulement depuis quelques années que des rééditions permettent de mieux connaître une œuvre abondante, éparpillée aux quatre vents. Avant tout poète et voyageur, ce surréaliste de la première heure a aussi été romancier, essayiste, directeur de revue, éditeur, grand reporter, homme de radio. Il est temps de redécouvrir cet octogénaire à l'œil vif qui, au fil d'entretiens avec Serge Fancher, nous livre ses souvenirs de trois quarts de siècle.

Né à la fin du siècle dernier, à Chaville, « à l'ore des bois, comme un écureuil », Soupault est issu de cette grande bourgeoisie qui a su profiter du conseil de Guizot : « Enrichissez-vous ». Son père, qu'il perd à sept ans, est un médecin connu, son oncle est un des frères Renault. Dans ce milieu, que Soupault dit avoir reconnu plus tard à travers les pièces de Labiche, être pauvre

ou écrire est aussi répréhensible que tuer ou voler : « Cela ne se fait pas. » D'une enfance cosmo et monotone passée entre Chaville, Cabourg et la huitième arrondissement, Soupault tire la désinvolture, le goût de la fuite, l'indifférence, un style en somme. Adolescent, il découvre en Allemagne et en Angleterre l'ivresse du voyage. Ne voulant pas être notaire, ne pouvant devenir botaniste, il décide d'être poète. Son premier poème écrit en 1917 dans un hôpital militaire, s'intitule : *Départ*.

En dehors de Rimbaud, dont il a découvert avec éblouissement les *Illuminations*, ceux qui l'influencent sont des contemporains : Reverdy, Cendrars, Larbaud et Apollinaire, qui l'encourage à publier et lui fait connaître André Breton. On sait ce qu'il est advenu de cette rencontre. Breton, Soupault et Aragon fondent la revue *Littérature* dont la première livraison est financée par l'héritage de Soupault et est, à côté de textes de « bonne compagnie », parsemée des extraits du premier livre surréaliste, *Les Champs magnétiques*, écrit en collaboration par Breton et Soupault. Dans les pages dada auxquelles il participe avec enthousiasme, puis dans le groupe surréaliste, Soupault apporte, selon Breton, un « sens aigu du moderne ». Le temps de demander à un garçon de café de quoi écrire, il impro-

visait un poème, étonné par son agilité, sa liberté d'écriture.

Mais bientôt vient le temps des exclusions et des injures (1926). Entre-temps Soupault a pris ses distances. « Tout est fini maintenant », écrit-il dans son roman, *Le Diable en corps*, de Radiguet. Pressé par la nécessité et par des contrats, Soupault écrit une dizaine de romans au ton bref, au style rapide : *La dérive*, *Les Frères Durand*, *En jeu*, *Le Grand Roman* (portrait féroce de Louis Renault), *Le Nègre*, *Les Dernières Nuits de Paris* (1). De ce labour sous la contrainte, Soupault ne garde pas un souvenir euphorique : « Les travaux forcés, les illusions perdues ».

C'est un écolier, un curieux. « Choisir, c'est vieillir », écrit-il. Cette ouverture d'esprit l'amène à s'intéresser, bien plus que les autres surréalistes, à la littérature étrangère. Dans sa « Collection européenne », outre Crevel et Delteil, il publie Carl Sternheim, Sherwood Anderson. A son actif, plusieurs succès : *Le Nègre* de Gorki, la première biographie de Proust par Léon Pierre-Quint, *l'Anthologie de la nouvelle poésie française*. Parallèlement Soupault dirige pendant sept ans, également chez Kra, la *Revue européenne*. Au comité de rédaction figurent Edmond Jaloux et Valéry Larbaud, grand connaisseur de littérature espagnole et sud-américaine. Au sommaire de cette remarquable revue, on trouve des noms qui comptent dans la littérature de l'époque, Virginia Woolf, Joyce, Jouvet, Milosz, Supervielle.

Puis, repris par le goût du départ, Soupault abandonne le milieu littéraire parisien pour courir le monde, pendant des années, de reportage en reportage. « Si c'était à refaire, dit-il, je le refaisais. » Il collabora au



Dessin de J.-P. CAGNIAT.

Petit Parisien, à l'Économiste, à l'Intransigeant. Parmi ses reportages, l'incendie du Reichstag, l'invasion de l'Éthiopie, le premier voyage du paquebot Normandie. Plus tard, directeur de Radio-Tunis, il est accusé de haute trahison par le gouvernement de Vichy et incarcéré. On le retrouve en 1943 directeur de Radio Alger, en 1944 journaliste à l'A.F.P. Il parcourt à peu près tous les continents, tous les pays, sauf la Chine, le Japon et l'Australie. Nostalgique à Manhattan, séduit à Mexico, fasciné à Lisbonne, ce qu'il préfère, dans chacun de ses voyages, c'est le dépaysement. « Il me semblait que j'étais différent dans chacun des pays où j'atterrissais ».

En France et ailleurs, il s'intéresse à tout, rencontre tout le monde. L'index des noms mentionnés tient sept pages. Le livre fourmille de croquis, de rapides portraits d'homme chaleureux ou féroce : amicale admiration pour Larbaud, Reverdy, le « discret » Michel Leiris, le « trop modeste » André Spire, les enthousiastes Eugène et Maria Jolas, amitié inattendue pour Bernanos, rencontré à Rio-de-Janeiro. Aucune sympathie pour ce « clown » de Max Jacob, cet « exhibitionniste » de Cocteau, le « régnant ». Léonard, cet « acrobate » de Picabia, ou le « polygraphe » Delteil. Mêmes humeurs vives à l'égard des peintres : « Il témoigne de son amitié pour Masson, Ernst, Miro, Chagall, il est sans pitié pour Dali et sa femme Gala ».

MONIQUE PETILLON.

(Lire la suite page 17.)

L'enfance maléfique

● Dans un roman de Bernard Chapuis, l'Amour du temps.

POURQUOI ne pas le dire ? L'Amour du temps n'est pas un livre gai. Ce n'est pas un livre d'été. Il n'a rien de ces romans roses dont les éditeurs, ces jours-ci, prétendent monétiser « les plages ».

D'emblée le ton est donné. Un ton de badinage, d'insouciance un peu amère, où l'on pressent je ne sais quel de feint et presque de contraint. Un air de menue, si l'on veut, délicieusement allégre et radieux, mais où une oreille attentive percevrait vite, en fond sonore, l'écho de dissonances, de rythmes plus sauvages, de sourdes et troubles grondements. De jolies histoires toutes simples, fraîches comme des complices, anodines comme d'anciennes fables, et autour desquelles, pourtant, flottent d'insupportables, de captieuses odeurs de souffre. Et puis des personnages surtout, j'allais dire des silhouettes, tout un peuple d'ombres menues, toute une procession de gais lutins qui jaillissent un à un de la boîte à écriture.

Il y a là Roum, par exemple, enfant au regard de veuve, accablé aux yeux de chair, qui envoie tous les niais qui se risquent à l'approcher. Sol et

Rameau, ses amants, les deux frères inconnus, qu'elle oblige à un duel aveugle, quoique implacable et sans merci. Tural, la mère des frères, belle diablesse elle aussi, que la vie un jour a brisée, et qui voue ce qui lui reste à de plus ou moins dédaigneuses délices. Delmisse, le père de Roum, vieux savant désespéré, baron Eulot façon Vian, que la débâche a saisi tard et qui observe sur lui-même le travail que fait la mort. Rasso et Noda encore, et Clotilde et Joliet, et Zoé et l'Amiral, et Abel Matta et Dado et Chien, innombrables faces de fantômes, aux noms plus bizarres et insolites les uns que les autres : et qu'on dirait tous marqués d'un sort, d'une très obscure malédiction.

Cette malédiction, nous dit Chapuis, elle leur est d'une certaine manière commune à tous : c'est celle qui les condamne, quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, à un irrémissible et insupportable esseulement. Car que fait Roum, par exemple, le matin qui ne croit plus aux vagues, tandis qu'il s'abandonne à ce lent et patient suicide, là-bas, très loin, en haut de la colline ? A quoi songe la Mandarine, terrible mort-vivante, recluse dans la chambre noire, déjà captivée comme un cerceau, où elle goûte ses dernières joies de vieille optimiste ?

BERNARD HENRY-LEVY.
(Lire la suite page 17.)

Kate Millett et le désenvoûtement

● Dans les ténèbres de l'horreur.

KATE MILLETT désacralise, décapote, dévoile. En littérature, elle a démonté des auteurs supposés progressistes pour prouver leur misogynie, D.H. Lawrence, Malraux, Miller en tête ; ce fut la *Politique du mâle*. En amour — de femme à femme — elle a montré la dévastation de la passion : ce fut *Stie*.

La voilà plus avant dans les ténèbres de l'horreur : l'insupportable de la torture gratuite. C'était, en 1965, à Indianapolis, États-Unis, au plein paix et prospérité. Une femme, Gertrude, mère de sept enfants, a fait torturer et a torturé à mort une adolescente de seize ans, Sylvia. La victime (et sa sœur marquée par la polio) lui avait été confiée en pension.

En 1965, Kate, à New-York, faisait de la sculpture et préparait un doctorat à Columbia.

Cette nouvelle, ce procès, se mettent à la hanter. Elle ne sculpte plus que des cages, dont chacune représente Sylvia, le destin de Sylvia. Pendant quinze ans elle porte en elle cette horreur, parle à Sylvia et se parle de Sylvia. Voilà : c'est écrit. Elle démonte. Quatre cent trente-huit pages très soigneusement construites (sculptées) avec ce qu'elle sait, ce qu'elle reconstruit et aussi les interrogatoires, les minutes du procès. « Méditation sur un sacrifice humain ». Pourquoi ? « Parce que j'étais Sylvia Litens. Elle était moi. Elle avait seize ans. Je les avais eues. Elle était l'épouse au fond de la cage. Elle était ce qui « arrive » aux filles. Ou le pourrait. »

Sylvia, torturée à mort par trois garçons, une fille et une adulte, qui les inspire, est-elle le symbole du destin féminin pour Kate ? Il faut être allée au fond de l'horreur de soi-même. Être allée au fond des fantasmes que peuvent déclencher la drogue et l'alcool. Et avoir assez de

contrôle, de domination de soi, bref, de talent pour recréer. Pour utiliser les rapports des psychologues, les témoignages des voisins, tout. Et l'interroger.

La haine, l'envie, nous dit Kate Millett, sont l'envers du désir et de la frustration. Pourquoi la victime ne s'est-elle plainte à personne ? Longtemps elle a continué d'aller à l'école, de sortir. « Tu n'as pas survécu, mais avais-tu en toi de quoi survivre ? » Qu'espérait-elle, Sylvia ? De quoi avait-elle besoin plus que d'échapper à l'horreur ? De l'approbation de ses bourreaux ?

Et la meurtrière, Gertrude, qui devant le tribunal a tout nié ? Gertrude prétend n'avoir jamais eu envie de frapper : « J'avais sept enfants. » Donc, elle les aurait battus, non ? Personne ne se dit : « Je bats torturer cet enfant jusqu'à la mort. » Kate Millett pense que Gertrude ne s'autorisait même pas le mot torture. Mais... le viol par la torture n'est pas un « péché ». La séduction en revanche le

serait. « Carresser entre dans la catégorie de l'adultère aux mœurs. Bâtir, non. La main ne doit pas enseigner le plaisir. La souffrance seulement. »

Ce cauchemar est assemblé avec un grand art : trois parties, édifiées comme par un architecte. Aujourd'hui les enfants-bourreaux sont libres. Gertrude reste en prison. Et Kate a transmis ses hantises en un monument de l'horreur. Rien de plus dur qu'une « méditation sur un sacrifice humain » quand ce « sacrifice » ne peut invoquer ni guerre, ni idéologie pervertie, ni métaphysique démoniaque, ni religion à implanter. Rien. Juste ce qui peut sourdre des ténèbres.

Ajoutons — c'est assez rare pour qu'on le dise — que la traduction d'Elisabeth Gille est — comme à son habitude — admirable.

DOMINIQUE DESANTI.

* LA CAGE, MÉDITATION SUR UN SACRIFICE HUMAIN, de Kate Millett, Stock, 428 p. Environ 68 F.

Tous fous ?

TOUTS les grands créateurs étaient plus ou moins malades, de corps ou d'esprit. C'est si évident que la question s'est posée depuis que l'art existe : y aurait-il eu Homère sans sa cécité, Beethoven sans sa surdité, Dostoevski sans l'épilepsie, Maupassant sans la syphilis ? A peine cite-t-on des noms, que les absents surgissent en foule : et Nerval, Strindberg, Nietzsche, Baudelaire, Van Gogh, Proust, Artaud ? On aurait plus vite fait de citer les bien-portants ! Vous connaissez le mot de Renoir : « Moi, un génie ? Quelle blague ! Je ne suis ni drogué, ni vérolé, ni inverti, alors... »

Cette question rebattue comme un sujet de bachelot ne mériterait pas d'être reprise, si elle n'était rajournée par l'évolution des regards sur la maladie mentale elle-même. Les maux dont naît la création sont-ils plutôt d'origine génétique, organique, liés aux accidents de la vie, ou bien aux combats de l'âme contre elle-même ? Sans pousser bien loin une analyse qui a suscité des centaines d'essais, et dont le dernier important reste celui de Shoshana Felman (*la Folie et la chose littéraire*), la souffrance et le génie, de Fernand Desaling, relance la réflexion, en récapitulant les biographies et les pathologies d'une vingtaine de cas fameux, de Musset à Maupassant.

La tendance, depuis que la psychanalyse a envahi la critique littéraire, était à minimiser les causes externes et objectives de désordre psychique, au bénéfice de l'inconscient. Les créateurs « inventeraient » pour une grande part leurs déréglés. Ils « somatiseraient », comme on dit maintenant. Freud a donné le branle à un demi-siècle de soupçons, en imputant, par exemple, l'épilepsie de Dostoevski, bien qu'apparue dix ans avant la mort de son père, à un auto-châtiment de parricide rentré.

Avec davantage de motifs, on attribue de plus en plus à de l'hystérie la célèbre crise épileptique de Flaubert, sur la route de Pont-Évêque. En général, l'interprétation analy-

Par Bertrand Poirot-Delpech

tique est d'autant plus tentante que beaucoup d'artistes connaissent de simples écarts d'humeur et passent des demi-années dans leurs écrits intimes. Les journaux et correspondances de Flaubert, Baudelaire, Nietzsche, ou Kafka offrent des similitudes confondantes dans les alternances d'exaltation et d'abattement insaisissables. Le processus créateur et les structures maniaco-dépressives présentent, pour le moins, des liens constants.

LES partisans les plus intrépides de l'explication par l'inconscient se sont déchainés depuis vingt ans. On trouve toujours, dans les enfances des génies, un fait ou un fantasme pouvant tenir lieu de scène primitive, donc de sujet de thèse.

Il n'est pas naïf, en particulier, que le roman familial cher à Martha Robert et le flirt avec le tabou oedipien, où Julia Kristeva voit l'origine de l'écriture, jouent leur rôle en coulisse, quand ce n'est pas sur le devant de la scène. Les écrivains sont rares qui n'aient pas souffert d'absence de père ou des rapports avec leur mère, que celle-ci disparaisse trop tôt (Nerval, Lautréamont), qu'elle se remarie (Baudelaire), ou qu'elle demeure trop disponible et exerce tout autre amour (Flaubert, Proust, Céline). Plus récemment, il y aurait à dire sur les mères veuves de Mauriac, de Sartre, de Barthes...

Depuis quelque temps, la manie de coucher de force les œuvres sur le divan, à défaut des auteurs, et d'y dénicher un traumatisme déterminant, s'est perdue en même temps que déclinaient l'engouement général pour les sciences humaines. Après avoir produit nombre de romans pûrs ou post-analytiques, le parafreudisme des années 80 a engendré un véritable rejet. La cure, qui passait pour féconde, a été jugée par beaucoup, tel Maurice Clavel, stérilisante. La curiosité des exégètes a glissé de la névrose vers les mécanismes du langage. Présentement, le pendule semble indécis. L'heure n'est plus à la théorisation forcée. Mettons un peu moins !

DE fait, les « psi » avaient attiré. N'en déplaise à Groddeck, il est des accidents biographiques qui ne se fomentent pas dans les recoins du subconscient. Si Goya devient autre à mi-vie, c'est que s'abat sur lui, coup sur coup, une surdité infectieuse et une traîtrise sentimentale, celle de la duchesse d'Albe. Parricide ou non dans le secret de son cœur Dostoevski verra son père assassiné par ses serfs, subir un simulacre d'exécution sur l'échafaud, et dix ans de bagne. Flaubert n'amplifierait pas ses symptômes à ce point, s'il n'avait été élevé entre un père et un frère chirurgiens, au cœur d'un hôpital.

Enfin quoi ! Les maladies qu'on ne désire pas, cela existe, non ? Toulouse-Lautrec n'a tout de même pas rêvé d'hériter un nœud au cou génétique de nain ! Beethoven est au supplice de sentir que le silence l'envahit. Cézanne se serait passé de son diabète ; Monet de sa cataracte ; Van Gogh de son glaucome. L'insuffisance aortique de Musset, une idée qu'il se faisait ? Le « haut mal » de Dostoevski, une manigance de son complexe de culpabilité ? Et le séducteur Maupassant, c'est pour mieux plaire qu'il perd ses poils sous l'effet de la paralysie générale ? Est-ce à dire, comme on le suggère aux petits dépressifs, que les génies seraient simplement dû « prendre sur eux et penser à autre chose » ?

(Lire la suite page 18.)

SIMENON

ON DIT QUE J'AI SOIXANTE QUINZE ANS

“MES DICTÉES”
PRESSES DE LA CITE

"Un grand cru Dormann 80"

Geneviève Dormann

Fleur de péché

"Que de verve naturellement déployée, de poésie sournoise, de profondeur désinvolte et de bonheur d'expression dans ce livre à la fois bouleversant et irrésistible où la tragédie s'abrite, avec une pudeur hautaine, derrière un humour corrosif". Jean Bourdier / Minute

"Geneviève Dormann ne fabrique pas un roman policier : elle raconte, avec une netteté poignante, une vie". Patrice de Plunkett / Le Figaro Magazine

"Un talent rare pour évoquer les personnages de notre temps, l'art de nous émouvoir, aussi celui de nous faire sourire. Un grand cru Dormann 1980". Jean-Marie Rouart / Le Quotidien de Paris

Roman 264 pages



SEUIL

"Un western français"

Louis Gardel

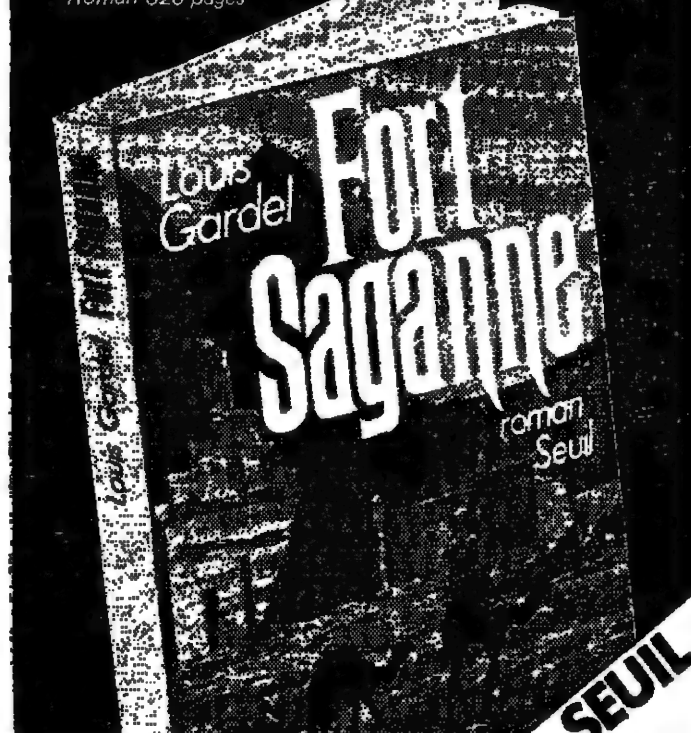
Fort Saganne

"Toute une France aime d'amour le Sahara. C'est son roman que Louis Gardel nous raconte dans un livre superbe...". François Nourissier / Le Figaro Magazine

"La légende du lieutenant Gardel restait à écrire. Voilà qui est fait, admirablement parce que avec distance". Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

"Pour un coup d'éclat, c'est un coup d'éclat ! Une réussite entière, indiscutable... un récit qui sait aller à toute bride sans rien passer". Georges Conchon / Le Quotidien de Paris

Roman 320 pages



SEUIL

la vie littéraire

De l'amour

« Paris-moi d'amour », susurrant une chanson de l'entre-deux-guerres, « Quand l'enfance perdit d'amour, le soir mon être », proclamait rageusement un barbu de la fin des années 60. Mais, aujourd'hui, qu'en est-il de l'amour ? Pour le savoir, le Magazine littéraire (juillet-août 1980, n° 163, 10 F) a constitué un dossier aussi plaisant qu'instructif.

Si vous êtes sujet aux coups de jalousie, le romanisme aventureux que raconte Denis de Rougemont ravivera peut-être certains souvenirs ou certaines nostalgies. Si, timide, vous cherchez des « trucs » pour draguer, vous vous reporterez aux dix commandements du séducteur, proposés par Christian Servat. Si l'amour vous donne des haut-le-cœur, vous apprécierez les cinglants aphorismes de Roland Jaccard ; et vous êtes homosexuel(le), vous prêterez attention aux voix de Nella Nobili et de J.-P. Aron. Pour connaître les sentiments des adolescents, Marie-Françoise Hans vous servira de guide. Vous goûterez l'humour féroce de François Georges à l'égard d'Abélard, le médiocre amant d'Héloïse, et vous découvrirez les ambiguïtés de cette formule apparemment banale : « Je t'aime », finement décortiquée par Dominique Grisoni. Enfin, dans un texte éblouissant, Catherine Clément vous expliquera comment parfois l'amour met en échec la psychanalyse.

M. C.

Toujours lui...

L'amour existe encore : c'est la constatation rassurante qu'on retient à la lecture d'une enquête, intitulée *L'Amour mine de rien*, qu'ont menée Alexandre Bonnier et Jean-Marie Gibbal, à partir d'un échange de lettres puis de répliques à un « tract amoureux ». Les auteurs ont reçu trois sortes de réponses : celles de ceux qui croient à l'amour (comme Raphaël Pividal, Daniel Biga, Gilbert Lascoux), de ceux qui n'y croient pas (comme Joyce Mansour, Jean Roudaut, etc.), et enfin de ceux qui se proposent de le dépasser (encore Raphaël Pividal, Daniel Biga, Gilbert Lascoux). Ces idées toutes simples sont malheureusement habillées d'un jargon savant et à la mode qui ne facilite guère l'approche du livre. Mais on pourra conclure, comme l'écrit Jean-Marie Gibbal, que : « S'il ne devait rester qu'une chose dans la vie, ce serait lui, sans projet, sans objet et sans cause ».

N. G.

* L'AMOUR, MINE DE RIEN, textes réunis par Alexandre Bonnier et Jean-Marie Gibbal, Éditions Kailash - Recherches, 196 pages.

Le « Woodstock de la poésie »

Les organisateurs du Festival de poésie de Castelporziano (près de Rome), qui avait attiré, l'été dernier, trente mille auditeurs et une centaine de poètes du monde entier, réitèrent. Leur grande manifestation internationale — surnommée le « Woodstock de la poésie » — aura lieu cette année en plein Rome, au Circo Massimo (grand cirque où se déroulaient dans l'Antiquité les combats de gladiateurs) du 21 au 31 juillet à partir de 20 h. 30, chaque soir. On y entendra beaucoup de rock'n roll et de free jazz. Deux soirées ont été réservées à la science-fiction, dans lesquelles interviendront des astrophysiciens, des astronomes et Gerald O'Neill, le professeur de Princeton qui projette d'installer une colonie de dix mille personnes dans l'espace. Quant à la liste des poètes invités, elle est impressionnante : quatre-vingts écrivains d'Amérique latine ; trente Italiens ; vingt Américains, dont Allen Ginsberg, Gregory Corso, William Burroughs. Parmi les Français : Bernard Heidsieck, Gérard Georges Lemaire, Marcelin Pleynet. Les soirées de poésie se dérouleront les 21, 24, 27 et 29 juillet.

J. J. L.

Denise Tual et les artistes

A Berlin, Gide et Marc Allégret vont voir une exposition « très curieuse » sur la « race juive ». Le soir ils se rendent dans une boîte où les femmes dansent entre elles, au « Die Dicke Lola ». Mais ils restent tristement dans leur coin.

Sur un ton tranquille, en une page, Denise Tual dit la sale odeur qui monte dans les rues de Berlin et épingle malicieusement l'égoïsme coincé d'un écrivain qui allait faire le mort pendant quinze ans. Ce qu'elle a vu, le tohu-bohu des avant-gardes, la complicité entre les mondains et les artistes, les coulisses du cinéma français, du théâtre et de la danse, elle le raconte comme personne.

Deux mariages, le premier avec l'acteur Pierre Batcheff, l'interprète du *Chien andoulo*, le second avec Roland Tual, l'ont introduite au cœur de ces bandes où les Prévert, Bunnell, Malraux, Camé, Renoir, Cocteau échangeaient des idées et des injures, écrivaient, tournaient, comme s'ils n'avaient pas une minute à perdre.

Denise Tual a écrit l'une des meilleures autobiographies de sa génération. Son témoignage, juste et sincère, à cause de sa modestie, rabat bien des prétentions et remet beaucoup de choses à leur place. Et puis le temps dévore déjà tout cela. — R. S.

* LE TEMPS DEVORE, de Denise Tual, Fayard, 306 p.

La caricature comme psychanalyse

Sous le titre *Solo-télévisions*, le dessinateur Solo propose dans son cinquième album sobriété et une pages de caricatures des diverses personnalités du monde du spectacle et de la politique, vivantes ou mortes, étrangères ou françaises, qui hantent régulièrement nos petits écrans.

Solo ne se contente pas d'accrocher tel ou tel défaut : il recherche ce qui veut cacher le visage, et qui n'est pas toujours,



l'on s'en fait, ce que son propriétaire a de plus beau à montrer. En fait, Solo débousque les monstres que chacun cache soigneusement au fond de soi. Et Jean-Paul Liégeois, dans le très drôle « Petit lexique des grosses têtes à l'usage des petites têtes », qui sert d'introduction à l'album, ajoute qu'« on est toujours le monstre de quelqu'un ».

Solo fait en quelque sorte une psychanalyse de ses sujets, qu'il traite finalement sans véritable orsant, mais aussi sans une ombre de pitié : « Où il y a de la pitié, dit-il, il n'y a pas de plaisir ». — M. G.

* SOLO-TELEVISIONS, Éditions Focus, 230, cours de la Libération, à Grenoble, 61 p.

Vient de paraître en bref

Entretiens

ROGER PEYREFFITE : *Propos recueillis* (2). — Résumés de rencontres et de propos recueillis à la seconde partie des entretiens de Roger Peyrefitte recueillis par Claude Chevreuil. (Albin Michel, 374 p.)

Anthologie

COLLECTIF : *La Poésie française de Belgique*. — Réunis sous forme d'anthologie, quatre numéros de *Poésie* 1, non disponibles, consacrés aux plus importants poètes français de Belgique du vingtième siècle que présentent André Migon et Fernand Verbeke. (Ed. Saint-Germain-des-Près, 512 p.)

Critique littéraire

JRAN-PIERRE GIUSTO : *Rimbaud critique*. — Une nouvelle lecture de la poésie de Rimbaud « force de vie, absolument inépuisable ». (Presses universitaires de France, 380 p.)

BRUCE PRATT : *L'Évangile selon Albert Camus*. — Commentaire du *Mythe de Sisyphe* de Camus métaphysique, éthique et esthétique : se reconstruit et s'harmonisent pour rendre le monde habitable. (José Corti, 190 p.)

Philosophie

COLLECTIF : *Martha Baker, dialogue et sein prophétique*. — Les conférences publiées dans ce ouvrage ont été prononcées lors du colloque de Strasbourg consacré à l'œuvre du grand penseur juif, qui s'est tenu en octobre 1978. (Centre d'études Ismaï, 45, rue de la Glacière, 75013 Paris, 163 p.)

Histoire

MICHEL VOVELLE : *Ville et Campagnes en dix siècles* (Chaux et la Bresse). — Structures agraires, révolution et bidonville en 1792. Préface d'Emmanuel Le Roy Ladurie. (Éditions sociales, 306 p.)

Sciences humaines

MICHEL LEURS : *La possession et ses aspects littéraires chez les Éthiopiens de Gondar*. — Deux tentatives de rendre compte d'un phénomène qui dégage à l'explication ethnographique : la possession. Poésie et théâtre sont sollicités pour aider à la compréhension de plus que de simples faits. (Le Sycomore, 140 p.)

LES ÉDITIONS DES PROUVAIRES

qui se consacrent à la découverte de poètes et se proposent par l'intermédiaire d'entretiens comme cela se fait trop pour ce genre littéraire, viennent de faire paraître cinq recueils : « La Main courante », de Gilles Michard, de Bernard Léon, « C'est bien fait pour nous », de Gérard Bialestowski, « La Foudre d'une route », de Daniel Lacoste, et « C'est le temps d'en finir », de Dominique Autié. (Éditions des Prouvaires, 18, rue des Prouvaires, 75001 Paris. Prix : 28 F le recueil.)

LES PORTES ET LE DIABLE

tel est le thème du numéro 74 de « Poésie 1 » (12 F l'exemplaire). A son sommaire figurent notamment des poèmes de Xavier de Langlais, Ghislaine Anne, Pierre Chabert, Guy Chabelland, Jean-Louis Givernaud, Georges L. Godeau, Katriane Maraland, Joyce Mansour, Albin Michel, Henri Rode et Pascal Van der Veken. (Prix d'abonnement 35 F à adresser à Armand Colin, « Poésie 1 », 103, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.)

JEAN-CLAUDE WALTER

présente un recueil aux Éditions Rougerie intitulé « Dix poètes d'Alsace », dont les textes sont extraits du numéro 33 de la revue « Poésie présente ». On y trouve des écrits de Maxime Alexandre, Martine Clément, Jacques Goussier, Denise Grappe, Guy Heitz, Sylvie Reix, Roland Rutenauer, Joseph-Paul Schneider, Jean-Claude Walter, Conrad Winter.

LES CARIÈRES DE POÉSIE

« ARFUYEN », qui ont déjà publié des textes d'Yves Bonnefoy, Max Jacob, André de Richaud, Philippe Jaccottet, Georges Perros, Georges Limbour et Roger Caillaud, etc., proposent dans leurs numéros 14, 15 et 16 des textes de Roger Muelle, Léonard Stieglitz et William English. Les numéros 15 et 16 sont en édition bilingue. (Abonnement de soutien : 350 F à l'adresse des Éditions Arfuyen, 94340 - Malakoff.)

STENDHAL ET MILAN, c'est le titre du numéro (spécial) 87 de la revue trimestrielle « Stendhal Club ». On y trouve des textes de V. Del Litto, René Bourgeois, Francis Claudon, Philippe Berthier, Woz France, Pottaghi, Joseph-Marc Bailly, Massimo Colasanti, Raffaels de Casara, Kurt Ringger et Herbert Schneider, et F. R. Saint-Clair. (« Stendhal Club », 3, rue Marica-Gignoux, 33000 Grenoble.)

UNE NOUVELLE COLLECTION AUX ÉDITIONS DE L'ÉPIQUE. — Dirigée par Christian Jambet et Guy Landreau, la « Bibliothèque de la science des religions » rassemble des textes classiques de la spiritualité, ainsi que les travaux de jeunes chercheurs. C'est un ouvrage d'Henry Corbin, « Le Paradis du monothéisme », qui inaugurerait la collection au cours du dernier trimestre de 1980.

LA BOURSE GONCOURT 1980 DU RECIT HISTORIQUE a été remise à Pierre Barret et Jean-Noël Guiraud pour leur ouvrage : « Ils voyageaient la France » (Hachette) traitant de la vie et des traditions des Compagnons du tour de France au dix-neuvième siècle.

LE PRIX DU PREMIER ROMAN décerné tous les ans dans le cadre du jeune Festival d'Épaves a été attribué pour 1980 à « Ravage la ville », de Jean-Pierre Gaton, publié aux Éditions de Métail.

LE PRIX CLAUDE-FARRERE a été remis par l'Association des écrivains combattants à Robert Wolff pour son livre « Le Robinson de la tour » (Ed. France-Empire).

anniversaire

L'actualité de Benjamin Constant

Benjamin Constant, la postérité avait surtout retenu *Adolphe*, roman sec et cruel, chef-d'œuvre de subtilité psychologique. Ses écrits sur la religion et sur la politique, qui lui tenaient beaucoup plus à cœur, étaient pratiquement tombés dans l'oubli. Et voilà qu'à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de sa mort, survenue le 8 décembre 1800 à Paris, les éditeurs s'avisent que le pamphlet qu'il publia en 1814 contre Napoléon, *De l'esprit de conquête et de l'usurpation dans leurs rapports avec la civilisation européenne*, est peut-être à la littérature politique ce qu'*Adolphe* est au roman d'analyse : un classique défilant le temps.

Du coup, trois éditions de ce manifeste enflammé contre tous les totalitarismes sont à nouveau disponibles : la première, publiée par les Éditions Pierre-Marcel Favre (5, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris), est, hélas ! amputée de moitié ; elle présente, en revanche, l'intérêt d'être préfacée par Denis de Rougemont, qui écrit : « Benjamin n'a servi que la liberté. Le sienne trêve me, s'écrit qu'il fut de ses ennemis ; mais la liberté politique mieux que personne de son temps. D'où le malentendu profond entre lui et la classe de son temps. »

La seconde édition (Slatkine, B.P. 12, 01170 Geny) reprend intégralement le texte qui circula à Paris en 1814 ; Ephraïm Harpaz, qui le présente, observe justement que la guerre que Benjamin Constant a déclarée aux conquérants de toute espèce et de toute dénomination est aussi valable de nos jours qu'elle l'était de son temps ; n'est-ce pas lui qui écrivait superbement : « Certains gouvernements, quand ils envolent leurs légions d'un pôle à l'autre, partent encore de la défense de leurs foyers ; on dirait qu'ils appellent leurs foyers tous les endroits où ils ont mis le feu. » Plus facilement accessible et plus complète, la troisième édition s'intitule : *De la liberté chez les modernes* (Le Livre de poche, collection « Pluriel », 703 pages) ; préfacée et annotée par Marcel Gauchet, elle réunit la plupart des écrits politiques de Constant.

A l'occasion du cent cinquantième anniversaire de sa mort, la ville de Lausanne, où il est né, le 25 octobre 1767, a organisé au musée de l'Anolein Evché une riche exposition qui sera ouverte jusqu'au 28 septembre. C'est à Lausanne encore que se tiendra du 15 au 19 juillet le deuxième congrès de l'Association Benjamin Constant, auquel participeront notamment Starobinski, Martine de Rougemont, Bernard Boeschstein et Norman King. (Renseignements et inscriptions : Institut Benjamin Constant, place Chauderon 3, CH-1005 Lausanne.)

R. J.

50 من الأصل

poésie

L'art de l'implicite

PEU d'écrivains montrent autant de modestie qu'Henri Thomas. C'est une vertu assez rare dans la république des lettres, où règne davantage le souci de la renommée, en dépit de tout ce qui devrait opposer l'entreprise littéraire et la vanité. Cette modestie fait le charme des poèmes d'Henri Thomas, qui ne publie sous le titre *A quoi tu penses*. Nous ne savons jamais trop à quoi nous pensons. Ce n'est pas pour nous résumer, sans les trahir, tous les mouvements qui traversent notre esprit ? Jugant sans doute que la prétention de vouloir tout dire conduit aux pires mensonges, Henri Thomas procède par allusions. Il évoque les sentiments les plus divers, sans les préciser, de peur qu'ils ne s'effraient et ne s'enfuient. On se contente de les soupçonner. Il est comme le mystère de chaque poème. J'aime beaucoup *Octobre* :

L'homme qui se promène en l'autonne le suit
Est parfois effrayé par le [choix d'un fruit],
Choc mat, bruit redouté du [bruit d'un fruit],
Qu'il croit entendre aussi dans [les chambres d'hôtel].
Ajoutons qu'un humour discret nuance les textes d'Henri Thomas, et qu'il rend léger même le tragique. Ainsi, dans le *Rat*, la pensée de la mort revêt un air de gaieté.

Tout ce que j'ai dans l'esprit
A la fin s'efface,
Je serai fait comme un rat,
Et la souris.
La chat fauve.

FRANÇOIS BOTT.

« A QUOI TU PENSES », poème d'Henri Thomas, Gallimard, 12 pages. Environ 30 F.

Poli mais désespéré

APHORISMES, poèmes, pages de journal, la *Maison de l'enfer* est un livre de raison où Dimitri Anafis se laisse porter par le vent. Vent de la mémoire ou de la folie, chacun y trouvera son compte. Il s'adresse familièrement, comme dans une confession qui marque ses distances, à tous qui gardent encore un sourire en coin.

« Jeune cadre — cadrant quel ? dynamique, heureux dans son tergal infroissable. Ame froissée — vêtements infroissables. » Voici une vignette parmi d'autres qui vérifie une fois de plus cette politesse du désespoir dont on se passe moins que jamais.

Mais le souffle va souvent ailleurs, avec des fragments de paysages, foudres, calcines, vignobles, minéraux, plantes. Il s'agit de les arracher, par métaphore, au « Désar de la rentabilité ». C'est dit en formules éches et l'invocation à Paul Cezanne vient à son tour : le regard du poète trouve les apparences et bouscule la civilisation.

Au moment où le droit de se souvenir va devenir une chose interdite, il est juste d'apprendre comment faire pour ne pas céder à l'oubli. Anafis ne propose pas de solution, miracle, pas de recettes. Il prêche par l'exemple, contre les psychanalystes, « ces banquiers du petit bonheur ». Le modernisme en prend un coup. Qui s'en plaindra ?

RAPHAËL SORIN.

« LA MAISON DE L'ENFER », de Dimitri T. Anafis, Flamm, 94 pages. Environ 30 F.

Philippe Soupault

(Suite de la page 15.)

Soupault a côtoyé toutes sortes de milieux, écrit sur la littérature, l'art, le cinéma (ses écrits de cinéma viennent d'être réédités (2)). Pour cette œuvre abondante, inégale et dispersée qui est la sienne, il a toujours manifesté une parfaite désaffection, exception faite pour la poésie. « J'ai voulu ma vie à la poésie », a-t-il dit autrefois. Ses poèmes et poésies ont été rassemblés en 1973 par Grasset dans un gros volume. Fluide, parfois ténu, toujours remarquable de légèreté et de fraîcheur, c'est une poésie du voyage aux titres évocateurs, *Westago*, *Rose des vents*, *Georgia*, *Antipodes*, et où s'égrènent les noms de ville qui font rêver, Prague, Calcutta, Melbourne, Vancouver. Ce qui tremble, fuit et passe, la lumière et le vent, le silence et la nuit, voilà ce que capte cette poésie de reflets et de mélancolie, parfois joyeusement absurde comme les nursery rhymes.

(2) Philippe Soupault, *Œuvres de poésie* (1918-1973), rassemblées par A. et O. Vireaux, Flamm, 1978.

Le personnage est semblable, secret, insaisissable. Tous ceux qui l'ont rencontré le voient rapide, léger, « fin, un rien distant, aimable et déçu » (Russon). Trop désinvolte, trop orgueilleux pour avoir de l'ambition, il aime à se traiter lui-même de « raté », mais raté, précise-t-il, à la manière de Rimbaud ou de Lautréamont. « Plutôt le silence, dit-il, que le trottoir. » Moins homme de lettres que passant, observateur, curieux, Soupault a su se laisser porter par les circonstances. Fidèle à son besoin impérieux de liberté, à son horreur des contraintes, il a toujours choisi le « grand air », ce voyageur sans bagages, poète égaré jouant à qui perd gagne, et qui écrivait :

« Dans les yeux des miroirs et dans le rire du vent
Je reconnais un inconnu qui [est moi]. »

MONIQUE PETILLO.

« PHILIPPE SOUPAULT, VINGT MILLE ET UN JOURS », belvédère avec Serge Fancher, Seifond, 228 pages. Environ 30 F. LE BON APOTRE, Garnier, 144 pages.

roman

L'enfance maléfique

(Suite de la page 15.)

Que veut dire cette maladie qui frappe soudain Delmessa le jour où, infiniment las du caquet de Lette, son épouse, il cesse tout bonnement de l'entendre et de comprendre la langue qu'elle parle ? D'où vient même que le roman tout entier, si fertile en rebondissements, si plein de pitoyables péripéties, soit si avare de dialogues, d'adresses et de répliques ? En bien, c'est peut-être justement que, dans l'univers de Chapuis, personne n'entend plus personne ; qu'aux rares paroles proférées ne répondent plus que des silences ; et qu'il ne s'agit de rien d'autre, au fond, dans ce livre, que de déceler toutes les versions, les mille et une figures d'un absolu, fondamental et métaphysique exist.

La part maudite

Mieux qu'il d'ailleurs, il faudrait dire malentendu. Et au premier chef, bien sûr, le malentendu amoureux. Voyez comme Chapuis s'attarde à ces étreintes de fortune, ces improbables conjonctions des corps et la pauvre joie des amants quand, une fois, ils se sont crus ! Observez la froide description qu'il donne de chair quand elles se heurtent, des sexes quand ils s'affrontent, et la guerre, toujours la guerre, là où les humains, parfois, rêvent de somptueuses harmonies ! C'est la petite pute martyrisée dans le torrent de bile et d'urine. C'est les amours bêtes de Delmessa, au plus fort de sa claustrophobie. C'est le jeu du « qui perd gagne » où s'abattent Roum et Rameau.

Il faudra attendre la fin du roman pour que le mystère, enfin, commence de se dissiper. La fin du long voyage qu'entreprend Rameau parti sur les traces de Lette, le petit frère perdu, jadis, au large de l'île de St. Le terme d'une course éperdue qui le mènera aux limites de lui-même, sur les décombres d'un monde aboli qui paraît s'effondrer sous ses pas, à mesure qu'il y aborde. Le jour, très exactement, où il apprendra que Lette n'a jamais existé ; que ce nom, c'était le sien propre du temps où il était « bébé professionnel » ; que ce qu'il cherchait si ardemment n'était rien d'autre, en fait, que son ombre ; et que l'enfant perdu, du coup, il l'avait de tout temps retrouvé puisque c'est lui qui le talonnait, lui qui le tarabustait.

Admirable parabole d'une enfance diabolique, par où il s'écrit que s'éternise aussi l'immémorial malheur de l'homme. Et si l'enfance, alors, était moins un âge de la vie qu'un état permanent du destin ? Et si ces sources archaïques où l'on aime tant, parfois, aller se rafraîchir étaient le lieu même où sourd la maléfique ? Et si cette aube bête était d'abord une part maudite dont il faudrait à toutes forces tenter de se débarrasser ? C'est bien là, semble-t-il, l'avis de Sol, son frère, quand il admet n'être « pas assez vieux pour être vraiment gai ». C'est sans doute à quoi s'empêche Chapuis lui-même, avec ses ruses de faux bête, de vrai tragique et d'authentique écrivain. Et c'est surtout là, peut-être, la clef de cette langue si singulière, à la fois prolixe et rare, bavard et ponctuée de silences, magnifiquement compacte et pourtant toute ravivée de blancs : comme une grande soif de se faire qui n'aurait pas de le disputer à l'infinie folie des mots.

BERNARD-HENRI LEVY.

« L'AMOUR DU TEMPS », par Bernard Chapuis, Le Seuil, 156 p. Environ 40 F.

pensez à lire

TONY CARTANO
Blackbird
roman

« Un roman limpide, d'une extraordinaire grandeur de style... l'un des romans les plus forts et les plus riches de cette année. »

BROCHER / LE PROGRES DE LYON
Buche/chastel

pensez à lire

TONY CARTANO
Blackbird
roman

Ce roman, par ses rebondissements multiples, tient le lecteur en haleine de bout en bout.

QUEST FRANCE
Buche/chastel

ANDRE BAY
des mouches et des hommes

L'étude propre de l'homme, c'est la mouche. JEAN ROSTAND

denoël

Le roman du Grec errant

Aris Fakinos

L'homme qui donnait aux pigeons

« Un pays comme une mère qu'on ne reconnaît plus... Un récit fort et tragique. » Jacques Lacarrière

Le Monde

Traduit du grec par J. Doron - 160 pages



SEUIL

LIRE EN ÉTÉ

Roger BEARDWOOD

UN ÉTÉ EN OR

roman

Une quadruple course au trésor à travers le monde, entre trois financiers cyniques et une jolie femme.

Mark WASHBURN

LE MERCENAIRE DE L'ATOME

roman

Sommé par la Mafia de fabriquer une bombe au plutonium, l'idéaliste Sam Boggs pourra-t-il gagner au jeu de l'atome et du hasard ?

Gallimard

PRIX DES MAISONS DE LA PRESSE 1980

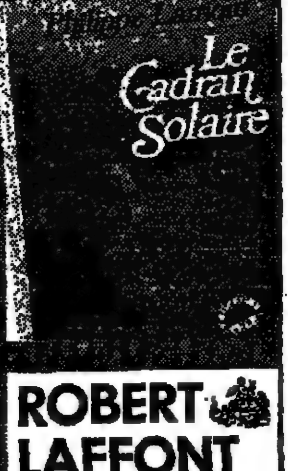
document

PHILIPPE LAMOUR
Le cadran solaire

Chaque jour, du 30 juin au 29 août, de 17 h à 18 h sur France-Inter, Philippe Lamour raconte un épisode de l'histoire de la IV^e République. Profitez de vos vacances pour lire *Le cadran solaire*.

« Mieux que l'histoire d'une vie, le récit d'une liberté vécue. » Jean Lacouture

Collection « Vécu »



ROBERT LAFFONT

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits
inédits de romans
poésie, essai, théâtre. Les
ouvrages retenus feront
l'objet d'un lancement
par presse, radio et
télévision.Adresses manuscrit et C.V. à la
Perle Universelle 4 rue Chadenet,
75004 Paris - Tél. 687.08.21.Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est décliné par
l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur
la propriété littéraire.

MALAVIDA

Camille Descossy

récits

224 pages

"VIVRE AU PAYS!"

Oui, mais comme il change vite
ce Midi des ancêtres! Les personnages
émouvants de C. Descossy en savent
quelque chose et découvrent qu'on ne peut
plus y vivre vraiment comme avant...

EDITIONS EOLF

171 rue Saint-Jacques

75003 Paris

"Max-Pol Fouchet nous
gagne à son écriture. C'est
le mystère et le sortilège
du conteur."

A. Briancourt/Le Figaro

"Ce sont des cris,
mais à bouche fer-
mée."

François Nourissier/

Le Point

"Un poète du cœur, doublé d'un
moraliste de l'âme... Une magie qu'on
espérait, et qui nous comble."

Jérôme Garcia/Les Nouvelles Littéraires

"Le livre le plus drôle, le plus savoureux de l'année."

Jean-Pierre Énard/V.S.D.

Max-Pol Fouchet

La relevée des herbes

roman

Histoires pour dire autre chose

nouvelles

GRASSET

"Bonjour
Monsieur
Melville!""Digne de l'immensité de son sujet,
le 'Monsieur Melville' de Beaulieu,
est au premier rang de ces livres
du Québec, à qui est promise une
carrière internationale."
Jacques Cellard - Le Monde.
Victor-Lévy Beaulieu.
Monsieur Melville. 472 pages.

FLAMMARION

Tous fous ?

(Suite de la page 15.)

Beaucoup de créateurs se trouvent entraînés dans des toxicomanies diverses : alcool, sérotonine, stupéfiants. Mais tous n'inventent pas les maux que ces drogues sont censées apaiser. Musset est atteint d'une malformation osseuse, qui portera son nom. L'asthme de Proust est autant allergique que psychosomatique. Van Gogh et Artaud souffrent mille morts.

On a beau jeu, à l'heure du Rimbaud, d'attribuer la tuberculose à de la langue, comme au siècle dernier. C'est oublier un peu vite un certain bacille de Koch, que Modigliani n'appelait pas de ses vœux, ni Gide, ni Camus, même si ce dernier a qualifié la pituité de « maladie métaphysique », ni Gaudin, ni Barthes.

Soit, le « terrain » n'est pas un concept creux destiné à combler les silences de la science devant la loterie du mal. Il est vrai que la plupart des germes ou virtualités de maladies sont tapis en nous, n'attendant que pour prospérer, d'une certaine manière, nous y consentons. Sinon, comment expliquer que les mêmes risques se concrétisent chez l'un et pas chez l'autre, à un moment et pas à un autre ? Mais de là à parler de prédisposition en matière de cancer, comme on commence à le faire ! C'est à croire qu'une prescience secrète fait moins peur que l'atroce fatalité sans cause !

La maladie des créateurs n'est pas sans bienfaits. Pour les autres, en tout cas. Les fous notoires du dix-neuvième siècle, appelons-les plutôt les grands souffrants, auront été aussi les prophètes les plus inspirés du vingtième.

Il est frappant qu'aucun sacrifice de l'envergure de ceux qui ont été consentis à l'art, de Nerval à Artaud, ne se consomme aujourd'hui, au moins à notre connaissance. Si la littérature reste « hantée par la folie », comme le rappelle Pierre de Boladefre dans un recueil de ses articles de la *Revue des Deux Mondes*, elle n'y sombre plus. Les « écrivains de la nuit », ainsi qu'il nommait la génération précédente, de Montherlant à Beckett, n'ont pas de descendance manifeste. La jeune classe joue plutôt à redécouvrir le roman-feuilleton « rétro », sans trop se soucier de refléter une crise de l'Occident où, semble-t-il, elle compte pour du beurre.

Insouciance de sa part, ou bien, pour revenir à la pathologie du génie, progrès de la médecine ? Car enfin, presque tous les sublimes visionnaires du siècle dernier souffraient aussi et d'abord, par héritage ou imprudence personnelle, le sachant ou l'ignorant, de l'omniprésence vérolée.

Et si notre pauvreté actuelle en génies, nous la devons... à la pénicilline ?

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ LA SOUFFRANCE ET LE GÉNIE, de Fernand Destains, Presses de la Cité, 266 pages, environ 54 F.

★ L'ŒIL AUX LIVRES, de Pierre de Boladefre, Seghers, 363 p., environ 48 F.

Rappel : LA POLIE ET LA CHOSE LITTÉRAIRE, de Shoshana Felmann (Le Seuil) ; POUVOIRS DE L'ÉCRITURE, de Julia Kristeva (Le Seuil).

PRIX DES LIBRAIRES 1980

CLAUDE MICHELET

Des grèves aux loups

roman

Un roman qui a de la gueule et de l'odeur comme tout ce qui monte de la vraie terre des paysans.

Bernard Clavel

On ressent un plaisir rare et violent à vivre avec les paysans du paysan-écrivain Claude Michelet.

La Vie

Cette œuvre atteint à l'émotion collective de la grande littérature enracinée.

Le Figaro



ROBERT LAFFONT

CHOISISSEZ

les livres de l'été chez STOCK

victime et
coupable...Sol
Stein

L'après viol

roman

hier comme
aujourd'hui,
le couplePearl
BuckUne femme
qui avait changé

nouvelles

cauchemar
ou réalité ?Uri Dan
Peter MannL'ultimatum
Uranium

roman

au vent de
l'histoireJacqueline
BrullerLes blanches
années

roman

essais

LES AVENTURES DU SOMMEIL

● Et si nous étions
responsables de nos
rêves ?

ENFANT, un livre m'inter-
rogeait dans la bibliothèque
de mes parents ; il s'inter-
rogeait mes insomnies et avait
pour auteur un illustre général.
Je trouvais curieux, presque
incongru, qu'il parlât de ses
insomnies plutôt que de ses
batailles. J'ignorais alors le
combat pathétique, et chaque
soir renouvelé, que certains êtres
doivent mener pour trouver le
sommeil ; combat plus épuisant
que toutes les épreuves qu'ils
affrontent quotidiennement, plus
angoissant que tous les cata-
clysmes qui les menacent.

A vrai dire, il n'est guère rai-
sonnable de dormir ; Baudelaire
le notait déjà : « A propos du
sommeil, aventure sinistre de tous
les soirs, on peut dire que les
hommes s'endorment journalie-
rement avec une audace qui serait
insupportable si nous ne savions
qu'elle est le résultat de l'igno-
rance du danger. » Ces dangers
qui nous guettent — la mort, la
perte d'identité, les agressions...
— Pierre Pachet les évoque
admirablement dans un essai :
Nuits étroitement surveillées, qui
ajoute au charme de la confi-
dence celui d'une démarche scien-
tifique renouant avec les « psy-
chologues » pré-freudiens (Her-
vey de Saint-Denis, A. Maury,
Delbœuf...).

Dormir, c'est oublier la mort ;
c'est également mettre entre
parenthèses notre peur de ne pas
dormir et accepter de quitter un
monde aussi inquiétant qu'impré-
visible. Un humoriste anglais
résumait ainsi les trois conditions
fondamentales nécessaires au
sommeil : avoir chaud aux pieds,
avoir bien digéré et avoir la
conscience tranquille. Mais com-
ment avoir la conscience tran-
quille quand tombe la nuit et
qu'autour de notre lit, dans une
furieuse sarabande, s'agitent
nos remords et nos regrets ?
Baudelaire encore : « L'homme
qui fait sa prière le soir est un
capitaine qui pose des sentinelles.
Il peut dormir. »

Proche de Valéry

Parlant du sommeil, Proust di-
sait qu'il est divin, mais peu sta-
ble ; le plus léger choc le rend
volatil. D'où la nécessité de
construire un environnement
protecteur ; d'où l'envie qu'on
éprouve, à certains moments ter-
ribles de la nuit, d'édifier un
empire assyrien dont on serait
le centre pour gagner le droit au
sommeil. Dormir enseigne un
égoïsme salvateur. Mais attention,
nous avertit P. Pachet, à guetter
ses propres endormissements, on
risque de l'empêcher et de déré-
gler le gyroscope compliqué

Jean Edern Hallier
UN BARBARE
EN ASIE DU SUD-EST

« Bon, c'est vrai, il a des yeux
pour voir Jean-Edern Hallier.
Résultat : un reportage comme
on n'en fait plus, ou pas encore.
Fou, et chaleureux. »

Jacques Duquesne
(Le Point)

Néo

Nouvelles éditions Oswald

RIACHUELA RUISSEAU

Agitador aperece,
calando infiltrações,
scarasolada brasa.
Dando cantares,
ria luminosa, bajas.
Alzandote ondas,
anchurosa brasa nadora.
Corres acionadada acocula,
anche anclanad,
engalanada arbolada,
brótante : saiafita... salvas...
sandalos...
Ojala i ocarina azul...
rumorosa cantandote :
arcanos amorios andaluces...
arcanos ritmos...
dónde posas...
Solo sigues natal ultramarina i
oasis bellos, cantos...
delitosos dialectos anticosados...
entapizada orbe inesperada...
neralda stesoreda apeteoida...
zonas... cosas... carlos...
amores...

PRADES-GOMAR.

Ma del Pilar Prades-Gomar - Nápoles y Silesia 2º 415a Valencia-3.

dont il dépend. Si, pour aimer,
il faut croire à l'amour, pour
dormir, il faut croire au som-
meil.

Pierre Pachet prête à son som-
meil, à ses rêves, à ses insomnies,
une attention scrupuleuse, pres-
que maniaque. Plus proche de
Valéry que de Freud, il entend
également montrer que le dor-
meur n'est pas immergé dans
un ailleurs inaccessible, mais
qu'il est d'une certaine manière
conscient, c'est-à-dire volontaire,
calculateur, capable de projets et
de ruses. « Que le rêve, écrit-il,
puisse fournir des exemples de
phrases correctement construites,
devrait provoquer l'étonnement,
et faire réfléchir ceux qui croient
à penser au rêve comme au règne
de la liberté sans frein. » Pour
lui, comme pour certaines peu-
piades primitives, le rêve est une
expérience sociale dont chaque
homme est responsable.

Analysant la correspondance de
Kafka avec Felice, Pierre Pachet
souligne les efforts incessants et
opiniâtres de Kafka pour impli-
quer sa correspondante dans son
sommeil, dans ses insomnies et
dans ses rêves. C'est ce même
effort qui confère à son livre son
charme, sa puissance et son ori-
ginalité.

ROLAND JACCARD.

★ NUITS ÉTROITEMENT SUR-
VEILLÉES, de Pierre Pachet, Édi-
t. Gallimard, 217 pages. Environ 45 F.

Georges Balandier
moraliste

L a vie des hommes en so-
ciété n'est qu'un vaste
théâtre, et le pouvoir
qu'une mise en scène : telle est
l'idée centrale du dernier livre
de Georges Balandier. Charles
Quint, Louis XIV, Napoléon et
Bokassa étaient évidemment les
auteurs et les acteurs de leurs
propres pièces, mais du côté
des révoltes et des contesta-
tions le sens dramatique n'est
pas moins fort — comme en
témoignent Savonarole, Saint-
Just ou bien les Brigades
rouges.

Notre histoire n'est qu'une
suite de grandes « représenta-
tions » : défilés et parades
d'un côté, émeutes et carnavaux
de l'autre. D'ailleurs les formes
de théâtralité connues en Oc-
cident ont leurs équivalents dans
bien d'autres sociétés, des mo-
narchies rwandaises jusqu'aux
théocraties bouddhistes. Enfin,
l'instauration de la « société du
spectacle », entièrement soumise
au règne de la télévision, n'est
certainement pas faite pour mo-
difier cette situation !

C'est donc à une promenade
à travers les rituels politiques de
tous les temps et de tous les
pays que nous convie ici
Georges Balandier, en écrivant
soulève de plaisir, de provo-
quer, d'intéresser sans jamais
pousser.

Moins proches de la sociolo-
gie universitaire que de l'essai
au sens de Valéry ou de Cle-
ren, ces réflexions sur la
scène du pouvoir ne constituent
pas une « théorie » nouvelle, qui
prétendrait enfermer la réalité
dans un système, mais plutôt
l'exercice d'un moraliste qui
aurait beaucoup lu et beau-
coup voyagé et qui jetterait sur
la fure des hommes, un regard
désabusé. Avec un rien d'ironie.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

★ LE POUVOIR SUR SCÈ-
NES, de Georges Balandier, Bal-
lard, coll. « Le commerce des
idéas », 192 pages. Environ 45 F.

lettres étrangères

Andrew Boyle et les « super-taupes »

● **Philby, McLean, Burgess, Blunt... une série de portraits passionnants.**

LORS qu'en mars 1954, après quelques années de libération sexuelle post-révolutionnaire, l'homosexualité devint en U.R.S.S. un crime, une « perversion fasciste » et un « produit de la décadence dans le secteur bourgeois de la société », les agents du Komintern infligèrent un châtiment démentiel au néo-puritanisme stalinien en recrutant un jeune homosexuel à l'intelligence limitée, séduite par ses condisciples : Guy Burgess. C'est dans un des plus prestigieux sanctuaires de l'élite intellectuelle britannique qu'ils sont allés le chercher : l'université de Cambridge. Ainsi débute l'affaire d'espionnage la plus importante du siècle.

Un récit minutieux

Un climat de trahison, du journaliste et biographe anglais Andrew Boyle, est le récit minutieux, remarquablement documenté, de cet épisode secret de la guerre froide. Véritable enquête policière, la première édition de l'ouvrage a obligé le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher à démentir officiellement le plus ancien complice de Guy Burgess, Sir Anthony Blunt, membre de

l'entourage de la famille royale et critique d'art réputé : après la défection de Philby au début des années 60, il avait préféré passer aux aveux plutôt que de s'exiler en U.R.S.S., et les services secrets anglais lui accordèrent l'immunité pour éviter le scandale.

Mais Andrew Boyle est mieux qu'un nouveau Sherlock Holmes : c'est tout le climat d'une époque qu'il fait transparaître, celui du fragile Occident démocratique des années trente, confronté aux deux monstres issus de la première guerre mondiale et de la grande crise : le fascisme et le stalinisme.

Si la sauvagerie, le racisme, la stupidité fondatrice de l'idéologie national-socialiste rebutaient alors beaucoup d'intellectuels, il n'en était pas de même du dogme communiste : des syndicalistes, des écrivains, des hommes politiques admiraient sans restriction la Révolution d'Octobre, et assistaient avec enthousiasme à la naissance des grandes plans quinquennaux. Les prédictions même de Marx sur l'effondrement du capitalisme mondial n'étaient-elles pas en train de se réaliser ? L'empire colonial anglais, le plus important du vingtième siècle — et sans doute de tous les temps — s'effritait, paraissait même sur le bord de l'effondrement. L'imperialisme, « stade suprême du capitalisme », selon Lénine, semblait bien devoir en être aussi le stade final.

Malheureusement pour la jeune Union soviétique qui recherchait alors un peu partout des appuis,

la classe ouvrière anglaise éprouve le plus profond mépris pour les intellectuels qui veulent l'embarquer. C'est dans les classes moyennes, parmi les futurs cadres d'un empire en voie de dislocation, que le Komintern réalise ses plus beaux succès : il symbolise l'aventure et la rédemption. Quand Kim Philby se laisse entraîner, n'a-t-il pas un peu l'impression de suivre les traces de son père, qui a lui-même abandonné le poussier d'« Indian Civil Service » pour devenir le premier conseiller du roi Ibn Séoud ?

L'histoire politique qui règne en Angleterre facilite le processus : le futur roi Édouard et une partie notable de l'aristocratie voient d'un bon œil la nouvelle Allemagne nazie. Les dirigeants flottent, incapables qu'ils sont de choisir une voie déterminée, et s'ils s'affirment mollement contre les totalitarismes, ils ne proposent rien.

Des arguments plus comiques que convaincants

C'est dans la description de ces milieux intellectuels anglais de l'après-guerre qu'Andrew Boyle se montre à la fois le plus intéressant et le plus contestable. En mêlant jugement moral et analyse historique, il obtient des résultats plus comiques que convaincants : telle son explication un peu facile de la conversion de Donald McLean par Guy Burgess grâce à la pratique « des tristes plaisirs de la sodomie ». Mais quand il prend en compte l'histoire personnelle, les goûts, les attitudes des futurs espions depuis leur enfance, Boyle croque des portraits passionnants de ces « super-taupes ». Qu'étaient-ils ? Des génies du crime ou des idéalistes dévoyés ? Probablement ni l'un ni l'autre, mais plutôt des adolescents retardés, élevés dans le milieu clos et malsain des « public schools », nantis d'une intelligence nettement supérieure à la moyenne, et qui ont cru pouvoir devenir des petits moteurs de l'histoire. On peut se demander pourquoi l'affaire Burgess-McLean-Philby-Blunt suscite aujourd'hui encore tant de passion en Grande-Bretagne et à l'étranger. Les deux premiers agents s'enfuyaient dans le froid des 1951, et Philby, bien qu'on n'ait pu retenir de preuves contre lui, était écarté au même moment de toute responsabilité. L'engagement du public est sans doute la contrepartie directe de l'acharnement mis par l'Establishment à fermer les yeux.

ALEXIS LECAYE.

★ UN CLIMAT DE TRAHISON, d'Andrew Boyle, J.-C. Lattès, 425 p. Buxton 55 F.

Alexandre et la ville du paradis

ANNÉE 1944. La nuit tranquille. A Madrid, rue Velintonia, dans la retraite de sa maison tranquille, un poète, depuis des mois, interroge la silence. Il a quarante-six ans. Une santé délicate l'oblige à observer chaque après-midi de lente course de repos. La guerre a tué son meilleur ami : Lors ; elle a exilé les autres compagnons de sa génération : Alberti, Cernuda, Guillén, Salinas, Altolaguirre. Son protégé, l'adolescent d'Orizaba, Miguel Hernandez, est mort en prison deux ans plus tôt. Le souvenir du poète s'envole dans le temps, la mémoire de Vicente Alexandre le ramène à l'époque heureuse, aux heures lumineuses de l'enfance et de l'adolescence, dans la « ville du Paradis », l'« évangélique cité qui, surplombant la mer, présidait à son écume » : Malaga. Les allées libres des oiseaux, les palmiers virginales du rivage, le scintillement crépitant de l'écume, la carène chassée du sable sous

les pieds nus, surgissent, en même temps que le corps réaffirme ce qu'il fut : beauté, insouciance, désir, ivresse impétueuse. Nostalgie du périssable. Tristesse. Le poète transcende le regret, fixe la vision. Un livre naît, l'un des plus beaux et des plus significatifs de la poésie espagnole — contemporaine —.

Ombre du Paradis : Le mot un jour fut chaleur : une lettre humaine. La lumière était comme un jeune [matin] ; mieux : un éclair en cette éternité nue. Elle aimait quelque'un. Sans avoir [ni après]. Et le verbe jaillit. Mot seul et pur à jamais — Amour — dans [l'espace superbe] (« La mer »).

CLAUDE COUFFON.

★ OMBRE DU PARADIS, de Vicente Alexandre, introduction et traduction de Roger Noël-Mayer, Gallimard, 144 pages. Buxton 36 F.

Le vigoureux monologue de Jesusa

● **Une femme du peuple, mexicaine, parle.**

À la fin des années 60 a vu se multiplier en Amérique latine les romans-vérités s'attachant à la restitution fidèle d'un cas humain, derrière lequel se cachent des problèmes sociaux, politiques, économiques, mais aussi des problèmes humains. C'est dans ce cadre que se situe le roman de Juan Pérez Jolote. Mais la route de ces récits-témoignages fut véritablement ouverte par le livre d'Oscar Lewis, *Les Enfants de Sanches*, publié en 1961 dans sa version anglaise et en 1965 en espagnol, où sa parution entraîna polémiques et scandales.

C'est dans la mouvance de l'œuvre de Lewis que se situe ce *Vie de Jesusa*, d'Elena Poniatowska, aujourd'hui traduite en France, onze ans après sa publication au Mexique. Ce récit est une enquête en grande partie par les problèmes sociaux insurmontables que posait la traduction, et il faut féliciter Michel Serra pour le travail minutieux, fidèle et créateur qu'il a mené à bien. Par ailleurs, le livre témoigne de l'objectif prioritaire que s'est fixé Elena Poniatowska, établie au Mexique depuis de nombreuses

années : donner la parole à ceux qui en sont habituellement privés ou qui peuvent difficilement s'exprimer, au peuple mexicain, aux prisonniers politiques de 1968, aux rescapés ou aux parents des victimes du massacre de Tlatelolco (1).

Ce monologue d'une femme du peuple, Jesusa Palancara, « serrée comme un coquillage, bagarreuse et ivrogne », selon sa propre définition, est une plongée douloureuse et trépidante dans les arcanes d'une misère digne, de l'insécurité, de la violence et de l'exploitation. Non que Jesusa soit une victime consentante. Une prodigieuse énergie et un désir forcené d'indépendance lui ont forgé une carapace sur laquelle les coups durs ont glissé en laissant des traces plus ou moins profondes. Elle sait qu'elle est sur la terre pour « payer », pour en baver. Elle fréquente une secte

L'humour et le dépit

spirituelle où une « voix » lui a dit : « Tu dois lutter seule. Il faut que tu souffres pour savoir ce que c'est d'aimer Dieu sur une terre d'indien... » Exploitée, grugée, battue, elle se méfie de tout le monde : des prêtres, des médecins, des hommes — mariée de force à quinze ans, elle sera veuve à dix-huit, — des voisins,

des orphelins ou des animaux de passage qu'elle recueille.

Ces avatars ne l'ont pas empêchée de danser des nuits entières, de boire comme un trou, de parcourir le pays d'un bout à l'autre, d'abord pendant la Révolution de 1910, puis au cours de la guerre « cristera » de 1928-1929. Elle a serré le goli de la poudre et des batailles (à presque soixante-dix ans, elle serait prête à repartir faire le coup de feu) et un âcre désenchantement de la Révolution (seul Emiliano Zapata échappa à sa vindicte) et des mythes véhiculés par le discours politique officiel : « La Révolution n'a rien changé. On crève simplement un peu plus de faim. »

Avec un humour féroce et une nostalgie constante du temps jadis où « tout était mieux », Jesusa crache son dépit d'avoir été flouée et sa fierté d'avoir rendu coup pour coup. Sa « philosophie », qui s'exprime parfois dans des proverbes insolites (« Quand on n'est malade, l'histoire et le présent vous tombent du ciel »), s'articule autour d'une aspiration obsessionnelle à une liberté totale, qu'elle ne conçoit qu'un moment de sa mort : en plein champ, à l'air libre, loin de la ville-géhenne et du travail abrutissant. Disparaitre dans le ventre des charognards sera son dernier défi à cette société qui lui a obstinément refusé une place au soleil.

CLAUDE FELL.

★ VIE DE JESUSA, d'Elena Poniatowska, Roman traduit de l'espagnol par Michel Serra, Gallimard, 206 pages. Buxton 33 F.

(Publicité)
Deux ouvrages importants pour les GÉNÉALOGISTES et les CHERCHEURS LOCAUX
de L. Alph. Chassant

Diet. des abréviations

latines et françaises du 5^e au 16^e siècle
éd. 1846, 176 pages, in-12.

Paléographie des chartes

et des Manuscrits du 11^e au 16^e siècle
éd. 1846, 176 pages, in-12.
Reliés en un seul volume
Tirage à 500 ex.

PRIX DE SOUSCRIPTION

avant parution : octobre 1980
140 F (France) France
(après parution : 190 F + port)
Ne seront retournés
que les commandes accompagnées
de leur montant.

EDITIONS DE SANCEY
B.P. 16, 10800 Saint-Jullien

l'été, c'est aussi le temps de la réflexion

ALVIN TOFFLER

La 3ème VAGUE

Alvin Toffler annonce le commencement d'une autre histoire humaine

L'EXPRESS

- un document capital
- un livre vivifiant
- une vision percutante de l'avenir

denoël

LIRE EN ÉTÉ

Paul SAVATIER L'HOMME AU GERFAUT

roman

Un citoyen modèle se révolte contre l'injuste Justice.

Nancy ZAROU LIS LUMIÈRE DES TÉNÉBRES

roman

Le roman de la douce Sabra, luttant pour survivre dans l'univers concentrationnaire des filatures du XIX^e siècle.

Gallimard

Jean Edouard Ballier
UN BARBARE EN ASIE DU SUD-EST

NIACHUELA

RUSSIA

tout l'été avec...



"Une grande bouffe chaleureuse, rigolarde et tendre."
Paul Guillard / Le Quotidien de Paris
PRIX R.T.L. GRAND PUBLIC 1980



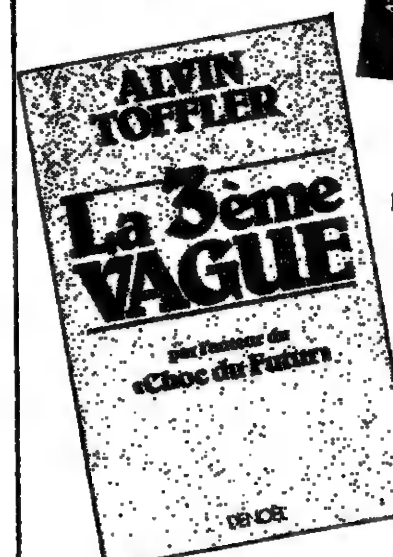
"Cette remontée du temps va au cœur parce qu'elle sent bon le pain chaud, les herbes de la garrigue..."
Gisette Guillard - Anvers
Le Monde



"L'histoire d'une vengeance implacable... aussi bien ficelée que du Dumas..."
Lui



"On est pris à la gorge... par un talent de conteur extraordinaire... par des personnages étonnants... A lire absolument."
Richard Garzarotti
Tribune du Dimanche



"Alvin Toffler annonce le commencement d'une autre histoire humaine."
L'Express



"Une page, une page seulement de Jean Rhys, et la magie opère : les mots vous prennent par la main et vous entraînent loin, si loin."
Françoise Xenakis / Le Monde



des romans,
des documents,
des essais...

histoire littéraire



(Dessin de Bérénice OLIVIER)

Pierre Leroux,

Il est singulier qu'au moment du regain d'intérêt pour les utopies, et particulièrement pour les utopies du dix-neuvième siècle, on ait si longtemps méconnu Pierre Leroux, jusqu'à n'avoir jamais songé à rééditer son ouvrage fondamental : la Grève de Samarez. Fort heureusement, grâce à Jean-Pierre Lacassagne, cette lacune est aujourd'hui comblée. C'est un événement d'autant plus remarquable que l'actuelle redécouverte des œuvres majeures de George Sand, et principalement Consuelo et sa suite obligée la Comtesse de Rudolstadt (1), perdrait une partie de son sens si l'attention ne se portait pas sur celui qui fut, en l'occurrence, et son inspirateur et son collaborateur.

Les ouvrages de Pierre Leroux sont nombreux. Ce sont des textes de combat, écrits dans la foulée des événements intellectuels et politiques qui marquèrent son temps. Homme des publications et des revues plus qu'auteur de livres nettement structurés, Pierre Leroux n'est pas, par sa méthode, sans rappeler Charles Péguy dans la suite des Cahiers de la quinzaine. Il y a, ici et là, une même écriture hésitante, engagée,

Entretien avec Jean-Pierre Lacassagne

« Pénétrer l'avenir »

Avec une passion nourrie et guidée par une érudition exceptionnelle, Jean-Pierre Lacassagne a arraché à l'oubli et au dédain « la Grève de Samarez », et du même coup, son auteur, Pierre Leroux, le « prince des philosophes », le visionnaire dans toute sa démesure, porteur des espoirs du socialisme et de l'utopie romantique. Jean-Pierre Lacassagne évoque, dans l'entretien ci-dessous, les idées de Leroux sur l'art, son amitié avec George Sand et l'influence qu'il a exercée sur Nerval et Baudelaire.

« Il y a une modernité singulière chez Leroux, particulièrement dans sa vision futuriste et multiple de l'art. C'est ainsi qu'il affirmait : « Le poète est un homme de désir et c'est sa pensée qui engendre... »

— C'est bien, en effet, de cette formule qu'il faut partir pour saisir dans sa richesse la poétique de P. Leroux. Il entend par là, que la poésie, et l'art en général, sont exemplaires de l'époque qui les produit, non pas seulement parce qu'ils en sont le miroir ou l'expression, mais parce qu'ils en sont la cause. C'est ainsi qu'il dit, le mieux l'avenir qu'elle porte et qu'elle prophétise. L'artiste n'est pas un « homme de connaissance » ; pourtant, il est celui dont la modernité vraie consiste à refuser l'art intermédiaire » (faux du neuf avec du vieux).

L'emploi du style symbolique où dès 1829 Leroux voit la mutation essentielle, qui définit l'écriture moderne, ne doit pas être un simple procédé qui n'aboutit qu'à « faire de l'art pour le plaisir de l'art ». L'art véritable continue la nature mais il établit des rapports et des rapports de rapports, des accords. Il ne s'agit pas de s'interroger sur ses rapports avec l'utile ou le laid car il dépasse ou dépense l'utile et le laid. C'est ainsi qu'il dit, le mieux l'avenir qu'elle porte et qu'elle prophétise. L'artiste n'est pas un « homme de connaissance » ; pourtant, il est celui dont la modernité vraie consiste à refuser l'art intermédiaire » (faux du neuf avec du vieux).

— La Grève de Samarez et Consuelo ne peuvent pas se comprendre l'un sans l'autre, vous le savez. Vous avez initié l'édition d'une correspondance inédite entre Pierre Leroux et George Sand (1).

— Si l'entrepreneuse aujourd'hui ce travail, l'insisterais bien davantage que je ne l'ai fait sur le caractère unique, dans l'histoire littéraire, de cette amitié. Dans la Grève précisément quand il évoque le prologue de la Mare au Diable, Leroux

(1) Klincksieck.



représent l'expression de Saint-Martin : « Ah ! quand tu écris ces pages, quelle était votre foi ? et que voulions-nous faire moi l'homme de désir, toi l'artiste, toi la sœur de Raphaël comme te l'appelaient dans mon cœur... » Il a bien alors le sentiment d'un échec, mais ce n'est pas l'échec d'un mode de relation, si je puis dire : « Enfants que nous étions ! Nous voulions remplacer ce spectre de la Mort par un ange de lumière venant à pleine main le bled dans le sillon fumant. » Certes la foi de Leroux est intacte. George, elle, s'est découragée mais elle était fille d'un « temps de scepticisme ».

Cette remarque ne doit pas nous masquer la fécondité de ce que j'ai appelé une exceptionnelle symbiose. Je n'en veux pour preuve que l'article de Leroux sur Pétrarque qui reprend, développe, amplifie et situe celui de Sand sur Rousseau. Et Consuelo témoigne de cette communion de démarche, de pensée. Si l'on va au cœur du livre, tout s'y articule en quelque sens qu'on l'entende, autour du thème lerouxien central de l'échange, et quand George Sand écrit en substance qu'il y a des pages ennuyées qui sont d'elle et des pages superbes qui sont de Leroux, elle dit vrai, même si comme je le crois, il n'en a pas écrit une ligne. Et bien des pages de Leroux pourraient être de Sand. La part faite à l'extraordinaire générosité financière de George et à la relative et parfois ingrate mendicité de Pierre, on reste stupéfait de cette interaction, je ne trouve pas de mot meilleur. Pierre n'a pas pensé et George vulgarisé, ils ont coproduit.

« Un dictionnaire des croyances humaines »

— Nerval et Baudelaire, lecteurs de Leroux. Cette rencontre, intéressante et sans doute peu connue, a retenu votre attention.

— Cette rencontre avec Leroux, de J. Crépet à M. Miller et C. Pichols, de L. Ceillier à J. Guillemin, tous les lecteurs avertis de Nerval et de Baudelaire l'ont interrogée. Sans doute étaient-ils les poètes qui pouvaient le mieux le lire en profondeur. Nerval que l'on devine séduire par une philosophie qui aspire à « pénétrer l'avenir » en scrutant toutes les traditions, Baudelaire feuilletant l'œuvre de Leroux comme « un dictionnaire des croyances humaines », reconnaissent en lui un frère. Ces martyrs de l'art ont dû nourrir leur poésie de la symbolique lerouxienne et se conforter dans leur attitude auprès d'un philosophe qui proclamait : « Nous ne sommes pas de ces barbares qui se désolent sans façon du passé et parlent de l'art de notre époque avec un mépris qui fait rire. »

Enfin, et peut-être surtout, toute l'esthétique, toute la philosophie, toute la religion lerouxienne se construisent à partir de ces auteurs qui fascinent Nerval et Baudelaire, car ils s'interrogent, je simplifie, sur le problème du mal : Joseph de Maistre au premier rang.

(Propos recueillis par EDMOND AMRAN EL MALEH)

Un poème philosophique

EN 1857, à Jersey, Leroux conçoit l'ouvrage qui doit contenir tout ce que son expérience et ses livres précédents le pressent d'écrire. A cinquante ans, il se sent « très vieux » et « jeune », avec une « folie d'enfant ». A cette œuvre, il donnera le nom d'une plage qui longe Samarez-Marsh et regarde vers la France. Quel de mieux qu'une grève, au grand vent, battue par les flots, pour s'accorder avec l'océan, pour respirer la pensée de l'océan, pour le rapport de la limite à ce qui n'a pas de limite, se prêter à l'apparition et à l'évanouissement des fantômes (il les interpelle et aux lui parlent), pour susciter un tourbillon de souvenirs, de désirs, de questions, de réponses, de questions encore — tourbillon sans violence, tantôt ralenti, comme près de se défaire, avant de se reformer.

Dans la Grève de Samarez, il semble que Leroux veuille tout dire. Une somme, ce livre, croirait-on donc. Mais comment dire tout, comment parler depuis son île, depuis la plage, et la nature, l'humanité l'enveloppent, l'absorbent, jusqu'à bientôt le changer en petite dévotion, comme ces cadavres de pêcheurs qu'il a vus dans la mer déchiquetés par des homards ? Dire tout, voilà qui exige une parole qui déjoue l'illusion de la limite, qui retien-

tisse en tous sens, sans cesser de faire l'épreuve de sa fragilité et même existence, sans cesser de sentir son lien avec la mort, une mort familière, apprivoisée, si tôt qu'elle s'en fait un soutien. La parole qui déjoue l'illusion de la limite commence par déjouer l'illusion du commencement. Ainsi, avant que ne soit franchi le seuil du livre, Leroux écrit-il une dédicace, un prologue, une préface et un intermède. Dans la dédicace, il s'adresse à son ami, le plus proche autrefois de sa pensée ; dans le prologue et l'intermède, à son ennemi, l'étranger persécuteur, un critique ; il se met en scène avec ses premiers doubles. Dans sa préface, il se demande longuement ce que signifie l'idée d'une préface, pourquoi elle était inconnue des écrivains grecs et romains et pourquoi telle et telle moines du Moyen Âge l'ont découverte ; il parle de la relation qui s'est un jour nouée entre l'auteur et le lecteur, de l'image de la postérité venue se greffer en la transformant sur celle de l'immortalité ; la préface devient signe d'une distinction entre les Anciens et les Modernes, signe de la révolution chrétienne, modalité méconnue d'une communion qui fait écho à l'eucharistie. Nous pensions qu'il retardait le moment du commencement.

L'usage de l'ironie

Ce moment, nous l'attendons. Vaine attente : l'œuvre, découvrons-nous, a déjà surgi de la question de la préface qui est la question même de l'œuvre. Et quand s'ouvre enfin le premier chapitre, ce qui commence, en guise de livre, c'est une longue interrogation sur ce qui pourrait être l'objet du livre. A sa recherche, Leroux consulte ceux qui, dans les dernières années, l'incitaient à rédiger ses Mémoires — tel son « illustre voisin » Hugo — ou bien à consacrer ses vieux jours à la méditation de la Bible, ou bien encore à se tourner vers la « politique active ». Ainsi le chemin de la Grève se trace dans le refus des Mémoires, dans le refus de la théologie, dans le refus de ce que d'autres nomment la politique ; et, en ce sens, l'œuvre livre passage aux souvenirs, à l'exploration de la religion, de la politique et de l'histoire. Fuis, le chemin se poursuit, cette fois dans le refus d'un art qui se voudrait seulement art ; et, ce faisant, l'œuvre interroge le sens de la poésie et se change toujours plus, sous le signe de l'extase et du dialogue avec les fantômes, en un poème philosophique.

Déjouer l'illusion de la limite s'avère alors recuser la division des genres, produire une parole qui n'est assignable à aucun lieu convenu, qui se soustrait au piège de l'objet, qui brouille les frontières du temps, de la vie

de l'humanité et de la vie de l'individu, de l'imaginaire et du réel ; qui extrait de la tradition ce qui se tient toujours en avant du présent et de la modernité, ce qui signale toujours la pesanteur du passé. Enfin, déjouer l'illusion de la limite s'avère maintenir la parole au plus près du mouvement d'invention de la pensée ; ne pas la retrancher de ses accidents, la rendre sensible dans ses associations de mots, dans ses soudaines embardées, dans ses soubresauts et ses défaillances ; ne pas souffrir le partage des petites et des grandes pensées, de l'anecdote et de l'idée ; joindre l'expérience de l'engagement quasi matériel et miraculeux de la pensée à l'accueil des choses qui n'ont pas attendu l'homme pour être.

La pratique de Leroux est risquée, c'est vrai. Il n'est pas tout entier dans sa divagation, dans son comportement, dans ses ravissements ; il écrit. Mais cette ruse, il sait la laisser entrevoir par un usage constant de l'ironie, elle est manière d'échapper à toute posture de domination, manière de se déprendre de tous les brayonnages de l'opinion. Et l'on s'émouvra, la lisant à présent, de découvrir intactes sa revendication sauvage de la vérité et, sous l'effet d'un désir démesuré de tout dire, son habileté à renverser les bornes de l'idéologie.

CLAUDE LEFORT.

سكزا من الأصل

une clé pour le XIX^e siècle

voire parisienne. Le long « article » de Leroux sur Cousin et la réputation de l'école (2) évoque le cahier où Péguy pour-tend M. Daudet et le modernisme théologique.

Pierre Leroux est né en 1797. Il mourut en avril 1871, sous la Commune de Paris. En juin 1848, il fut élu à la Constituante. Il a conservé son mandat avec la Législative de mai 1849. Fin 1851, il a pris le chemin de l'exil, et s'est fixé — avec les vingt-sept membres de sa famille — à Jersey.

C'est là que lui vient l'idée de la Grève de Samarez, qu'il entreprend aussitôt. Le travail sera plus tard interrompu. Mais, tel qu'il nous est parvenu, il prend place parmi les chefs-d'œuvre du romantisme à côté du William Shakespeare de Victor Hugo et de la Bible de Jules Michelet. Lacazezagne a raison de la souligner : c'est le « testament romantique » par excellence.

Ce qui a contribué vivement à occulter la Grève de Samarez, c'est l'action des « hugoliens ». En effet, Pierre Leroux, dans cet ouvrage, fait paraître un Victor Hugo plus fictif que réel, et avec lequel il discute longtemps du rôle et

de la nature de la poésie. En gros, Leroux reproche à Hugo les Contemplations. Il l'accuse d'avoir abandonné la veine qui lui avait dicté les Châtiments. Il ne conçoit la poésie que plée à l'utilité publique, que dévouée aux luttes des hommes et au salut de l'humanité.

C'est un livre-océan, traversé d'éclairs, fusant de tous les côtés, d'une écriture saisissante — avec des images qui sont à vous couper le souffle. On y découvre toute la générosité du monde, mais aussi (et c'est ce qui en fait le pathétique et l'actualité) toutes les injustices qui sont le propre de la générosité.

HUBERT JUIN.

(1) *Cousin et la Comtesse de Eudolstadt*, de George Sand, deux volumes. Éditions de la Sphère.

(2) *La Réformation de l'école*, de Pierre Leroux. Vient d'être réédité par les soins de Jean-Pierre Lacazezagne, aux Éditions Slatkine.

★ LA GREVE DE SAMAREZ, de Pierre Leroux, tome 1 : 427 p. Éditions 1980 F. Tome 2 : 324 p. Éditions 1978 F. Ed. Klincksieck.

La cité future et le tourment de l'infini

PHILOSOPHIE et socialisme : relation qui prête à rire, et le rire ne peut que se ren-forter d'ironie. À ce propos le nom de Pierre Leroux, lui qui, déjà en 1848, déclenchait l'hostilité générale. Vagues de rire qui peuvent avoir la vertu de nous alerter, de nous rendre peut-être disponibles à la parole inextinguible de Leroux. C'est à partir de nos questions — l'urgence du maintien de la philosophie, l'interrogation du projet de la tradition socialiste — qu'un échange fécond peut s'instaurer avec Leroux pour autant que l'on prenne soin de ne faire violence ni à la différence des temps ni à la singularité des expériences. Pour Leroux, un livre, c'est un homme qui parle.

Une tradition socialiste méconnue

Est-ce bien l'histoire que de l'enfermer dans l'alternative libéralisme ou socialisme ? Selon P. Bénéchou, l'auteur du *Temps des prophètes*, tout ce qui, chez Leroux, échappait à la dogmatique socialiste serait retombé dans les failles du positivisme. L'étrange, l'insaisissable Leroux, n'a-t-il pas pour génie de ruiner la validité de cette alternative, de nous inciter à redécouvrir, dans ce dix-neuvième siècle si obscur, une tradition socialiste méconnue ? Très tôt dans le dix-neuvième siècle, on peut percevoir, au moment même de la constitution du socialisme, la conscience d'une « dialectique du socialisme », c'est-à-dire du mouvement interne par lequel l'émancipation verse dans son contraire pour produire une nouvelle figure de la domination.

Aux premiers rangs de ces questionnements obsédés par la répétition se tiennent Pierre Leroux, qui

lorsqu'il proclamait en 1831, lors de son bref passage par le saint-simonisme, l'impérialisme du libéralisme, s'opposait aussitôt à un socialisme qui, se posant comme un absolu, se refermait autoritairement sur lui-même. Une stratégie de l'excès, ou plutôt une stratégie de l'ouverture, vise à lutter contre ce retour du despotisme dans la démocratie, contre ce retour de la domination au sein d'un socialisme unidimensionnel. Par cette voie s'effectue une perpétuelle remise en question de la tradition socialiste, non pour la rejeter, mais pour l'ouvrir à un type de questions qu'elle refuse ou qu'elle étouffe à l'extérieur de son horizon, les tenant pour secondaires, sans objet ou bien comme déjà résolues. Conscience de vie, Leroux a tendu, contre toutes les fragmentations, les divisions, à faire communiquer deux versants de l'œuvre d'émancipation, indissociables tout autant qu'irréductibles l'un à l'autre : la philosophie et le mouvement vers l'association. Par l'utopie, Leroux donne vie, passion, mouvement à la philosophie : il la transforme en religion. Inversement, par l'intervention philosophique, il unit les nouvelles exigences de l'utopie socialiste, il travaille à une synthèse nouvelle.

Leroux veut opérer un véritable décentrement de la philosophie. Il s'agit de faire s'affronter la philosophie et la non-philosophie, de faire sortir la philosophie de son élément en la mettant en présence d'un objet qui lui est hétérogène au point de la contraindre à un changement de forme. La philosophie, en renouant la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, devient politique, ou bien elle pénètre jusqu'au cœur, et devient religion, au sens d'une doctrine générale, susceptible de créer le lien d'une nouvelle communauté humaine.

Leroux ouvre une voie originale tout à l'écart de la philoso-

phie universaliste que de la philosophie militante : prenant appui sur une théorie de l'histoire, il réactive, au sein de la modernité, une figure archaïque du philosophe, comme maître de vie, comme maître de vérité qui, par la pratique de la philosophie à l'intérieur d'un petit groupe, s'élève au rang d'éducateur. Résurgence de l'archaïsme qui tire la parole philosophique de Leroux du côté de la parole magico-religieuse du prêtre, du voyant. En affinité avec le poète plutôt qu'avec le savant, le philosophe se tourne vers le mythe pour donner une expression sensible au projet de la cité future et surtout pour ne pas se couper de la face invisible de l'histoire. C'est comme inviter à rester au plus proche de ce qui est caché dans le mouvement de l'histoire que nous, athés, pouvons percevoir cet appel à une nouvelle religion.

Un perpétuel déplacement

Affrontée à la question sociale, la philosophie devient religion ou exerce un effet de retour sur cet objet hétérogène ; elle va transformer cette question économique, politique, en la question d'une mutation unitaire de la civilisation, en un projet de palimpseste social. Pour la mise en rapport de l'association avec une anthropologie trinitaire, Leroux se dresse contre les cités utopiques homogènes qui réduisent l'homme et ses désirs à une formule unique. Soucieux, au plus haut point, du non-identique, Leroux conçoit l'âme de l'homme sous le socialisme comme polyphonique. Articulée à une volonté de toujours se laisser porter vers les questions dernières, la pensée de Leroux connaît, dans son

écriture même, un perpétuel déplacement, la question la plus triviale s'avérant la plus fondamentale ou reconduisant au plus fondamental, la science communiquant avec la politique, la politique avec l'art, l'art avec la religion.

Aux yeux de Leroux, après l'enfoncement de la solution chrétienne, la condition de l'homme moderne est labyrinthique ; une boueille lui fait défaut.

Au point du temps où nous sommes, nous ne pouvons accueillir qu'avec la plus grande réserve le projet d'une dogmatique socialiste unitaire. Mais sommes-nous vraiment en présence d'une « solution » socialiste destinée à venir remplacer l'ensemble chrétien ? Contre le « petit socialisme », pourrait-on dire, contre les trois vagues unitaires de l'utopie (Saint-Simon, la connaissance ; Owen, le sentiment ; Fourier, la sensation), on perçoit chez Leroux comme le ressentiment d'un socialisme océanique fait d'unité et de multiplicité. Du même mouvement que le grand rationalisme du dix-septième siècle, celui de Leibniz, par exemple, le maître de Leroux, l'association (terme que Leroux préfère à celui de socialisme) ouvre sur l'infini dans la nature, sur l'infini dans l'histoire, sur une nouvelle perception de l'incommensurable.

L'attrait de Leroux pour la forme du poème philosophique pointe, au-delà de la solution socialiste, vers ce qui se révèle comme une « grande politique » de la communication générale, comme échange, en proie à un mouvement interminable. Dans le sillage du mouvement d'émancipation de la modernité, l'association participe de ce qui fait la grandeur du moderne, selon G. Sorel, le tourment de l'infini.

MIGUEL ABENSOUR.

CORRESPONDANCE

Les juifs français sous l'occupation

L'article d'Eric Roussel, Des juifs ont-ils collaboré ?, sur le livre de Maurice Rajzburd : Des juifs dans la collaboration (FUGIF 1941-1944) (voir le Monde des livres du 13 juin), a suscité cette lettre de M. Isidore Kuzmanov.

« Maurice Rajzburd, dans son livre sur l'UGIF, avance que l'UGIF (1) a sauvé des enfants par sonisme. La thèse me paraît aventureuse. Je suis précisément un de ces enfants sauvés par l'UGIF.

« L'UGIF paya de juillet 1942 à juillet 1943 la pension à la famille qui nous gardait après l'arrestation de mes parents le 16 juillet 1942. Profitant des vacances, l'UGIF nous fit passer, mon frère et moi, en son sud, avec une colonie, et nous fûmes confiés au directeur local de l'assistance publique de Saint-Pourçain-sur-Sioule. Les fonds pour notre pension arrivaient via un réseau que j'appellerai le Réseau des femmes peintres. La femme qui nous a reçus chez elle, en plein Paris, en juillet 1943, n'était pas juive. Je l'ai revue en 1945, et elle ne devait, par la suite, de 1943 à 1944, jamais coucher deux nuits de suite au même endroit, car elle était poursuivie par la Gestapo. Je pense que ce réseau bien organisé a dû sauver d'autres enfants. Combien ? Cela, bien entendu, ne se trouve pas consigné dans les archives. Quant à la motivation idéologique de nos sauveurs, je crois qu'elle n'est pas celle indiquée par M. Rajzburd.

« Parmi les personnes qui font le bien, il y a toutes sortes de motivations. Il y a en effet des religieux qui ont sauvé des jeunes juifs pour les convertir, des gens pour adopter de jeunes enfants.

(1) Union générale des Israélites français.

Nous nous souvenons de l'affaire Finaly et d'autres affaires similaires. Mais il n'y a que le résultat qui compte. Le plus urgent était de sauver des enfants voués à une mort certaine. Mon héroïque hôte ne connaissait tout ce qui se passait à Drancy en 1943, par les « permissionnaires » qui en sortaient pour ramasser des biens et des fonds pour ceux qui étaient enfermés. Car le gouvernement de Vichy est allé jusqu'à faire mourir par les juifs ses victimes juives ! Une abomination de plus. Connaissiez-elle l'existence des camps d'extermination ? Peut-être, mais ce n'est pas sûr.

« En tout cas, la thèse de M. Rajzburd me paraît bien orientée trop pour être vraie. S'il a des comptes à régler avec la religion, qu'il prenne un autre terrain de lutte, mais pas celui-là. Il s'y fourvoie.

« D'autre part, M. Maurice Rajzburd fait cette réponse à la lettre que nous vous adressée M. Daniel Amson (le Monde des livres du 27 juin).

« Des juifs dans la collaboration est, certes, un sujet douloureux. Je ne suis donc pas étonné de la réaction passionnelle de Daniel Amson, petit-neveu d'André Baur, l'homme qui fut vice-président de l'Union générale des Israélites de France (UGIF), organisation créée par Vichy en 1941, sous le contrôle du commissariat général aux questions juives et sur ordre des autorités nazies.

« Cherchant à justifier la démarche d'André Baur et de ses collègues de la direction de l'UGIF, Daniel Amson ne fait surtout que rendre plus évidente encore la thèse essentielle de ce livre : « Une fraction importante de la bourgeoisie juive française justifiait toute confiance au régime de Pétain-Laval pour assurer la

sauvegarde des juifs français (anciens combattants prioritaires) au prix, bien entendu, de l'abandon des juifs étrangers à un sort pour le moins incertain. »

« Daniel Amson ne remet d'ailleurs en cause aucun des documents authentiques et souvent inédits cités dans mon livre, qui n'est en aucun cas un travail de justicier mais un simple constat. À ce sujet, il faut poser une nouvelle fois la question : comment se fait-il que les conclusions des travaux du jury d'honneur constitué en 1945, n'aient jamais été publiées ?

« Bien que l'on puisse discuter à perte de vue sur le problème de la collaboration des notables et sur le bénéfice ou la nocivité de cette attitude, il y avait une voie plus difficile, voire, il est vrai, à refuser tout contact avec les nazis et leurs séides français.

« La réaction de Daniel Amson est tout à fait naturelle : il est l'héritier des « bienfaisants » de



l'UGIF alors que je ne suis que le descendant de ceux que l'on persécutait, et sous le regard des nazis... »

Nous avons reçu, aussi, cette lettre du docteur Georges Weill : « M. Daniel Amson, petit-neveu d'André Baur qui fut président de l'UGIF, défend, ce qui est naturel, la mémoire d'une famille juive disparue, parmi des dizaines de milliers d'autres victimes non seulement des Allemands, mais encore de la complicité d'un régime de Vichy tout entier aux ordres de l'occupant. Il est malheureusement exact que l'UGIF a livré des enfants sur ordre des Allemands. J'étais moi-même interné à Drancy de mars 1944 à la libération, et je me suis toujours demandé comment il se faisait que des juifs porteurs de l'étoile jaune puissent organiser avec les Allemands le départ des convois, puis repartir libres de Drancy. Il faut savoir que les Allemands n'étaient pas plus d'une dizaine pour déporter près de cent mille personnes et que sans la complicité des autorités de Vichy et celle bien involontaire de l'UGIF le nombre de victimes aurait, peut-être, été moins important.

« Nous devons à M^{rs} Eliafeld, à M. Rajzburd, à M. Vidal-Naquet de soulever partiellement le voile : existence d'un service de liaison UGIF-Gestapo, regroupement d'enfants-juifs, remise de listes de déportables aux Allemands le 11 août 1944, lorsque la libération était proche, réunion d'une commission d'enquête après la libération, formée d'Israélites bien-pensants ayant souvent passé la guerre hors du territoire national, pour blanchir les dirigeants de l'UGIF, et j'en passe. »

...denoël



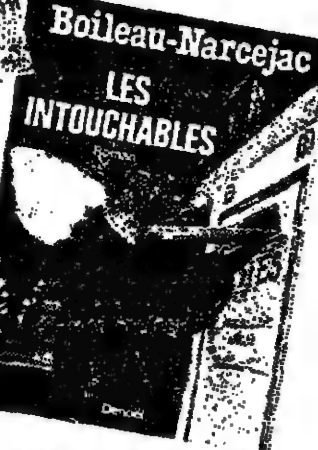
De Tulle à Ussel, ou les cinquante ans de la vie pittoresque d'un petit train exemplaire et départemental.



« Un livre à la gloire de la liberté, la liberté d'être, de vivre selon son cœur. » Jean-Marie Rouart Le Quotidien de Paris



Un roman que l'on absorbe comme du cidre. Il pique, fait des bulles, monte aux yeux et à la tête : un livre à boire sous la tonnelle.



« Et toujours l'inattendu arrive, comme dans tous les romans de Boileau-Narcejac : celui-là appartient à une grande cuvée. » L'Express



« Dans le déferlement des mots, des images, Dominique Rolin bâtit une œuvre forte, nécessaire. » Monique Petitjeu / Le Monde



« L'auteur sait ce que signifie véritablement un mot à qui on a fait dire souvent n'importe quoi : suspens. » Jean-Marie Rouart Le Parisien Libéré



« Une balade au pays des bouffes, de la carambole et des bulles américaines... l'humour au-dessus de tout soupçon. » La Dépêche du Midi



Dans le numéro
JUILLET-AOÛT 1980
du

magazine littéraire

Dossier : DE L'AMOUR

par Jean-Paul ARON - Catherine CLÉMENT
Viviane FORRESTIER - François GEORGE
Dominique GRISONI - Marie-Françoise HANS
Roland JACCARD - Nello NOBILI
Denis de ROUGEMONT

UN ENTRETIEN avec Bertrand de JOUVENEL

ACTUALITÉ DE L'ALLEMAGNE par Lionel RICHARD

U. R. S. S.
Evgenia Ginzbourg
et Piotr Grigorenko
par Georges NIVAT

Des livres pour l'été

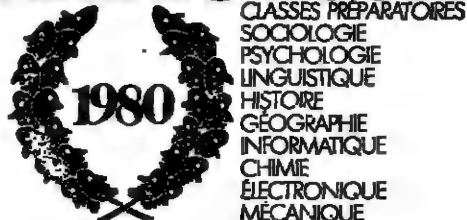
En vente dans tous les kiosques : 10 F

MAGAZINE LITTÉRAIRE
46, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 544-14-51

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO - JUILLET-AOÛT 80 5 RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 03 TEL. 5467233 NO 63-77

LE PALMARES DES UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES



JOBS D'ÉTÉ: BIEN NEGOCIER SON CONTRAT
DES LIVRES D'ENFANTS LES MÉTIERS DU DESIGN
POUR LES VACANCES

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT - EN VENTE PARTOUT 7 F



ABONNEZ-VOUS AVANT AUGMENTATION

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous envoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 70 F pour onze numéros au lieu de 77 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ GRATUITEMENT

l'un des numéros suivants :

- ☐ « Histoire la vérité sur la crise », n° 61, mai 1980.
- ☐ « Les jeunes et l'orientation », n° 60, avril 1980.
- ☐ « Le sport à l'école », n° 58, février 1980.
- ☐ « Que enseignement dans dix ans ? », n° 57, janvier 1980.
- ☐ « Les jeux de société », n° 56, décembre 1979.
- ☐ « Les enfants et la publicité », n° 55, novembre 1979.
- ☐ « Apprendre les maths : la casse-tête », n° 54, octobre 1979.
- ☐ « Orientation : quel bac choisir ? », n° 50, mai 1979.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus de votre numéro-cadeau d'autres numéros. Il vous suffit d'ajouter à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM

Prénom

Adresse

Je vous règle la somme de 70 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyer votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Monde »), au « Monde de l'éducation », serv. abonnem., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 03 - Tél. : 246-72-23

histoire

Un inventaire de la France industrielle

Des manufactures de l'Ancien Régime aux usines modernes.

PREMIÈRE d'une décennie après l'abandon de la démolition des Halles de Salazar, on découvre peu à peu la richesse du patrimoine de la France industrielle : moulins, forges, hauts fourneaux et briqueteries d'autrefois, manufactures et arsenaux des dix-septième et dix-huitième siècles, halles, magasins et usines du Second Empire et de la Belle Époque. Voilà autant de témoignages palpables, accessibles à tous, d'une architecture longtemps méprisée ou ignorée par les amateurs d'art et d'histoire. La protection et l'animation des fabriques et des usines désaffectées les plus remarquables ou les plus significatives de leur époque nous apparaissent désormais aussi nécessaires que le sauvetage de telle abbaye ou de tel château.

Une nouvelle discipline, l'archéologie industrielle, s'est vouée à l'étude des sites, des bâtiments, des machines et des produits de l'industrie. Chercheurs professionnels ou bénévoles, ses pionniers aiment à se définir comme des gens de terrain ; bref, comme des historiens qui vont au charbon. Maurice Daumas est l'un d'eux. Son livre nous propose un premier inventaire de la France industrielle, encore sommaire, bien sûr, de l'aveu même de l'auteur ; mais aussi un itinéraire captivant, foisonnant d'informations, qui nous invite à parcourir une autre France, celle qui justement ne figure guère dans les guides touristiques. Daumas a son franc-parler et son archéologie industrielle en France ravine tous ceux qui ont suivi du discours nostalgique sur la perte de la France rurale.

Les premiers bâtiments industriels, disséminés dans les campagnes, installés à proximité des rivières qui fournissaient l'énergie, ne marquaient pas l'environnement d'une première empreinte trop agressive. Ils étaient édifiés selon l'art de bâtir du pays ou de la province. Ces hauts fourneaux, ces usines ou ces tours à chaux s'intégraient harmonieusement au paysage rural ; on les distingue à peine des maisons alentour : les premières « usines » ressemblent à de grosses fermes.

Très peu de sites industriels

ont gardé leurs caractères primitifs, car la croissance et la modernisation des entreprises ont souvent nécessité la destruction des bâtiments d'origine. Le site, presque inchangé depuis un siècle, de Savignac-Lévrier (Dordogne) montre une forge construite dans la vallée de l'Auvézère, dominée par un petit château à tourelles — la maison de maître, — qui se confond avec les maisons environnantes. Il s'agit d'une entreprise semi-rurale, dont les lieux n'étaient animés que pendant la saison d'hiver, d'octobre à mars ; la forge fermait durant le printemps et l'été, alors que ses employés, mi-ouvriers mi-paysans, travaillaient aux champs.

Cette forge périgourdine, témoin miraculeusement préservé de la première révolution industrielle, demeure un cas exceptionnel ; mais, dans beaucoup d'autres régions, comme en Bretagne — forges des Salles et forges de Palmpont, — les vestiges parfois disséminés d'installations métallurgiques témoignent de la vigueur des sidérurgies régionales qui alimentèrent les marchés locaux jusqu'au début du vingtième siècle.

L'image du seigneur

Les bâtiments des vénérables et prestigieuses manufactures ont souvent mieux résisté aux injures du temps. Le terme de manufacture, très ambigu, n'a pas toujours recouvert la même réalité industrielle. À Saint-Etienne, la Manufacture royale d'armes, créée en 1765, réunissait initialement une douzaine de petites entreprises échelonnées dans la vallée du Furen ; c'est seulement sous le Second Empire que la fabrication en série d'armes légères nécessita la construction, au nord de la ville, d'un superbe ensemble architectural où tous les ateliers furent regroupés.

L'architecture des grandes manufactures, comme celle des arsenaux de la marine, reflète plus l'image du seigneur, du roi, que celle du capitaine d'industrie ou du capitaliste. La manufacture de draps de Dijonval, à Sedan au bord de la Meuse, figure une sorte de « Versailles » manufacturier, avec notamment sa magnifique façade côté rue, merveille d'équilibre et d'équilibre, qui compte quatre-vingt-

quatre baies réparties en quatre niveaux, toutes ornées de motifs différents, de volutes et de feuilles d'acanthus.

C'est le passage de l'énergie hydraulique à la vapeur qui entame le processus d'évolution vers le bâtiment usinier. Avec l'essor du machinisme, la taille croissante des établissements industriels désintègre le paysage environnant ; un autre paysage apparaît, avec ses signes distinctifs, ses éléments singuliers : cheminées d'usine, cônes massifs des hauts fourneaux, gazomètres, colonnes de distillation ou de transfert de fluides, chevalements de mines, etc. Dans la métallurgie et dans l'industrie minière, l'entreprise ne dissimule plus ses activités derrière une prestigieuse façade de pierres de taille. L'adoption des charpentes métalliques et des colonnes de fonte permet de construire d'immenses ateliers à un seul niveau, comme la grande forge du Creusot.

Dans d'autres secteurs, comme les minoteries ou l'industrie textile, le patronat ne se résigne pas à l'abandon du monumental, du sublime, en commandant des usines qui imitent les châteaux forts ou les cathédrales du Moyen Âge : à Roubaix, l'usine Motte-Bossu est entourée par une énorme forteresse en briques de style Tudor, avec ses créneaux et ses tours à mâchicoulis. D'autres entreprises, d'une taille plus modeste, ressemblent à de coquets pavillons de banlieue avec leurs décors de briques polychromes, leur veranda et leur cheminée recouverte de céramique émaillée. D'autres encore, si sobres et si pittoresques, alignent dans des rues sinistres leur monotones façades de briques ou de meulière.

De son âge de pierre à son âge de fer, l'histoire architecturale de l'entreprise a aussi constamment pesé sur la vie quotidienne des ouvriers en améliorant ou en dégradant leurs conditions de travail. L'archéologie industrielle prend une autre dimension, moins sèche et moins technique, quand elle n'oublie pas que le sol de la terre s'est payé depuis des siècles au prix de la sueur et de la peine des hommes.

ANDRÉ ZYSBERG.

* L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE EN FRANCE, de Maurice Daumas, Robert Laffont, 464 p. Brevins 128 F.

Entre la philanthropie et la justice sociale

Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, observateur lucide de la révolution industrielle.

LE DUC de La Rochefoucauld-Liancourt ne s'est pas relevé des deux compléments qui ont été assésés : philanthropie et libéralisme. Lui-même avait prévu le destin que lui réservait la postérité : « Le mot de philanthropie a été si ridiculement employé, et si abusivement appliqué, qu'il est, dans l'esprit de beaucoup de personnes, synonyme de visionnaire ».

Deux ouvrages et quelques lignes dédaigneuses dans les *Histoires de la Révolution française* ne lui avaient pas permis jusqu'ici d'échapper à son profil de visionnaire : un Vincent de Paul du vieux libéralisme, disait-on de lui. Voici enfin un livre qui lui donne sa véritable stature.

Se libérer d'un destin aveugle

Et tout d'abord, le seigneur dont la fortune foncière, énorme à la veille de la Révolution, est ici remarquablement évoquée. Comment oublier que l'un des auteurs, Jean-Dominique de La Rochefoucauld, avait précédemment écrit le scénario de 1788, excellente fresque télévisée sur les revendications paysannes à la fin du règne de Louis XVI ?

C'est en seigneur « éclairé » que se comporte Liancourt lorsqu'il crée des manufactures, nullement à la recherche d'un profit de type capitaliste, mais pour répondre aux problèmes posés par l'émigration et la mendicité. À l'époque, « quatre millions d'hommes ne trouvent jamais où se loger » ; observe un contemporain qui pèche surtout par optimisme.

Ne voyons pas toutefois chez La Rochefoucauld-Liancourt une pensée sociale particulièrement hardie et désintéressée. Les auteurs de ce livre brillant, qui comporte de nombreux documents inédits, s'en gardent bien. Ils résumant fort justement les idées de ce paragon de la philanthropie, qui fut aussi inspecteur général des Ecoles nationales d'arts et métiers et cofondateur de la Caisse d'épargne : « Il s'agit d'armer physiquement et moralement l'homme afin qu'il admette la nécessaire prévoyance du maître et puisse ainsi se libérer d'un destin aveugle qui, pour lui, prend le plus souvent la forme du dénuement. L'homme devient alors une proie facile pour toutes les tentations et les attentats contre la société. » C'est voir juste, au moment où la révolution industrielle précipite la formation d'un nouveau prolétariat. Contrairement à sa légende, Le Rochefoucauld-Liancourt ne fut pas un utopiste, mais, un observateur lucide de son temps, refusant le pessimisme de son aïeul, le célèbre auteur des *Maximes*, pour croire, comme le lui enseignaient les Lumières, en la perfectibilité de l'homme.

JEAN TULARD.

* J.-D. de La Rochefoucauld, C. Weil, G. Del, LE DUC DE LA ROCHEFOUCAULD - LIANCOURT, Librairie académique-Presses, 458 p. Brevins 72 F.

Marguerite Duras Les Yeux veris

2^e tirage

Cahiers de cinéma, numéros 312-313 - juin 1980 - 30 F

Dans les librairies et les kiosques — ou commande à nos bureaux : 4, passage de la Boulé-Blanche - 75012 PARIS.

Un entrepreneur au Siècle des Lumières

LES spécialistes allemands de l'histoire manufacturière ont beaucoup insisté sur ce qu'ils appellent le proto-industrialisation, autrement dit l'industrialisation des campagnes à partir des villes, dans le Flandre du seizième siècle ou dans la France du dix-huitième siècle. Ce processus se traduisait par la création de petits ateliers dans les chaumières, mais aussi par la mise sur pied de grandes entreprises industrielles qui pour l'époque étaient ultra-modernes.

Serge Chassagne dans un livre qui vient de publier la « Collection historique » d'Aubier, dirigée par Paul Lameria et Maurice Agulhon, raconte la vie de Christophe Oberkamp ; cet ouvrier piémontais, devenu patron fut l'un des plus grands entrepreneurs français de l'Ancien Régime finissant, et de l'époque révolutionnaire, puis impériale. Technicien de la gravure et du coloris, venu de Suisse alémanique, et parlant un français qui restera toujours approximatif, Oberkamp est d'abord embauché dans la manufacture de toiles peintes de l'Arsenal (à Paris). La demande des toiles peintes ou imprimées, appelées indiennes, était alors intense, parmi les joies festives de la noblesse et du peuple.

Les Indes, Londres et Jony-en-Josas

En 1760, notre Helvétie, ex-prolétaire, fonde donc sa propre fabrique d'indiennes, au village de Jony-en-Josas, dans ce qui deviendra de nos jours l'assez proche banlieue de Paris. Proletaire actif et génial, le nouvel entrepreneur va faire prospérer sans tarder sa boutique. Il emploie bientôt un millier d'ouvriers dont 27 % sont qualifiés ; leur travail s'accomplit, fait relativement rare pour l'époque, dans un local clos. Les réseaux de la besogne oberkampienne demeurent citadins : les marchés organisés à Paris, certains capitales viennent de Rouen ou de Caen (par des mariages) ; les toiles brutes (qu'on va tindre) viennent de Londres, ou de Lorient, où elles arrivent originellement des Indes.

Mais les bases d'activité sont rurales : les ouvriers d'Oberkamp sont presque tous d'origine villageoise ; ils forment un prolétariat ouvrier-paysan, qui reste centré sur le village de Jony. Malgré ses deux pieds dans la chlorophylle, Oberkamp s'affirme dès le départ comme l'un des inventeurs, avant Ford, de notre nouveau monde industriel. Mariant avec élégance le texte et le chiffre, fondée sur d'importantes dépouilles d'archives, la biographie de ce grand homme, soigneusement tricotée par Serge Chassagne, devrait trouver de nombreux lecteurs parmi les passionnés d'archéologie manufacturière.

E. LE ROY LADURIE.

* OBERKAMPF, UN ENTREPRENEUR AU SIÈCLE DES LUMIÈRES, de Serge Chassagne, Aubier, 251 pages. Brevins 66 F.

LA PEINE DE VIE

Le verdict d'une Cour d'Assises reflète-t-il toujours l'intime conviction librement acquise par la majorité des jurés ? C'est la question clé de ce roman judiciaire qui se conclut par une « peine de vie » qui se substitue à la peine de mort mais qui y conduit de manière aussi inéluctable.

Chez votre libraire ou à

LA PENSÉE
UNIVERSELLE

4, rue Charlemagne
75004 PARIS

مكتبة الأمل

CARNET

Naissances

Madeleine et Marc SIBONY sont heureux de faire part de la naissance de leur fille Olivia Rachel Louise, née le 17 juin 1980, à la Royal Infirmary Lancaster (Grande-Bretagne).

Décès

VINCENT BALLU
Mme Vincent Ballu, son épouse, M. et Mme Bernard Gourin, M. et Mme Leticia Mourin, M. et Mme Jean Forêt, M. et Mme Jean-François Basse, ses enfants, Guérin, Marc, Patrick et Cyril, Olivier, Yann, Damien et Violaine, Mathieu et Delphine, Sophie et Emilie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Vincent BALLU, fondateur et président-directeur général de Technoma S.A., chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole, conseiller du commerce extérieur de la France, décédé le 9 juillet 1980, à l'âge de cinquante-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse avec messe de communion sera célébrée le vendredi 11 juillet 1980, à 14 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Espérance, inhumation au cimetière de Valenciennes.

La Fierme du Camail, Valenciennes, 51200 Espérance.

Les collaborateurs de la société Technoma ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général.

M. Vincent BALLU, fondateur de la société, dont les obsèques auront lieu le vendredi 11 juillet 1980, à 14 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Espérance, 54, rue de l'Électricité, 51200 Espérance Cédex.

[Fondateur en 1952, puis P.D.G. en 1955, de la société de mécanique agricole Technoma à Espérance, Vincent Ballu était né le 2 août 1920 à Murdeuil, dans la Mayenne. Il était ingénieur de l'école spéciale des travaux publics, il a exercé des responsabilités professionnelles au sein de Syndicat des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles, ainsi qu'à l'intérieur de la Fédération des constructeurs de machines agricoles. Il était vice-président de la chambre de commerce de Reims (depuis 1977) et conseiller du commerce extérieur de la France. Chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite agricole.]

Obituaires

On nous prie d'annoncer le décès de

Mme René DUGAST, née Idelette Allier, survenue paisiblement à La Celle-Saint-Cloud, le 6 juillet 1980. L'inhumation a eu lieu à Paris, dans l'intimité familiale. Un service religieux sera célébré ultérieurement en l'église réformée de Vanves.

De la part de Mme Jacques Allier, sa belle-sœur, St de ses neveux et nièces Allier, Bonchard, Graft, Schlumberger, Le Logeo, 95370 Sarzeau.

[Envoyé au Cameroun en 1959 par la Société des missions évangéliques de Paris, puis élève de Marcel Mauss, Idelette Dugast avait acquis une connaissance approfondie des ethnies du sud du pays, en particulier des Baka, auxquels elle devait consacrer d'importants travaux d'ethnologie et de linguistique, dont « L'agriculture chez les Baka » (1964), « Essai sur le peuplement du Cameroun » (1968), « Inventaire et description des Baka » (1972). Elle allait d'autre part largement contribuer à l'organisation de la recherche scientifique au Cameroun comme secrétaire générale de la Société d'études camerounaises, devenue ensuite un des centres de l'Institut français d'Afrique noire, puis un centre de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer.]

Gap, Grenoble, La Bâle-Neuve.

Patrick BOESSIE

est entré dans la paix de Dieu le 24 juin 1980, à l'âge de trente et un ans.

François et Marion Brossier, Jean et Renée Brossier, ses parents, Monique et Denise Brossier, Bruno et Danièle Brossier, Guy et Brigitte Brossier, Eugène et Martine Brossier, Claire et Bruno Brossier, Anne Brossier et Jean-Yves Clément, Blandine Brossier (†), Véronique Brossier, ses frères et sœurs et leurs enfants, Mme Brossier Levard, sa grand-mère, M. et Mme Jaumes-Termier, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille et ses amis, lui ont rendu un dernier hommage.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a été célébrée le vendredi 11 juillet en l'église de La Bâle-Neuve (Hautes-Alpes).

Mme R. KASS, son épouse, Mmes O. Drucker et E. Holzman, ses sœurs,

M. L. Kass, son frère, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

Isaac KASS, survenu le 8 juillet 1980.

L'inhumation aura lieu au cimetière Bagneux-Parisien, le 11 juillet 1980, à 9 heures, de la République, face Hôtel Moderne, à 8 h. 15. Cet avis tient lieu de faire-part.

Obituaires

Mme Jacqueline Cordier, sa compagne, Mme Annie Maseaud, née Idelette Allier, M. Leticia Mourin, M. et Mme Jean Forêt, M. et Mme Jean-François Basse, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves MAUDET, survenu le 8 juillet à L'Armour-Picquien (22), dans sa soixante-dix-huitième année.

Les familles H. Mme. Bourvitch, Bernan, Broner et Patermich ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Charles MINC, née Ida Bernan, survenue le 9 juillet 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation dans le cimetière de famille aura lieu le vendredi 11 juillet au cimetière de Bagneux-Parisien, à 14 h. 15, porte principale.

M. et Mme Jean Forêt et leurs enfants, M. et Mme Cortes Chronopoulos, M. et Mme Jean Forêt et leurs enfants, Mlle Hélène Artaki, M. et Mme Henry Goussier, Mlle Catherine Goussier, M. et Mme Peter Goussier et leurs enfants, M. et Mme Phodion Franchouk, M. et Mme Anastas Christis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges SPYRIDAKI, conseiller culturel de l'ambassade de Grèce à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 4 juillet 1980 à Paris.

[Né le 22 juillet 1908, installé depuis son adolescence en France, Georges Spyridaki fut, avant d'assumer ses fonctions diplomatiques, directeur de la fondation hellénique de la Cité universitaire de Paris, puis chargé de cours à l'Institut néohellénique.

Poète et essayiste, il a publié en grec comme en français. Son apport à la vie littéraire parisienne, qu'il connut de près, aura surtout été l'approfondissement de l'héritage grec et la démonstration de sa « modernité ».]

Remerciements

Mme André Carrus et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques d'amitié et de sympathie qu'ils ont reçues à l'occasion du décès de

M. André CARRUS, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

Pour le neuvième anniversaire de la mort de

docteur Edouard GRANOTIER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui restent fidèles à son souvenir.

M. Joseph THONNET, prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de leur venir en aide pour leur faire part de leurs remerciements.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, St leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Robert BARGAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de sa femme et de ses enfants.

SPORTS

CYCLISME

Le sabotage du maillot jaune

De notre envoyé spécial

Pau. — Il n'y a plus de maillot jaune dans le Tour de France. Après avoir terminé, mercredi 9 juillet, l'étape Agen-Pau au sein du peloton, après avoir tenu des propos rassurants sur son état de santé et laisser croire qu'il était prêt à défendre sa place de leader dans les Pyrénées, Bernard Hinault (1) a quitté la course par la petite porte. Seuls les organisateurs, MM. Jacques Goddet et Félix Lévitan, ont été avertis de sa brusque décision, tard dans la soirée, mercredi 9 juillet. Vers 22 h. 30, il montait dans la voiture conduite par sa femme pour rejoindre son domicile à Yffrac (Gers-du-

apparemment pas aggravé. Bien que dominé mardi dans l'étape contre la montre Damazan-Lapume, remportée par Zoetemelk, il avait conquis le maillot jaune, qui aurait dû légitimer ses ambitions. Nous avions alors formulé des réserves sur ses chances de gagner ou même de terminer le Tour (le Monde du 9 juillet). Cependant, répétons-le, il entendait s'imposer de nouveau en tête en montagne, plusieurs interviews récentes en témoignent. Si l'on en croit le diagnostic des médecins, il n'était



(Dessin de CHENEZ.)

Nord), ce qui semble indiquer que son abandon était prémédité. Il reste maintenant à connaître les raisons exactes de ce départ précipité, pour le moins suspect, et il nous paraît important que la lumière soit faite sur l'affaire, car elle comporte bien des ambiguïtés.

Depuis l'arrivée à Compiègne, c'est-à-dire depuis une semaine, le coureur breton souffrait du genou droit et il avait parlé à plusieurs reprises de renoncer. Mais, durant ces derniers jours, son état ne s'était

pas atteint de tendinite, ainsi qu'on pouvait le craindre, et la douleur qu'il ressentait au genou devait être supportable, puisqu'il avait réussi à prendre la tête du classement général au soir de la dernière étape.

Pourquoi donc cette capitulation soudaine ? Cyrille Guimard, directeur

sportif du groupe Renault-Gitane a fourni des explications confuses, autant qu'embarrassées. Elles n'ont pas convaincu les journalistes, qui s'accrochent à une vedette à laquelle ils accordent une large publicité. En s'acquiesçant sur la pointe des pieds à l'heure où tombent les premières éditions, Hinault leur a refusé le droit à l'information. Et il s'est moqué d'eux, se vantant de leur prochain rendez-vous au sommet du Tourmalet. On vantait pourtant sa ponctualité.

S'il est vrai, comme on a cru le comprendre, que l'ancien vainqueur du Tour de France a choisi l'abandon sans plus attendre pour ne pas compromettre la suite de sa carrière, l'événement revêt une évidence gravée, et l'on peut se demander si l'avenir du coureur n'est pas déjà hypothéqué. On se rappelle que Bernard Hinault avait connu une première alerte pendant Paris-Nice, et que Cyrille Guimard avait souffert du même mal au point d'abandonner lui aussi le Tour de France en 1972, puis la compétition peu après. Voilà des coïncidences fort troublantes qui n'incitent pas à l'optimisme.

Privé de son favori présumé invulnérable, le Tour 80, maintenant, devrait se jouer entre Zoetemelk, nouveau leader (qui a décidé de ne pas porter le maillot jaune au départ de Pau), Kuiper, Pevsner, voire Lubbarding, Claes ou Bazzo. Il gagnera en intérêt, non en qualité.

JACQUES AUGENDRE

CLASSEMENT

Douzième étape, Agen-Pau (104,1 km). — 1. Knutemann (P.-B.), 8 h. 45 min. 24 sec. (moyenne : 32,7 km/h) ; 2. Pevsner (Belg.), à 1 min. 13 sec. ; 3. Vandenberghe (Belg.), à 1 min. 13 sec. ; 4. Van Vliet (P.-B.), à 1 min. 25 sec. ; 5. Jaco (Belg.), à 1 min. 25 sec. ; 6. Delcroix (Belg.), à 1 min. 25 sec. ; 7. Kelly (Ir.), à 1 min. 25 sec. ; 8. Knutemann (P.-B.), à 1 min. 25 sec. ; 9. Lubbarding (P.-B.), à 1 min. 25 sec. ; 10. Claes (Belg.), à 1 min. 25 sec. ; 11. Bazzo (Fr.), à 1 min. 25 sec. ; 12. Kuiper (Fr.), à 1 min. 25 sec. ; 13. Zoetemelk (P.-B.), à 1 min. 25 sec. ; 14. Pevsner (Belg.), à 1 min. 25 sec. ; 15. Knutemann (P.-B.), à 1 min. 25 sec. ; 16. Bazzo (Fr.), à 1 min. 25 sec. ; 17. Claes (Belg.), à 1 min. 25 sec. ; 18. Knutemann (P.-B.), à 1 min. 25 sec. ; 19. Bazzo (Fr.), à 1 min. 25 sec. ; 20. Kuiper (Fr.), à 1 min. 25 sec.

JEUX OLYMPIQUES

Plusieurs personnalités dénoncent le « contrat moral » imposé par le C.N.O.S.F. aux sportifs qui iront à Moscou

Plusieurs personnalités, parmi lesquelles MM. Louis Leprieux-Ringet, de l'Académie française, Bernard Stasi, membre du conseil national de l'U.D.F., et Adrien Zeller, député (app. U.D.F.) du Bas-Rhin, viennent de créer un « comité pour l'action des sportifs français en faveur de la paix et de la liberté ». M. Zeller, animateur du comité (1), c'est-à-dire, jeudi 26 juin, contre le « contrat moral » imposé par le Comité olympique français (C.N.O.S.F.) aux sportifs qui participeraient aux Jeux de Moscou.

« Il s'agit d'un décret M. Zeller, d'une mesure exorbitante contraire à ce qui fut demandé (notamment par une partie des forces politiques) aux footballeurs qui se sont rendus en Argentine lors de la Coupe du monde après que l'on eut, là aussi, défilé de l'opportunité d'un boycottage. » Il s'agit d'une mesure d'autant plus inopportune et déplacée que l'on n'a pas le sentiment que le C.N.O.S.F. ait réussi à empêcher l'U.R.S.S. de faire de ces Jeux un moyen de propagande pour le régime et même une occasion de répression des contestataires du régime.

« Certains athlètes, notamment le coureur de demi-fond Marjo, avaient l'intention, précédemment, de porter témoignage de leurs convictions de citoyens », a poursuivi M. Zeller, qui a engagé les sportifs à « prendre conscience de leurs possibilités comme de leurs responsabilités. Tout acte public, toute démarche, toute manifestation, tout geste de solidarité envers ceux qui souffrent de l'oppression du régime soviétique,

(1) U.F. n° 73, 87000 Bayonne.

ROGER MILHAU ET PHILIPPE DUPONT BONS POUR MOSCOU

En dépit de la pluie et de la température fraîche, les deux coureurs de demi-fond Roger Milhau et Philippe Dupont ont parvenus, mercredi soir 9 juillet, à Saint-Maur (Val-de-Marne), à courir 800 mètres en moins de 2 min. 47 sec. C'était la huitième fois que ces deux athlètes, à qui avait été fixé le record technique national de l'athlétisme, Jean Picoch, pour confirmer leur participation aux Jeux olympiques de Moscou.

Le coureur fut lancé par Claude Anicet, spécialiste du 400 mètres, puis à 300 mètres du but, le recordman de France, José Marjo, prit le commandement pour « aspirer » jusqu'au début de la ligne droite ses deux camarades. Sur le fil, Milhau était chronométré en 1 min. 46 sec. et Dupont en 1 min. 46 sec. 1/10 ; tous les deux améliorèrent sensiblement leur record personnel. Leur performance les a placés parmi les dix meilleurs performeurs mondiaux de l'année.

Petit secret pour faire de grosses économies en achetant votre moquette

Il suffit de vous adresser à un soldat professionnel. Il pratique le circuit court. Un exemple : la grande braderie qui se déroule chez AERIBAC jusqu'au 15 juillet. Vous y trouverez vingt moquettes de grandes marques dégriffées à moins de 20 F le m², soit 20 % moins cher que les prix habituels déjà soldés ! Pourquoi ces prix surprenants ? Tout simplement parce qu'il s'agit d'une opération de déstockage des usines qui doit se poursuivre jusqu'à épuisement des stocks.

Dernière heure : 5 % de remise supplémentaire sur présentation de ce communiqué.

ARTISANS RECUPERATEURS 8, Impasse St-Sébastien, Paris-11^e (donnez 32, rue St-Sébastien, puis rue Alphonse-Baudin) Tél. 355-66-58

DORIAN GUY
CHENISIER-HABILLEUR
36, avenue George-V

SOLDES
d'articles d'été
DERNIERS JOURS
★
de 9 h 30 à 19 h

LA BAGAGERIE®
PROMOTION
2 VALISES
une grande et une petite
795 F
la valise
55 cm 395 F • 65 cm 495 F
70 cm 550 F • 75 cm 595 F
Paris : 13, rue Tronchet • 41, rue du Four
74, rue de Passy • Tour Maitre Montparnasse
Lyon : La Part-Dieu
Env. : contre remboursement 13, rue Tronchet - 75008 Paris.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
autres préparations :
- BTS Comptabilité
- Capacité en Droit
L'ECOLE CHEZ SOI
1, rue Théard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél :

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,56
AGENDA	39,00	45,56
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAHÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	38,80	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Nous sommes une entreprise renommée en SUISSE, spécialisée dans la technique des télécommunications, et cherchons pour accroître notre équipe

1 ingénieur de projet systèmes radio

Après une période de formation intensive, le candidat sera chargé des problèmes techniques et, en partie aussi de la direction de projet de systèmes radio complexes qui sont souvent réalisés à l'étranger.

Cette tâche intéressante et exigeante sur le plan technique qui implique des voyages de temps à autre, comprend en plus une fonction de conseiller d'ingénieurs de vente et des clients ainsi que la responsabilité d'éclaircir des questions complexes en cours relatives à la planification et à la réalisation de projets.

Pour ce poste nous cherchons un ingénieur électronicien diplômé universitaire ou des grandes écoles qui a de l'expérience dans le développement, l'élaboration de projets et le contact avec les clients et qui dispose de bonnes connaissances de langues.

Nous nous ferons un plaisir de vous accueillir au sein de notre jeune équipe dynamique.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Monsieur Ch. Würmli, AUTOPHON SA, CH-ZÜRICH, ou envoyer-lui votre offre de services et les documents habituels.

AUTOPHON SA

CH-8036 Zurich, Steinstrasse 21 Tel.No. (01) 35 85 35

Ingénieur électricien en Afrique du Sud

Importante société française d'ingénierie, basée à Paris, nous livrons clé en main d'importantes installations industrielles en France et à l'étranger. Notre clientèle d'Afrique du Sud, très importante et de longue durée nécessite vos concours et vous êtes ingénieurs diplômés et si vous justifiez de 5 ans d'expérience sur un chantier. Responsable d'une petite équipe, vous serez chargé de la planification et du suivi des travaux de montage et d'essais de matériels électriques (équipements de contrôle commande électrique, de régulation et d'automatisme, d'instrumentation etc.). Vous préparerez, ordonnerez et gèrerez les documents techniques relatifs à ces matériels. Vous suiverez les travaux, réaliserez les comptes rendus de bilans de montage et d'essais. Vos collègues, principalement des ingénieurs, compteront sur votre expérience et vos précieux conseils pour tout ce qui traiterait votre domaine : l'ELECTRICITE. Nous vous demandons de parler anglais, bien sûr. Votre affectation est prévue en principe pour septembre. Vous bénéficiez du statut et des avantages liés à l'expatriation. Exp. carrière, 64, rue la Botte 75008 PARIS nous transmettra rapidement votre candidature sous référence 6065 M.

ORGANISATION INTERNATIONALE - GENÈVE

Une organisation internationale basée à Genève offre un poste d'économiste ou d'économiste-démographe à pourvoir dès que possible dans le cadre du programme en matière de population et de travail qui est financé par le Fonds des Nations Unies pour les activités de population. Ce poste comporte l'utilisation du résultat de recherches sur la population et l'emploi pour étayer les activités de coopération technique aux niveaux régional et national.

Les domaines couverts sont les suivants : planification de la population, de l'emploi et du développement ; études des interrelations de la population, des migrations, de la main-d'œuvre, de l'emploi et du revenu et analyse de celles-ci en vue de dégager des politiques ; mise au point de programmes de formation spécialement adaptés à des régions et concernant la démographie, l'emploi et le développement.

Qualifications requises : un doctorat en science économique du développement ou de la démographie économique, ou des titres de premier ordre à la fois en économie politique et démographique, ou une expérience équivalente ; la connaissance ou l'expérience pratique du travail dans les pays en développement, surtout les pays francophones ; le français comme langue de travail, mais avec une bonne connaissance de l'espagnol et de l'anglais. La préférence sera donnée aux candidats qui sont ressortissants de pays en développement, mais les autres nationalités sont également admises.

Conditions d'emploi intéressantes : excellent traitement et allocations ; 30 jours ouvrables de congé annuel ; assurance santé.

Les candidatures, portant référence HQ/PT/EMP/POP/80/V, comprenant un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au : Département du personnel, Case postale 800, CH 1211 GENÈVE 22.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de COTE-D'IVOIRE

recherche

UN INGÉNIEUR

AYANT UNE PARFAITE CONNAISSANCE DES CHAINES DE FABRICATION MÉCANIQUE POUR ASSURER :

- La responsabilité technique des filiales de production ;
- La formation continue dans les disciplines mécaniques.

Ce poste basé à ABIDJAN requiert :

- une expérience de 5 à 10 ans en atelier ;
- une première expérience pédagogique ;
- des compétences en gestion.

Une disponibilité rapide sera un avantage. Adr. candidature manuscrite, C.V., photo et prêt, sous le 5187, COTEDIVOIRE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

PETROCONSULT

recherche pour

L'ÉTRANGER SUPERVISEUR

GENIE - CIVIL expérimenté pipe-line nécessaire. Tél. ou écrire : 41, rue Vercy, 93200 NEUILLY, Téléphone : 750-10-00.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

DUBOUTI

recherche

CHEF COMPTABLE

exp. + anglais courant, salaire motivant + avantages liés à l'expatriation. Adresser C.V. + photo + photo. 53A, 71, RUE FONDARY, 75015 PARIS.

Urgent ch. leme file ou sevr payent. mand. adresser les inf. pr. Hattberg, Ch. pers. Dénis Widenmeyer 50, D 555 GLINDE - R.F.A.



emplois régionaux

Société Genoise

recherche

INGÉNIEUR D'EXPLOITATION

en chauffage

ayant une expérience de plusieurs années dans l'exploitation de grosses chaufferies ou unités de production industrielles à feu continu (la connaissance d'incinération de déchets, et la chauffe au charbon sera appréciée).

Le candidat, âgé d'un minimum 30 ans, devra avoir une formation d'ingénieur Arts et Métiers ou Généraliste ou une expérience professionnelle équivalente. Il devra en outre avoir une bonne aptitude à l'encadrement du personnel.

Ecrire sous le n° 8262 à : « le Monde » Publiée, 5, rue des Italiens, 75017 PARIS CEDEX 09, qui tr.

Importante Société Limousine (S.A. : 140 M.)

Papeterie - Cartonage, recherche

HEC-ESSEC-ISA

Promo 88-72, solides expériences commerciales, vocation académique d'1 à 5 ans à une véritable responsabilité de direction.

Envoyez à SEL-P, 31, rue St-Paul, 87000 Limoges.

STE EXPERTISE COMPTABLE

Région Aix-en-Provence, recherche pour poste responsabilité

CADRE NIVEAU

MEMORIALISTE

Tél. : (02) 23-37-15, le matin.

M. AIXOISE

Sur. d'équip. et de réalisations en systèmes électroniques et micro-inform. recherche

1 INGÉNIEUR ELECTRON. expérimenté sur micro-proc. et syst. de gestion. Exp. C.V. et prétentions à : DIGITONE RN 94 1979 1970 - LA BARQUE.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer liabement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiée » ou d'une agence.

RECHERCHE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Connaissances : électronique, anglais, C.V., photo, prêt, à MIMOSA, rue Senouque, 75013 PARIS, qui transmettra.

E.C.L.

pour débutant

6 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

COBOL/OS MVS TSO

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

PL 1 IMS/DLI

offres d'emploi

UN IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES ET REASSURANCES

ETABLI AU MOYEN-ORIENT

RECHERCHE

UN DIRECTEUR FINANCIER POUR CONTRÔLER

SES ACTIVITÉS INTERNATIONALES CENTRALISÉES À PARIS

Le candidat aura pour mission de mettre en place un système de contrôle financier et de gestion. De plus il devra diriger au jour le jour un personnel qualifié en assurances et réassurances. Sa fonction sera également de planifier la stratégie financière et fiscale des activités internationales du groupe et de gérer le portefeuille des investissements.

Ce poste de responsabilité conviendrait à un directeur financier très qualifié, ambitieux et actif, possédant une solide expérience dans le secteur des assurances et réassurances.

Une pratique courante du français et de l'anglais est exigée ainsi qu'une connaissance de la législation française en matière d'assurances et une bonne expérience des relations avec les banques.

Le secret des candidatures est garanti. Les lettres doivent contenir toutes les informations intéressantes concernant l'âge, les diplômes, la carrière, la rémunération souhaitée et l'expérience professionnelle (Ref. 905/120).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 753 au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE

Conseil en Gestion du Personnel

397 rue de Valenciennes - 75015 PARIS

offres d'emploi

IMPORTANTE FABRIQUE

SIÈGES MODERNES

recherche

INSPECTEUR

DES VENTES

HAUT NIVEAU

Gestion secteur négoce

Province, Homme de terrain et de synthèse

Ecr. avec C.V. et prétentions

SIÈGES STEINER, 12, boulevard, Marbais-Pach, 92160 NOISY-LE-GRAND.

Société location véhicules

Banque nord-est, Paris

J.H. AGENTS COMPTOIR

dequers O.A., Notons

compabilité et coales

Ref. ouquet - Libre de suite

Permis V.L. - Ecrire à :

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

10, rue de la République, 92160 NOISY-LE-GRAND.

Le Monde

économie

MARCHÉ COMMUN

Le vote du budget européen met provisoirement fin au conflit entre les Neuf et l'Assemblée

Strasbourg. — Mme Veil a constaté, le 7 juillet, que le budget de la Communauté pour 1980 était définitivement adopté. Après avoir l'Assemblée européenne avait repoussé, à une large majorité, deux propositions de rejet global, l'une émanant des travaillistes britanniques — qui se distinguaient ainsi du reste du groupe socialiste, — l'autre des radicaux italiens ainsi que de quelques autres parlementaires non inscrits. Ainsi s'achève le

conflit qu'avait fait naître, en décembre 1979, le rejet par l'Assemblée du projet de budget que lui présentait le conseil des ministres des Neuf. Provisoirement, est-on tenté de dire, tant il ressort clairement des déclarations faites mercredi qu'une fraction importante de l'Assemblée n'est pas satisfaite du résultat final et a la ferme intention de reprendre le combat dans les mois à venir, à l'occasion des discussions sur le budget pour 1981.

De notre envoyé spécial

d'une telle réforme : la nécessité de réformer les dépenses agricoles pour les secteurs excédentaires, de modifier l'équilibre budgétaire en faveur des politiques sociales, régionales et structurelles.

Mais les progrès réalisés ne sont pas suffisants. « La part de l'agriculture dans le budget communautaire est encore beaucoup trop importante. Pour au long de la procédure le conseil des ministres a fait preuve de beaucoup de mauvaise volonté. (...) Mais le débat général continuera pour le budget 1981. L'équilibre budgétaire des ressources propres demandera de nouvelles coupes dans la section garanties du FEOGA (1), et ce, non pas à une date éloignée, mais dans la procédure budgétaire pour 1981. »

Le budget de la Communauté pour 1980 représente finalement,

en crédits d'engagement, un total de 17 318 millions d'ECU. Comme pour souligner la continuité du débat budgétaire, le commissaire compétent, M. Tugendhat, a présenté mercredi soir à la commission des budgets de l'Assemblée l'avant-projet pour 1981 établi par la Commission européenne. Principale innovation, le texte a été préparé en tenant compte de l'adhésion de la Grèce à la C.E.E. le 1^{er} janvier 1981. Il s'agit ainsi du premier budget d'une Communauté à dix.

Son volume global atteint 21 731 millions d'euros (en crédits d'engagement), soit une augmentation de 35 % par rapport au budget en 1980. Outre les crédits à affecter à la Grèce, cette forte progression s'explique, selon la commission, d'une part, par les récentes décisions du conseil concernant les prix agricoles 1980-81 (augmentation de 5 % des prix communs), de l'autre, par la réduction de la « contribution nette » du Royaume-Uni au budget européen. Avec un tel budget, les ressources propres disponibles (2) seront pratiquement épuisées.

Les gouvernements membres, la commission et l'Assemblée vont devoir bientôt choisir parmi les différentes possibilités suivantes : stabiliser les dépenses, accroître les ressources propres (le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne fédérale y sont opposés), modifier les règles financières de la Communauté. Le débat budgétaire des mois à venir revêtira donc une dimension inhabituelle : c'est en fait à une réorganisation importante de la Communauté que ces institutions seront contraintes de procéder. En outre, pour l'Assemblée la bataille budgétaire de décembre ne peut être envisagée dans les mêmes termes que celle qui vient de s'achever, les problèmes à appréhender sont d'une tout autre ampleur.

Aussi, lors d'une conférence de presse mercredi soir, Mme Veil a-t-elle insisté sur la nécessité de concevoir « une nouvelle Europe ». Comment sortir de la crise actuelle ? La présidente de l'Assemblée ne croit pas « qu'on puisse se contenter d'aller d'un problème à l'autre », de colmater les brèches. « Il faut faire, a-t-elle souligné, un effort de réflexion et d'imaginer pour repenser les équilibres européens et la conception même de la Communauté en raison des changements politiques et économiques qui se produisent. Nous devons pratiquer des changements en profondeur aux institutions que ceux intervenus au moment du traité de Rome. »

PHILIPPE LEMAITRE.

- (1) Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles.
- (2) Les ressources propres sont composées par les droits de douane et prélevements agricoles perçus aux frontières de la Communauté et par une fraction ne pouvant dépasser 1 % des recettes du T.V.A.

« Vers un boycottage des pommes françaises en Grande-Bretagne ? Des importateurs, grossistes et détaillants britanniques auraient décidé, selon la présidente du syndicat des femmes exploitantes agricoles, Mme Margaret Charrington, de boycotter, à partir du 1^{er} août, les pommes golden en provenance de France. Cette décision serait inscrite dans le cadre d'une guerre de survie des producteurs de fruits britanniques. » (A.F.P.)

AFFAIRES

Importante restructuration dans l'industrie française

Rhône-Poulenc cède sa chimie lourde au groupe Elf-Aquitaine

Les structures de la chimie française vont être profondément bouleversées. Le groupe Rhône-Poulenc a en effet décidé de céder ses actifs dans la chimie de base (pétrochimie, polychlorure de vinyle chloré) en les apportant à une filiale commune créée avec le groupe d'Etat pétrolier Elf-Aquitaine qui la contrôlera à hauteur de 80 %.

Ces apports, évalués à 1,75 milliard de francs, seront payés en espèces à hauteur de 1,3 milliard de francs. Ce trésor de guerre devrait permettre à Rhône-Poulenc de mettre l'accent sur la chimie fine, la pharmacie, l'agrochimie, la biologie, domaines d'activités à haute valeur ajoutée et promis à un développement considérable.

Le groupe Elf-Aquitaine de son côté augmentera considérablement son potentiel dans la pétrochimie et renforcera son intégration en aval. Une opération logique qui sera sans aucun doute approuvée par les pouvoirs publics.

Le groupe Elf-Aquitaine de son côté augmentera considérablement son potentiel dans la pétrochimie et renforcera son intégration en aval. Une opération logique qui sera sans aucun doute approuvée par les pouvoirs publics.

LES ACCORDS INDUSTRIELS

Une opération en deux temps

I. — REORGANISATION DE NAPHTACHIMIE.

La société Naphtachimie, plateforme pétrochimique installée à Lavéra, près de Marseille, est transférée en coopérative, la part de Rhône-Poulenc étant ramenée de 57,2 % à 50 %, celle de la Société française des pétroles S.F.P. (S.F.B.P.), filiale du puissant groupe pétrolier British Petroleum, étant portée de 42,8 % à 50 % : chaque associé fournira les charges pétrolières qu'il fera traiter au prorata de sa participation et sera propriétaire de tous les produits ainsi fabriqués, au premier rang l'éthylène. Dans les productions en aval, une nouvelle répartition est effectuée, en fonction des besoins de chacun. La S.F.B.P. reprend l'oxyde d'éthylène et ses dérivés, les polyéthylène et les polyisobutylène. Rhône-Poulenc assure la totalité de l'oxyde de propylène et rachète à la S.F.B.P. l'autre moitié du G.I.E. Gexaro (production du benzène).

Enfin, les deux partenaires se répartissent à 50-50 la participation de Naphtachimie dans Oxochimie (50 %). Ces opérations croisées se solderont par un versement de 100 millions de francs opéré par S.F.B.P. au profit de Rhône-Poulenc.

II. — ACCORD RHÔNE-POULENC-ELF-AQUITAINE.

Dans un deuxième temps, Rhône-Poulenc apporte sa part

de Naphtachimie, plus la quasi-intégralité de sa chimie lourde, à une nouvelle société dont le groupe pétrolier d'Etat détiendra 80 %. Font partie des apports la production de chlorure de vinyle monomère (C.V.M.) et de polychlorure de vinyle (P.V.C.) et une partie de la production de chlorure et de solvants chlorés dans les usines Rhône-Poulenc de Lavéra, Saint-Aubin, Saint-Font et Roussillon, plus la participation de 25 % dans Oxochimie, celle dans les associations du vaporaqueduc de Feyzin, les puits de sel de Vauvert et le Saumoudu alimentant l'usine de Lavéra, plus des intérêts de 50 % dans Dautac (P.C.M.), de 50 % dans Armoalg (avec Valourec pour la fabrication de tuyaux en P.V.C.), sans oublier l'anthracène plastique et les plastifiants de l'usine de Chauvy et les 20 % de la société Polimeros de Mexico.

Tous ces apports sont estimés, hors fond de roulement, à 1,75 milliard de francs, dont 1,3 milliard sera versé en argent frais à Rhône-Poulenc par Elf-Aquitaine, qui gardera 20 % de la société nouvelle ainsi créée. Au terme de ces différentes opérations, l'actif de Rhône-Poulenc en France reviendra de 70 000 personnes à 63 000 personnes, et son chiffre d'affaires sera amputé de 5,4 milliards de francs.

Vitale pour Rhône-Poulenc, l'opération n'aurait cependant pu être menée à bonne fin si n'avait été trouvé un partenaire français. Les pouvoirs publics, en effet, n'entendaient pas voir affaiblies dans le cadre de la négociation menée avec BP a usines de Naphtachimie les capacités pétrochimiques nationales. Le groupe Elf-Aquitaine était tout désigné. En premier lieu parce qu'il dispose de moyens financiers considérables (15 milliards de francs de marge brute en 1979). En second lieu, parce qu'il trouve à l'occasion de renforcer un outil pétrochimique dont la taille était insuffisante au regard du poids qu'il a acquis dans le pétrole et le raffinage.

Le communiqué publié à ce propos par Elf-Aquitaine est un document explicite puisque l'opération conclue avec Rhône-Poulenc est présentée « comme une complément nécessaire du secteur raffinerie de l'entreprise pour compenser les pertes de débouchés, conséquences de la répression économique de certaines consommations pétrolières à l'étranger ».

Ce renforcement d'Elf-Aquitaine dans la pétrochimie ne va cependant pas sans poser quelques problèmes. Elf-Aquitaine est en effet associé, dans ce secteur, à l'autre grand groupe pétrolier français Total, au sein d'une filiale commune ATO, dont le capital est partagé entre les deux partenaires. Il va donc falloir intégrer l'ensemble. Des conversations vont de suite s'engager et Total a d'ores et déjà fait savoir qu'il était attaché à la parité. De la part d'Elf-Aquitaine, l'objectif est d'obtenir d'une manière ou d'une autre une part du gâteau que vient d'acquiescer Elf-Aquitaine. Les négociations seront délicates.

ANDRÉ DESSOT.

Deux-tiers de dépenses agricoles

	BUDGET '79	BUDGET '80	PROJET DE BUDGET '81
Budget total	15 423	17 318	21 734
Dont FEOGA	10 394	11 485	12 941
Fonds régionaux	945	1 165	1 499
Fonds social	404	668	1 094

Crédits d'engagement en millions d'ECU (1 ECU = 5,95 F).

AGRICULTURE

La Commission européenne propose un plan d'investissement pour les départements d'outre-mer

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne a demandé, le 5 juillet aux Neuf d'arrêter un plan de financement de six ans en faveur de l'agriculture des départements d'outre-mer (DOM). La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion, doivent ainsi bénéficier, au cours de la période 1981-1986, d'aides communautaires d'un montant total de 56,5 millions d'ECU, soit 335 millions de francs (pour un ECU à 5,95 F). Les subventions envisagées — destinées à financer 50 % des projets présentés par les autorités françaises — seront réparties de la façon suivante : travaux d'irrigation et d'infrastructure : 51,5 millions d'ECU ; aménagement des sols : 2,5 millions d'ECU ; reboisement : 4,5 millions d'ECU ; diversification des productions : 17 millions d'ECU.

Jusqu'à présent, les DOM bénéficiaient de crédits inscrits au Fonds européen de développement, c'est-à-dire de l'enveloppe financière ouverte pour les pays en développement. Depuis cette année, le Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles (FEOGA) a pris le relais. Or, compte tenu des caractéristiques de l'agriculture des DOM (monoculture, petites exploitations, types de production), le FEOGA n'est pas en mesure, fait valoir la Commission, de jouer pleinement son rôle. Aussi, ajoute-t-elle, est-il nécessaire de prendre des mesures spécifiques de la même manière qu'elle ont été prises par les Neuf pour le Midi ou le Médoc. Elle indique également qu'elle va pouvoir débiter, le budget communautaire pour 1980 étant maintenant arrêté, les 5,5 mil-

lions d'ECU (33 millions de francs) prévus pour la répartition des crédits à l'agriculture régionale lors du passage du cyclone Jachinthe en janvier dernier. — M.S.

« Le récent rapport du conseil des impôts, consacré à la fiscalité agricole, continue de susciter des réactions dévotives : le comité de Guéret, nous indique notre correspondant à Limoges, le considère comme « une véritable provocation, alors que la situation économique des agriculteurs et des éleveurs de la région est catastrophique, le temps ajoutant encore aux effets d'une mauvaise politique ». Le Peauriois indépendant, ex-Syndicat national de la petite et moyenne industrie, a refusé de s'associer à une campagne qui tente chaque année de mettre en accusation une nouvelle catégorie professionnelle et refuse de voir un nouveau bouc émissaire au profit de l'opinion publique ». Enfin, M. Gilbert Mathieu, député (U.D.F.-P.R.) de la Côte-d'Or, sollicite auprès du ministre de l'économie une audience « pour présenter toutes justifications de nature à infirmer les conclusions (du rapport) jugées de bon droit inacceptables ». Enfin, M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, rappelle que le conseil des impôts menait ses travaux en toute indépendance, a indiqué qu'il fallait, dans une réforme à entreprendre, réviser le problème de l'impôt sur le revenu dans l'ensemble des impositions touchant l'agriculture.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$ E.-U.	4,6200	4,6320	+ 105 + 130	+ 125 + 225
\$ Can.	2,5200	2,5300	+ 10 + 25	+ 225 - 275
Yen (100)	1,9480	1,9510	- 25 0	+ 55 + 90
DM	2,1190	2,1215	+ 40 + 75	+ 225 + 275
Florin	2,1190	2,1215	+ 15 + 40	+ 45 + 75
F.S. (100)	14,4725	14,4950	- 225 - 140	- 425 - 375
F.R. (100)	2,2315	2,2360	+ 10 + 30	+ 310 + 370
L. (1 000)	4,6200	4,6320	+ 10 + 30	+ 310 + 370
£	2,9555	2,9580	- 30 - 200	- 625 - 550

TAUX DES EURO-MONNAIES

DN	9 1/2	10	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4	8 3/4	9 1/4
S. R.	3 1/4	3 1/2	8 7/8	9 1/4	9	9 3/8	9 1/4	9 1/4
Florida	10 1/4	10 1/2	10 7/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	10 1/4	10 1/4
F.R. (100)	12	13 1/2	13 3/4	14 1/2	13 1/2	14	13 1/2	13 1/2
F.S.	12	13	13 1/2	14	13 1/2	14	13 1/2	13 1/2
18	20	21	21	23	20 1/4	21 1/2	22	22 1/4
2	17	17 3/4	18 1/2	18 3/4	18 1/2	18 3/4	14 1/2	18 1/2
Fz. (100)	12	12 1/4	13 3/8	13 1/2	11 7/8	12 1/4	11 7/8	12 1/4

AFFAIRES

AFIN DE DÉSAMORCER LA COLÈRE AMÉRICAINE

Toyota négocie avec Ford un accord de coopération industrielle

De notre correspondant

Tokyo. — Le premier constructeur automobile japonais Toyota a annoncé mercredi 9 juillet qu'il était en train de négocier un accord de coopération avec Ford pour sa production aux États-Unis de petites cylindres. Il s'agit d'un accord tripartite puisque Ford est déjà lié au constructeur japonais, Toyota, par un accord de coopération industrielle signé en 1974. Ford est spécialisé dans la production de moteurs rotatifs et dont les modèles sont vendus à l'étranger sous la marque « Mazda ».

Pour l'instant, il ne s'agit que d'un accord de principe, souligne-t-on du côté américain. Chez Ford, on affirme qu'un accord n'est encore intervenu et qu'il est trop tôt pour commenter l'issue des négociations. Le président de Toyota, M. Toyoda, doit arriver ce jeudi aux États-Unis pour avoir des entretiens avec le président de Ford.

Bien que les négociations n'en soient qu'à phase préliminaire, le projet n'en est pas moins significatif de la volonté des Japonais de chercher à calmer la vague de mécontentement qui souffle, aux États-Unis, sur le développement de leurs exportations. Alors que la Commission

européenne a entamé, mercredi 9 juillet, à Luxembourg, la procédure pour adopter une nouvelle stratégie globale vis-à-vis du Japon — dont les exportations sont notoirement dans le domaine automobile menacées — les Japonais semblent dans ce secteur — Tokyo semble surtout soucieux de parvenir d'abord à régler ses difficultés avec les Américains.

Il y a encore quelques mois, les Japonais étaient extrêmement réticents à l'idée d'investir aux États-Unis et de produire sur place le *Modelo* du 8 avril. Soumis à de sérieuses pressions américaines, fin avril, les constructeurs japonais avaient annoncé des investissements limités (la fabrication de camionnettes Nissan à partir de pièces détachées venant du Japon). Toyota, qui avait décidé d'augmenter la capacité de production de son usine de Long Beach, en Californie, précisait qu'il avait chargé des instituts de recherche de faire des études sur la possibilité de fabriquer, aux

États-Unis, des voitures particulières.

Les résultats de ces études devaient être connus dans un an. Le fait que la négociation entre Ford et Toyota ait été annoncée si tôt témoigne que les Japonais veulent — ou sont contraints — d'aller beaucoup plus vite. L'argument économique longtemps évoqué par les Japonais était qu'un investissement aux États-Unis n'était pas rentable, il semble que Toyota ait été obligé d'adopter une solution « politique » : « Nous espérons que le président Carter sera heureux d'apprendre cette nouvelle », déclare-t-on dans les milieux gouvernementaux japonais.

Trois clairement, la révélation du projet de Toyota, annoncé précisément au moment où M. Carter se trouvait à Tokyo pour assister aux funérailles de M. Ohira, après avoir annoncé un plan de soutien à l'industrie automobile américaine (le *Modelo* du 10 juillet), vise à apaiser les Américains. Toyota n'a pas révélé les détails de son projet. On pense dans les milieux industriels que la « joint venture » Ford-Toyota établie aux États-Unis devrait produire entre 20 000 et 30 000 véhicules par mois destinés au marché américain. Les problèmes qu'on a résolus aujourd'hui les Japonais tiennent d'une part, à l'accord existant déjà entre Ford et Toyota, et d'autre part, à la coopération existant entre les deux partenaires japonais de Ford pour la production de moteurs de Ford pour les voitures japonaises. Le second problème est d'éviter que l'éventuel accord tripartite, s'il se réalise, ne tombe sous le coup de la loi antitrust américaine. — Ph. P.

Les Éditions Maspéro continuent

Les éditions Maspéro ont continué dans le passé bien des difficultés, dont on n'a pas oublié les péripéties : cette année, une crise plus grave que les autres a fait craindre que François Maspéro ne soit contraint de déposer son bilan à la fin du mois de juin.

Ce danger est écarté, grâce aux accords financiers qui ont pu intervenir et au maintien de confiance et de solidarité qui s'est manifesté à la fois chez les auteurs et les fournisseurs de cette maison d'édition qui a fait ses preuves : en vingt ans, François Maspéro a publié quelque mille trois cents titres, dont beaucoup n'auraient pu trouver place ailleurs, en raison de leur caractère expérimental, politique et culturel.

C'est de non-conformisme, et le droit à la liberté d'expression et de diffusion que veut défendre l'Association nouvelle des amis des éditions Maspéro : cette association, qui vient juste de se constituer, a pour but de soutenir et de promouvoir des projets d'action au cours d'une conférence de presse donnée le mercredi 9 juillet.

En premier lieu, elle organise une collecte destinée à recueillir les fonds qui permettront d'assurer la production de la rentrée : il faut au moins 500 000 F. François Maspéro a présenté un programme pour l'année à venir, et il s'agit de le réaliser, car ce n'est pas sans avoir provisionnellement épuisé le

Mais l'association nouvellement créée autour d'une maison d'édition, qui a pris une place importante dans le débat d'idées contemporain, ne se contente pas d'une opération de sauvetage, si nécessaire, si urgente qu'elle soit. Car les difficultés rencontrées par François Maspéro ne sont que la conséquence d'une crise insurmontable plus grave, qui frappe toute l'édition française et, par là, toute la vie culturelle de notre pays. L'Association nouvelle des amis des éditions Maspéro veut attirer l'attention de tous sur un phénomène de dégradation qui atteint toute l'expression écrite. En effet, on voit disparaître ou déprimer les éditeurs qui ne font pas partie des grands groupes de l'édition — les quels se partagent déjà plus de 70 % du chiffre d'affaires global. Si notre politique éditoriale ne change pas vite, nous serons bientôt condamnés à ne lire que les best-sellers d'équipes éditoriales. Aussi, aujourd'hui, ceux qui se sont groupés autour des éditions Maspéro lancent un appel à tous ceux que le livre concerne : auteurs, éditeurs, libraires, lecteurs — afin de sauver, pendant qu'il en est temps encore — la liberté, la diversité de la recherche culturelle et politique. Il ne faut pas que la pensée soit soumise aux lois du commerce et de la compétition. Un Club coopératif du livre est à l'étude, qui permettrait la diffusion non seulement des titres Maspéro mais aussi d'ouvrages publiés par d'autres éditeurs.

En outre, l'Association nouvelle des amis des éditions Maspéro est décidée à combattre énergiquement les récentes effets du décret Monory, « libérant » le prix du livre. Elle a l'intention de l'attaquer en justice, pour illégalité. Ce décret, en effet, rabaisant le livre à être un produit comme les autres, ne change pas de l'ordonnance du 30 juin 1945, ni de la loi du 11 mars 1957 : cette dernière confère à l'auteur, et à l'éditeur seul, le droit de fixer les conditions de la diffusion de son œuvre (le prix de vente faisant partie de ces conditions).

Les éditions Maspéro continuent, mais elles souhaitent en-

ÉNERGIE

LA PRÉPARATION DU VIII^e PLAN

Les économies d'énergie, moteur d'une nouvelle croissance

Tant de rapports et de « livres blancs » ont été rédigés depuis plusieurs mois sur la nécessaire reorientation de la stratégie énergétique de la France qu'on ne pouvait guère attendre de grandes surprises du rapport de la commission de l'énergie et des matières premières. Et de fait, l'enquête détaillée menée par la commission recoupe bien les objectifs retenus par le gouvernement (pour 1980) tout en faisant apparaître leur caractère ambitieux.

Pas de remise en cause du nucléaire donc, même si le surcroît ne semble pas convaincre entièrement la commission. (« Il convient de poursuivre les études en cours pour améliorer l'efficacité économique et commerciale de cette filière : le développement industriel de la filière pourrait, dans les meilleures conditions, intervenir au cours de la dernière décennie du siècle. ») Point non plus d'espoir excessif dans les énergies dites nouvelles (« L'échec de 1980 n'est toutefois pas un horizon satisfaisant pour analyser les possibilités de développement des énergies nouvelles, bien que des résultats appréciables puissent être obtenus à cette date »).

On reste donc sur des objectifs qui ramènent la part du pétrole dans le bilan énergétique de 66 % en 1973 à 30 % en 1990, le nucléaire passant à 30 %, le charbon et le gaz ensemble à 30 % et les énergies nouvelles et l'hydraulique à 10 %. Mais il y a des nuances entre la commission du plan et les objectifs gouvernementaux : « L'objectif du gouvernement est compatible avec une très forte évolution des comportements et un scénario international rose, soit avec un prolongement de la tendance des dernières années et un scénario international gris

(mais une croissance de 2,5 à 3 % seulement alors). » Or, le « scénario rose » qui verrait un accord entre producteurs et consommateurs de pétrole et permettrait une baisse régulière du prix du pétrole de 5 % l'an — jusqu'à 45 dollars en l'an 2000 — la commission n'y croit guère. Elle pense plus vraisemblable une absence d'accord et une augmentation rapide des prix (80 dollars le baril — en dollars de 1980 — dès 1980). Autant dire que la commission est d'accord sur les objectifs du gouvernement si la croissance n'est pas de 3,5 % par an — hypothèse des pouvoirs publics — mais seulement de 2,5 %.

Le cercle vicieux

La commission s'attache aussi à montrer le cercle vicieux qui veut qu'une réelle reorientation nécessite de forts investissements qui découlent d'une croissance soutenue, laquelle est éternelle. Mais elle démontre surtout l'extrême importance des économies d'énergie, « les investissements les plus payants et les plus durables tant pour ceux qui les effectuent que pour la collectivité », et le rôle fondamental des investissements énergétiques — 80 milliards de francs par an, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1979 — comme « moteur de la nouvelle croissance ».

Une politique d'économies d'énergie est « la meilleure des réponses possibles », même si « elle ne peut effacer comme par magie une certaine dégradation du solde extérieur ». Pour un même supplément de croissance, précise le rapport, c'est la politique d'économie d'énergie dans les secteurs résidentiel et tertiaire qui est la plus favorable à l'emploi ; la politique d'économies

d'énergie dans l'industrie est la plus efficace du point de vue de la croissance et de la contrainte extérieure.

Au détour de l'analyse d'une proposition, l'on perçoit une certaine critique de la politique actuelle. Ainsi, « le développement de la production d'électricité nécessite également la construction de moyens thermiques classiques, principalement de centrales à charbon, pour disposer d'un parc électrique optimisé ». Ou encore la commission estime-t-elle possible que la production de charbon en 1990 soit « de 10 à 15 millions de tonnes » (10 millions de tonnes dans les estimations gouvernementales).

Le rapport, qui s'arrête longuement sur la politique des prix et la fiscalité (« Dans une période de pénurie (même relative) les prix doivent représenter fidèlement les coûts », souligne encore : « Sur un air que la tarification au coût marginal est optimale du point de vue de la réalisation des objectifs de pénétration de l'électricité ? De même, le maintien artificiellement bas des prix du gaz dans le secteur résidentiel n'a-t-il pas entraîné des gaspillages ? »).

Le libéralisme en question

Au-delà de ces questions, la commission s'interroge sur la capacité du libéralisme à atteindre l'objectif ambitieux. Ainsi, pour aider la pénétration du charbon dans l'industrie, propose-t-elle que l'État crée un système de prix relatifs du charbon par rapport au fuel, qu'il garantirait aux entreprises en réalisant des investissements nécessaires pour substituer le charbon au fuel. « Si le marché présente le plus grand risque, mais aussi le moindre coût (pour la réalisation des objectifs), écrit la commission, instituer une garantie de prix réduit le risque au maximum, mais peut représenter un coût pour les pouvoirs publics ».

Et le rapport ajoute : « Ce point, largement débattu au sein de la commission, a suscité des réactions opposées et toujours vives. » Le choix entre interventionnisme et libéralisme dans lequel se débat la politique énergétique depuis de longues années n'est pas tranché.

● Deux nouveaux placements de pétrole viennent d'être découverts en mer du Nord, annonçait-on mercredi 9 juillet à Londres. L'un d'eux est par un groupement dirigé par British Petroleum (B.P.), et se situe au sud du vaste gisement de Ninian. Selon les estimations de milieux spécialisés, il devrait permettre une production de l'ordre de 100 à 200 millions de barils (13,6 à 27,3 millions de tonnes) avec un autre petit gisement, découvert aussi par B.P. Il y a une quinzaine de jours, l'autre découverte a été effectuée par un consortium ayant à sa tête la Continental Oil. Sa production est en cours d'évaluation. — (A.F.P.)

● Les recherches sur la gazéification du charbon progressent : le groupe d'étude de la gazéification souterraine (G.E.S.) annonce qu'il a réussi la seconde phase de son expérimentation à Brissy-en-Artois. En outre, un nouveau groupe d'études sur la conversion du charbon par hydrogénation vient de voir le jour. L'élargissement d'une combustion du charbon grâce à un dispositif mis en place par le G.E.S. a été effectuée avec succès à Brissy. Par ailleurs, la convention prévoyant la création d'un groupe d'études de la conversion du charbon par hydrogénation (G.E.C.H.) vient d'être signée entre G.D.F., C.D.F., I.T.F.P. et le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), annonce un communiqué des participants.

Faits et chiffres

Etranger

ÉTATS-UNIS

● Les crédits nets à la consommation américaine ont diminué fortement en mai, pour le second mois consécutif, alors que depuis cinq ans ils n'avaient cessé de progresser. Selon le Service fédéral de réserve, le solde net de 3,4 milliards de dollars en mai, après avoir reculé de 1,9 milliard en avril. Ce renversement de la tendance fait suite aux mesures de resserrement du crédit mises en place le 14 mars et démontre les progrès réalisés depuis un mois et demi. — (A.F.P.)

MEXIQUE

● Le déficit commercial mexicain a représenté plus de 500 millions de dollars durant les cinq premiers mois de 1980. Les exportations ont atteint 6 008 millions de dollars et les importations 6 535 millions. Toutefois, le déficit est inférieur de 236 millions à celui enregistré durant la même période de 1979. — (A.F.P.)

CLASSIQUE, JAZZ, ROCK, FOLK : TOUS LES FESTIVALS D'ÉTÉ, LES DELIROPHONES, RICCARDO MUTI, BORIS GODOUNOV, LES NUITS DE VENISE, LONDRES ET NEW YORK, LES DISQUES ECONOMIQUES

Au sommaire du numéro 25 du Monde de la Musique, le panorama le plus complet des festivals de l'été avec une vaste sélection commentée, les programmes et les adresses. Connaissiez-vous, par exemple, le pianocktail, le marxophone, ou le chromélodéon : voici rassemblés les instruments les plus fous inventés depuis des siècles : incroyable. Riccardo Muti : comment ce chef au répertoire immense est-il venu à la direction d'orchestre ? Comment dirige-t-il un opéra ? Opéra : vous pourrez voir et entendre « Boris Godounov » sur Antenne 2 au mois d'août. Nous avons enquêté à l'Opéra de Paris : voici comment on « monte » un opéra. Egalement dans ce numéro, trois grands reportages : que sont devenus les orchestres qui ont fait la gloire des grands hôtels vénitiens ? Quel rock incube dans les caves de Londres ? Dans quelles boîtes de jazz faut-il aller à New York ? La suite de notre enquête sur les pirates du disque, les hymnes nationaux, Jean-Paul Farré, les portables HiFi, les autographes de musiciens, le quatuor à cordes et, bien sûr, les disques du mois et les disques économiques.

LE MONDE DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.



SOCIAL

Les erreurs du C.N.P.F. et de la C.F.D.T.

(Suite de la première page.)

Celle de M. Mercier — secrétaire confédéral — qui a déclaré que douze millions de personnes bénéficieraient d'un titre ou à un autre de ces mesures, alors qu'à la C.F.D.T. d'autres estiment qu'il n'y en a que quatre millions cinq cent mille salariés profiteraient des réductions d'horaires (1) ;

Celle de tous les dirigeants nationaux, qui ont mal évalué l'attitude de leurs délégués, car ceux-ci dans les grandes entreprises, jugent que la grève d'accord n'apporte guère de satisfactions : dans ces sociétés, la cinquième semaine ou les congés supplémentaires sont très souvent reconnus, comme c'est le cas dans la métallurgie ;

Celle des mêmes leaders cégétistes, qui ont donné aux patrons des P.M.E. une marge de manœuvre

importante, en accablant de supérieurs l'autorisation de l'inspection du travail pour l'utilisation des heures supplémentaires, alors que dans ces petites unités, le syndicat est soit absent soit doté de pouvoirs insuffisants pour s'opposer à de fortes variations d'horaires, pouvant aller de trente-sept à quarante-huit heures (2) ;

Erreur aussi d'avoir cru M. Giraudet, qui leur a parlé de quatre-vingt heures de repos pour les travaux pénibles, alors que son rapport sépare les quarante heures de repos de la réduction de quarante à trente-neuf heures de la semaine légale — soit quarante heures par an — et non pas de la semaine de travail effectif (les heures supplémentaires à partir de la quarantième et non plus de la quarante et unième demeurent toujours possibles).

De son côté, le C.N.P.F. a multiplié, lui aussi, les erreurs d'appréciation des forces syndicales et des erreurs de jugement dans l'équilibre des concessions salariales et patronales. Jusqu'au dernier moment, le patronat espérait un accord de la C.G.C. de la C.F.D.T. et peut-être de la F.O., négligeant l'impact des fédérations et des sections cégétistes dans la vie interne des confédérations. Il a surtout surestimé la portée de ses propositions : la réduction des heures supplémentaires — évidente sur le papier — a peu d'effet dans un pays où l'on ne recourt guère, sauf exception, aux heures supplémentaires ; les réductions proposées sont inférieures à la fois à celles promises par M. Barre, à celles enregistrées depuis plusieurs années, à celles conquis par les syndicats dans un nombre grandissant d'entreprises.

Le C.N.P.F. a, enfin, sous-estimé volontairement les gains prévisibles dans l'aménagement annuel des

horaires : combien gagnerait une société ou un magasin à prolonger son activité de plusieurs heures par le jeu des horaires souples, du travail nocturne jusqu'à minuit et non plus 22 heures, du travail le dimanche ? Des calculs ont pourtant été faits : là où les machines tournent 5 000 heures à 5 300 heures par an, alors qu'au Japon elles fonctionnent 6 500 heures, la seule mise en place d'équipes spéciales durant le week-end permettrait de gagner 1 000 heures et de se rapprocher ainsi des concurrents japonais.

En affirmant que l'assouplissement des horaires marquerait un grand tournant de la société française, en déclarant que ces réformes sont aussi importantes que la loi de 1936 — dont on veut supprimer le carcan — le patronat en dit trop ou pas assez.

Le bilan des négociations est aujourd'hui très négatif. Il heurte tous ceux qui, en 1976, ont obtenu — victoire passagère — de ramener les horaires de 46 à 40 heures ; il choque aussi ceux qui, depuis 1945, et en dépit des décrets sur les heures supplémentaires, ont réussi à réduire la semaine de travail des ouvriers de 46 à 40 heures.

Fait le bilan des mesures sociales consenties et par le résultat négatif des négociations, l'échec du C.N.P.F. ne se limite au domaine de la durée du travail. Il a redoublé le bison de la C.G.T. et terni celui de la C.F.D.T., alors qu'il entendait

à la fois moderniser la réglementation sociale et consolider le front des syndicats réformateurs.

Certes, rien n'est jamais joué, comme le souhaite la C.G.C. F.O., habituée aux rebondissements et aux incohérences de la vie contractuelle, conserve deux fers au feu : la relance des négociations, le recours à la solution législative. Certes encore le C.N.P.F. n'a rien perdu de sa volonté d'obtenir l'aménagement des horaires et le patronat, à mots couverts, laisse entendre que les discussions reprendront à l'automne.

Reste la C.F.D.T., qui, toujours attachée aux idées nouvelles et prête à des réformes qualitatives, devra penser ses plaies et ses erreurs.

JEAN-PIERRE DUMONT.

- (1) Sans compter les congés accordés au titre de l'ancienneté, la C.G.T. estime que six millions de salariés bénéficieraient de la cinquième semaine : 3 500 000 dans le secteur privé et 2 500 000 dans le secteur public et national.
- (2) L'amplitude prévue par la semaine normale est de trente-sept à quarante-trois heures, mais il faut ajouter les heures supplémentaires (quarante heures par semaine ou mille huit cent quatre heures par an). Si l'on ajoute les heures supplémentaires sous réserve de ne pas dépasser quarante heures en moyenne hebdomadaire, on arrive à quarante-trois heures. Ceci signifie qu'un employeur pourrait proposer douze semaines à quarante-trois heures et douze semaines à quarante-huit heures.

M. Ceyrac estime impossible d'en rester là

Interrogé, mercredi 9 juillet, à France-Inter, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., s'est longuement expliqué sur les résultats négatifs des discussions sur la durée du travail. « Je ne parle pas d'échec », a-t-il déclaré, « mais, je le répète, la politique conventionnelle continuera contre vents et marées ». Précisant la portée des discussions, M. Ceyrac a déclaré : « Nous savons tous que c'est le système de 1936 qui fait le problème. Entre nous, c'est d'ailleurs évident, nous ne pouvons qu'en tirer la leçon. Modifier 36, ça fait peur ! Modifier 36, ça inquiète, il y a un tabou. C'est un symbole d'une période qui est restée importante dans notre histoire sociale, et fait le sentiment que, du côté de certains responsables syndicaux, on a peur de tourner le dos à ce problème. Les conditions de travail par rapport à la durée du travail dépassent les autres car c'est une réforme de société. Et je ne réjouis pas l'importance d'aujourd'hui ce projet. C'est un projet d'avenir et je le pense, car c'est la préface que les salariés, l'opinion publique et les patrons ont compris qu'il s'agit d'un moment important dans l'évolution des structures économiques et sociales françaises en cette fin de siècle. Si, contrairement à ce que nous souhaitons, les efforts engagés devaient ne pas aboutir, nous le réitérerions comme une grande occasion manquée. Mais, je le répète, la politique conventionnelle continuera contre vents et marées ».

Précisant la portée des discussions, M. Ceyrac a déclaré : « Nous savons tous que c'est le système de 1936 qui fait le problème. Entre nous, c'est d'ailleurs évident, nous ne pouvons qu'en tirer la leçon. Modifier 36, ça fait peur ! Modifier 36, ça inquiète, il y a un tabou. C'est un symbole d'une période qui est restée importante dans notre histoire sociale, et fait le sentiment que, du côté de certains responsables syndicaux, on a peur de tourner le dos à ce problème. Les conditions de travail par rapport à la durée du travail dépassent les autres car c'est une réforme de société. Et je ne réjouis pas l'importance d'aujourd'hui ce projet. C'est un projet d'avenir et je le pense, car c'est la préface que les salariés, l'opinion publique et les patrons ont compris qu'il s'agit d'un moment important dans l'évolution des structures économiques et sociales françaises en cette fin de siècle. Si, contrairement à ce que nous souhaitons, les efforts engagés devaient ne pas aboutir, nous le réitérerions comme une grande occasion manquée. Mais, je le répète, la politique conventionnelle continuera contre vents et marées ».

LA C.G.T. : un froc insupportable

M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., a récapitulé, mercredi 9 juillet, les raisons de l'opposition de sa centrale au projet d'accord et sévèrement jugé l'attitude de la C.F.D.T. « Les mesures inconsistantes de réduction des horaires qui touchent peu de monde est un motif essentiel, mais il n'est pas le seul. Les contreparties exigées par la C.F.D.T. sont encore plus inacceptables : dégradation des conditions de travail par l'utilisation arbitraire des heures supplémentaires ; remise en cause des garanties accordées par la loi de 1936 ».

Et d'ajouter : « Un syndicat ne peut renoncer à ces garanties. C'est un syndicat digne de ce nom qui ne signerait pas une telle abdication ». Avant d'indiquer que la C.G.T. n'avait pas demandé l'ouverture de négociation nationale et qu'il n'est pas évident que la réduction des horaires puisse par cette voie, M. Krasucki a insisté sur le comportement de la C.F.D.T. « Il ne fallait pas une balance d'apothicaire pour peser le bon et le mauvais. Tout était mauvais. La C.F.D.T. sera la dernière à se prononcer, parce qu'elle a été la première à reculer, au cours des discussions, devant les exigences patronales. Elle a délégué des efforts d'effacement pour faire admettre le projet d'accord. Mais il semble impossible que la C.F.D.T. prenne une position définitive des autres syndicats », a affirmé M. Krasucki en constatant que le refus des syndicats consacrerait l'échec du patronat.

LA SONACOTRA EN 1979

La grève des redevances s'effiloche le déficit d'exploitation s'aggrave

« La grève des redevances dans les foyers d'insalubrité de la Sonacotra (Société nationale de construction pour les travailleurs) est en voie d'extinction complète », a affirmé récemment M. Pierre Bon, directeur de cette société d'économie mixte, d'autre part très préoccupé par l'ampleur du déficit d'exploitation de la société en 1979.

M. Bon s'est félicité des « actions positives » menées pour enrayer le mouvement de refus collectif de paiement des redevances. La reprise des paiements, amorcée fin 1978, s'est confirmée en 1979 : début juin 1980, 900 personnes étaient encore en état de cessation de paiement (au lieu de 20 000 au plus fort du conflit et 3 200 en décembre 1979). Les actions de recouvrement « appuyées sur une jurisprudence qui s'est confirmée tout au long de l'année », ont concerné 12 000 personnes.

Trente-quatre « protocoles collectifs » ont été signés depuis mars 1979 entre la Sonacotra et des comités de résidents, ou les élus des résidents ou encore des représentants des expulsés. Le plupart comportent l'établissement de programmes d'amélioration, la remise d'une partie des arriérés et un étagement des remboursements.

Le montant des redevances (variable en fonction de la surface des chambres et du confort du foyer) est, en moyenne, de 300 F, 360 F, et 500 F pour les trois catégories de foyers de la première, seconde et troisième génération. Cette redevance — qui correspond à trois éléments (équivalent loyer ; charges communes en eau, électricité, etc., prestations comme blanchissage des draps ou

ménage) a été augmentée de 11,6 % en 1979.

Le déficit d'exploitation de la Sonacotra s'élève à 154,2 millions de francs en 1979 (alors que le montant des impayés pour cette année collective de paiement est la même année de 32,7 millions). Dans ces conditions, l'augmentation des redevances, « conséquence inévitable de la dégradation des coûts subies par les différents postes de dépenses, est vitale pour l'avenir même de la société et le maintien en fonctionnement des foyers », a déclaré M. Bon.

Une aide personnelle vient diminuer la redevance que doivent payer les résidents dont les ressources sont inférieures à certains seuils : l'aide transitoire au logement (A.T.L.), créée en juillet 1978, distribuée par le FAS (Fonds d'action sociale) (1) s'applique dans tous les foyers à l'exception de ceux qui sont conventionnés par l'Aide personnalisée au logement (A.P.L.), créée par la loi du 3 janvier 1977 (2).

Pour faire face au déficit, la Sonacotra envisage des restrictions sur les chaudières et prestations, et elle a déjà effectué des compressions de personnel (cinquante-cinq licenciements en 1979). M. Bon souhaite une concertation entre la Sonacotra et les résidents pour faire la « chasse au gaspillage ».

- (1) Exemple d'Aide transitoire au logement (A.T.L.) : un résident dont le revenu mensuel net est de 2 000 F et versant une redevance de 300 F. La Sonacotra estime que quarante foyers seront conventionnés à la fin de 1980.
- (2) Exemple d'Aide personnalisée au logement (A.P.L.) : un résident dont le revenu mensuel net est de 2 000 F et versant une redevance de 300 F. La Sonacotra estime que quarante foyers seront conventionnés à la fin de 1980.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Conformément à la recommandation émise par la Commission de Rédaction de la Réglementation Relative aux Publicités sur le Diamant présidée par le B.V.P., touchant la vente des brillants et destinée à protéger ce marché souvent soumis à des abus, M. GERARD, Joaillier, a décidé de ne plus se servir de la marque « Bourse du Brillant » dont il est titulaire pour désigner le département de son magasin où s'effectuaient les ventes de ces pierres.

Le département fonctionnera désormais sous l'appellation « M. GERARD Joailliers - Département Brillant » avec le même sérieux et la même qualité qui ont contribué à établir son succès.

M. GERARD Joailliers rappelle que depuis 1969 il ne vend que des pierres de haute qualité délivrées avec un certificat d'authenticité établi par le Service Public du Contrôle des Diamants, et qu'il s'engage à racheter systématiquement au prix du jour, les pierres venant de ses magasins.

BOURSE DU BRILLANT
communiqué
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spécimen
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
10 JUILLET : 175.200 F T.T.C.
+ commission 4,00 %
M. GERARD, JOAILLIERS
2, avenue Montaigne, Paris (8^e)
Tél. 723-70-40

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRANDS MOULINS DE PARIS

Le chiffre d'affaires des implantations en France du groupe des Grands Moulins de Paris a été, pour 1979, de 2 753 300 000 francs, dont 675 000 000 de francs à l'exportation. Ne sont repris dans ce chiffre d'affaires que les chiffres d'affaires des sociétés métropolitaines du groupe contrôlées majoritairement.

Le chiffre d'affaires des implantations à l'étranger, correspondant à ce chiffre d'affaires, s'est élevé à 73 827 000 francs.

Ce chiffre d'affaires se décompose en différents produits :

- 1 200 000 tonnes de moulture de blé ;
- 450 000 tonnes d'aliments composés ;
- 22 000 tonnes de viande de volaille ;
- 48 000 tonnes de tomates traitées et 30 000 tonnes de conserves diverses ;
- 150 000 tonnes de sucre de canne dans ses neuf sucres ;
- 160 000 tonnes de blé dans ses quatre moulins et 13 500 hectolitres de rhum.

La société Vie de France, aux U.S.A., a atteint un chiffre d'affaires de 13 000 000 de dollars (chiffre non consolidé) et une marge brute d'autofinancement de 600 000 dollars.

La SCODIA — en Allemagne, Belgique et Hollande — a atteint actuellement un chiffre d'affaires, en petit français, de 40 000 000 de francs.

La Société Tanager Aquitaine a produit 16 500 tonnes d'amidon et 2 000 tonnes de gluten.

La société G.P.P. alle seule, a acquis, avec ses propres usines et ses revenus de portefeuille, une marge brute d'autofinancement de 35 404 000 francs.

Les amortissements dégressifs ont absorbé 14 600 000 francs et il reste à amortir une plus-value à long terme de 3 380 000 francs. Le bénéfice net ressort à 2 000 000 francs.

La société G.P.P. a décidé, le 30 juin 1980, de proposer, pour distribution, un dividende de 5 F, en

augmentation de 10 % sur celui de l'année dernière, compte tenu de la distribution d'une action gratuite pour dix actions anciennes opérée l'année dernière.

Il a été reporté à nouveau 2 082 515 francs et le conseil a décidé de porter le capital à 90 437 000 francs par l'incorporation de 3 221 500 francs de réserves et la distribution d'une action nouvelle pour dix anciennes.

Le groupe des Grands Moulins de Paris poursuit sa politique de développement dont les axes sont les suivants :

- Dans les pays développés — U.S.A., Europe, C.E.E. — multiplication des implantations de restaurants-boulangeries françaises « Fast Food Français » ;
- Vie de France : ouverture de restaurants à ce jour : ouverture de restaurants à ce jour : ouverture de restaurants à ce jour ;
- en septembre, en Californie à Santa Monica — fin 1980, en Allemagne ;
- D'autre part, dans les pays en voie de développement — Afrique, Moyen-Orient, Chine — projets agricoles : sucreries, moutonneries, boulangeries, alimentation animale, élevage, par l'intermédiaire de la société SOMDIAA ;
- Enfin, en métropole, continuation de la sortie de produits nouveaux mais en point par le centre de recherche ARIA pour notre clientèle métropolitaine — transformateurs et consommateurs — amidons spéciaux, produits surgelés, plats préparés, etc.

Le premier semestre 1980 a été satisfaisant et laisse augurer de résultats supérieurs à ceux de l'année 1979.

PRESERVATRICE A.I.R.D.

Réunie le 23 juin 1980, sous la présidence de M. Guillaume Legrand, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Le montant des primes nettes d'amortissement s'est élevé à 1 milliard 500 300 258 F contre 1 828 800 187 F, soit une augmentation de 5,1 %. Si les opérations hors métropole et sont une aide de plus traduite par des soldes positifs, il n'en est pas de même des affaires françaises qui enregistrent, notamment dans les branches automobile et immobilière, des résultats déficitaires dus à l'augmentation des coûts et à une situation difficile.

Compte tenu des revenus des placements passés, déduction faite des charges y afférentes, de 120 millions 743 000 F à 139 947 000 F (+ 15,9 %) et des plus-values de cessions d'un montant net de 25 millions 810 667 F, le bénéfice s'élève à 3 004 810 F contre 22 808 574 F.

Le dividende sera versé de 14 500 F à 15 000 F de francs, la somme allouée à chaque action s'élevant à 5 F, soit 7,50 F de revenu global avec versement de 250 F respectivement 14,50 F et 21,75 F pour l'exercice précédent.

L'assemblée a renouvelé pour une période de trois ans, les mandats d'administrateurs de MM. Jacques de Harro et Georges Solenne pour.

Au cours de la séance du conseil d'administration qui a suivi l'assemblée, M. Guillaume Legrand a demandé l'élection de ses collègues de son conseil de président-directeur général. Le conseil a désigné pour le remplacer M. Michel Crestin et nommé M. Guillaume Legrand président d'honneur.

IAETAL

Lors des assemblées générales extraordinaires des 7 et 8 juillet, l'absorption-fusion de la compagnie de Mokta par la société Ietatal, a été approuvée par les actionnaires des deux sociétés. En conséquence, les actionnaires de la compagnie de Mokta recevront deux actions nouvelles Ietatal (dividendes 1^{er} janvier 1980) pour deux actions Mokta. Cet échange d'actions aura lieu avant le 31 décembre 1980. A la suite de la création correspondante de nouvelles actions Ietatal de 50 F nominal chacune, le capital d'Ietatal se trouve porté de 397 223 250 F à 1 400 000 F, divisé en 8 millions 200 000 actions.

A l'issue de cette fusion, les fonds propres d'Ietatal se sont élevés à 342,7 millions de francs.

Les actionnaires d'Ietatal ont, d'autre part, approuvé un certain nombre d'aménagements aux statuts de la société et renouvelé l'autorisation accordée au conseil en 1974, pour une durée de deux ans, d'augmenter le capital social jusqu'au montant maximum de 600 millions.

Istituto Bancario San Paolo di Torino
Bilan au 31 Décembre 1979

	Actif	Passif
Caisse et Banques	1979 1978	1979 1978
Titres et participations	2.685 2.682	12.607 14.837,2
Crédits	3.705 4.628,6	
Secteur bancaire ordinaire à court terme	2.012,1 5.474,2	
Secteur bancaire ordinaire à long terme		
Secteur agricole, immobilier, et travaux publics	157 162,6	
Immobilisations matérielles et financières	5.200 4.275,3	
Autres postes de l'actif	13.080 18.086,2	
Engagements et comptes d'ordre	30.262 38.622,6	
Total		

Le bilan de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino est un Institut de Crédit de Droit Public, fondé en 1853, qui accomplit toutes opérations bancaires et financières à long terme pour la construction, les travaux publics et l'agriculture.

San Paolo contrôle également les banques de crédit de 400 Succursales.

Le groupe « San Paolo » (Lafayette) est représenté par 17,425 milliards, tandis que les financements et avances distribuées atteignent 1.573 milliards.

Au 31 décembre 1979 les fonds de réserve de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino s'élevaient à 12.607 milliards.

Sigles: Bari, Bologna, Florence, Gênes, Milan, Naples, Rome, Turin, Venise, Zurich.

Bureau de Représentation à Londres, Paris, Tokyo (J.P.C.) et Zurich.

SANPAOLO BANK

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
GRANDS MOULINS DE PARIS

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
9 JUILLET

Rhône-Poulenc en vedette
dans un marché résistant

Après trois séances de hausse, la Bourse de Paris, épuisée sans doute de la hausse, a vu ses cours se redresser un peu, à la fois par un effet de rebond et de gain, mais aussi d'indécision des investisseurs. Les cours ont été marqués par les différents indices, qui ont tous progressé, mais à des rythmes différents. Le Rhône-Poulenc, qui a tenu une fois encore la vedette en montant de 5,4 %, est l'élément moteur de la hausse. En l'absence de nouvelles données, les investisseurs ont préféré attendre, ce qui a entraîné une certaine volatilité. Le titre a progressé d'un peu plus de 9 %, fait qui a entraîné une hausse de la cotation de la société. Les autres titres ont progressé à des rythmes différents, mais tous ont gagné. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive. Les investisseurs ont préféré attendre, ce qui a entraîné une certaine volatilité. Le titre a progressé d'un peu plus de 9 %, fait qui a entraîné une hausse de la cotation de la société. Les autres titres ont progressé à des rythmes différents, mais tous ont gagné. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive.

En dehors de Rhône-Poulenc, les autres titres ont progressé à des rythmes différents. Le titre a progressé d'un peu plus de 9 %, fait qui a entraîné une hausse de la cotation de la société. Les autres titres ont progressé à des rythmes différents, mais tous ont gagné. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive. Les investisseurs ont préféré attendre, ce qui a entraîné une certaine volatilité. Le titre a progressé d'un peu plus de 9 %, fait qui a entraîné une hausse de la cotation de la société. Les autres titres ont progressé à des rythmes différents, mais tous ont gagné. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive.

Quelques baisses se sont produites, les plus fortes concernant U.F.B. (-3,5 %), B.P. (-3,2 %) et S.N.C. (-3,1 %). En l'absence de nouvelles données, les investisseurs ont préféré attendre, ce qui a entraîné une certaine volatilité. Le titre a progressé d'un peu plus de 9 %, fait qui a entraîné une hausse de la cotation de la société. Les autres titres ont progressé à des rythmes différents, mais tous ont gagné. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive. Les investisseurs ont préféré attendre, ce qui a entraîné une certaine volatilité. Le titre a progressé d'un peu plus de 9 %, fait qui a entraîné une hausse de la cotation de la société. Les autres titres ont progressé à des rythmes différents, mais tous ont gagné. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive.

Sur le marché de l'or, le kilogramme a progressé de 38 400 francs, ce qui, à parité, met le prix du métal précieux à 622,56 dollars (contre 623,34 dollars), soit à un niveau supérieur à celui de Londres. Quant au napoleon, il a perdu 2,2 francs à 744,50 francs (après 746,50 francs).

LONDRES

Irregular

Haussée des fonds d'Etat, légère progression des industriels, irrégularité des pétroles et baisse des mines d'or.

NEW-YORK

Marchés irréguliers

La séance a été très animée mercredi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a progressé de 10,5 points, terminant le jour à 905,5. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive. Les investisseurs ont préféré attendre, ce qui a entraîné une certaine volatilité. Le titre a progressé d'un peu plus de 9 %, fait qui a entraîné une hausse de la cotation de la société. Les autres titres ont progressé à des rythmes différents, mais tous ont gagné. Le marché a été marqué par une certaine indécision, mais la tendance est restée positive.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

REHON-POULENC. — La cession à R.H. Aquitaine des activités « chimie lourde » du groupe pour 1,5 milliard de francs en espèces, plus les 100 millions de francs versés par la société Rhône-Poulenc (voir d'ailleurs page 1) représente environ 50 % par action. Rhône-Poulenc, le groupe est capitalisé un peu plus de 5 milliards de francs en Bourse de Paris, contre 2,4 milliards de francs pour R.H. Aquitaine.

DE BEERS. — Les ventes de diamants ont augmenté de 35 % au premier semestre 1980 par rapport à la période correspondante de 1979, atteignant 1,5 milliard de dollars. Cet accroissement est dû uniquement à la hausse du prix des grosses pierres, les ventes en volume ayant légèrement diminué.

Source Ferrier. — Attribution gratuite et cotation en Bourse de 2 181 235 actions nouvelles créées lors de la cession de Rhône-Poulenc à R.H. Aquitaine. Le capital est porté de 362 687 500 à 362 200 000 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 218 36 11/17
1 dollar (en yen) : 218 36 21/28

Taux de marché monétaire

Effets privés, du 10/7 : 12 1/4 %

VALUEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

INDICES QUOTIDIEN

(BASE 100 = 29 déc. 1979)
Valeurs françaises : 107,2 107,1
Valeurs étrangères : 109,2 108,0

Ce DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 29 déc. 1961)
Indice général : 105,3 105

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

INDICES QUOTIDIEN

(BASE 100 = 29 déc. 1979)
Valeurs françaises : 107,2 107,1
Valeurs étrangères : 109,2 108,0

Ce DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 29 déc. 1961)
Indice général : 105,3 105

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

INDICES QUOTIDIEN

(BASE 100 = 29 déc. 1979)
Valeurs françaises : 107,2 107,1
Valeurs étrangères : 109,2 108,0

Ce DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 29 déc. 1961)
Indice général : 105,3 105

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

INDICES QUOTIDIEN

(BASE 100 = 29 déc. 1979)
Valeurs françaises : 107,2 107,1
Valeurs étrangères : 109,2 108,0

Ce DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 29 déc. 1961)
Indice général : 105,3 105

BOURSE DE PARIS - 9 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

BOURSE DE PARIS - 9 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

BOURSE DE PARIS - 9 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

BOURSE DE PARIS - 9 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215
Alstom	215	215

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. LES JEUX DE MOSCOU : « Désamplifier l'olympisme », par Jean-Marie Brohm et Michel Beaulieu ; « Inconsciences », par Philippe Moland ; « Plaidoyer pour des rebelles incompris », par Joffe Duménil.
- ÉTRANGER**
3. ASIE
- JAPON : M. Zenko Suzuki est pratiquement assuré de devenir premier ministre.
- LE VOYAGE DU PAPE AU BRÉSIL.
4. AFRIQUE
- SOUDAN : le gouvernement occupe près d'un demi-million de réfugiés.
5. PROCHE-ORIENT
- 6-7. DIPLOMATIE
- Le voyage de M. Giscard d'Estaing en Allemagne fédérale.
7. EUROPE
- PAYS-BAS : M. Pieter Mienten a été condamné à dix ans de prison.
- 7-8. AMÉRIQUES
- POLITIQUE**
9. Le R.P.R. regrette l'initiative prématurée de M. Debré.
- SOCIÉTÉ**
10. Le débat sur la sécurité.
11. ENQUÊTE : « Sciences, techniques et patrimoine » (IV), par Yvonne Rebeyrol.
12. MÉDECINE : l'assistance publique persiste dans son refus de communiquer le dossier d'un malade décédé.
12. ÉDUCATION : le montant des bourses de second degré restera inchangé à la rentrée.
26. SPORTS - LE TOUR DE FRANCE : l'abandon de Bernard Hinault.
- JOURS D'ÉTÉ**
- 13-14. « L'Hexagone en diogenes », par Jean-Marie Théolier ; Informations : Services ; Météorologie ; Jeux ; Loto ; Arlequin.
- LE MONDE DES LIVRES**
15. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Tous fous ?
- Philippe Soupault et l'ivresse du voyage.
17. POÉSIE : l'art de l'implicite chez Henri Thomas.
18. ESSAI : les aventures du sommeil.
- 20-21. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Pierre Larousse, une clé pour le 19^e siècle.
22. HISTOIRE : un inventaire de la France industrielle.
- CULTURE**
23. EXPOSITIONS : Glioli à Clazy.
- JAZZ : l'éternel retour d'Art Pepper.
- ÉQUIPEMENT**
29. Le R.A.T.P. envisage de construire une voie réservée à ses autobus tout autour de Paris.
- ÉCONOMIE**
30. MARCHÉ COMMUN : le vote du budget européen met provisoirement fin au conflit entre les Neuf et l'Assemblée.
- AGRICULTURE
- 30-31. AFFAIRES : Rhône-Poulenc cède sa chaire lourde au groupe Elf-Aquitaine.
32. SOCIAL
- RADIO-TELEVISION (26)**
- Annouces classées (27 et 28) ; Carnet (29) ; Programmes spéciaux (24 et 25) ; Bourses (33).

La libération de M. Maury-Laribière

LA POLICE A PROCÉDÉ A DES INTERPELLATIONS DE ROUTINE A PARIS

Après la libération de Michel Maury-Laribière, mercredi 9 juillet (nos dernières éditions), l'enquête de la police judiciaire entre dans une phase plus classique. L'arrestation d'une femme — dans la ferme où était séquestré à Sainte-Orse (Dordogne) le vice-président du C.N.F.F. — a, semble-t-il, permis aux enquêteurs d'avancer d'un pas. Plusieurs interpellations parmi les relations de cette personne ont ainsi

eu lieu, mercredi soir, notamment à Paris. Ces interpellations de simple routine permettront peut-être à la police de remonter jusqu'aux ravisseurs.

Selon les dernières informations, ceux-ci formeraient un « noyau actif » d'environ cinq ou six personnes. Celles-ci n'appartiendraient pas au « milieu » traditionnel. Les enquêteurs qualifient volontiers les ravisseurs de « marginaux ».

Le flair de Narcisse

De notre envoyé spécial

Confolens. — Rien ne vaut le flair d'un gendarme, même en retraite. Cent cinquante ans de métier, quatre ou cinq cents hommes en tenue, des bip-bip à la folie, une voiture transformée en « hélicoptère électronique », un hélicoptère équipé d'un radar de poursuite, cent trente techniciens du téléphone mobilisés par le premier ministre en personne pour tendre l'oreille tous azimuts, bref l'armada sophistiquée des grands jours sous la houlette des premiers « flics » de France n'aurait pas suffi.

Grâce à Dieu, il y eut Narcisse Martin, un vrai prénom de roman « popa » fin de siècle et un nom qui va droit au cœur de la France profonde. Narcisse Martin, mi-Bourbon, mi-Bérre, en salopette et gilet de laine, à la ressemblance d'une police barbare de gadgets, le triomphe à peine proclamé, on était jusqu'au moindre détail l'arsenal mis en place pour faire échouer aux ravisseurs et retrouver le P.-D.G. de

Confolens. On rappelle la « doctrine » établie en haut lieu : fermement, on expliquait la « stratégie », complexe bien sûr : coopération parfaite des différents corps, noblesse de tous les moyens disponibles, collaboration étroite avec la famille. Le tout pour une brillante démonstration des mille et un mérites d'une technologie de pointe mise au service de la sécurité.

Restait à Narcisse, assis sur un coin d'herbe à l'orée de son village, la fierté de préciser que sans lui.

Et Confolens a choisi. Fils de l'armada des Parisiens — radar, bip-bip, comme au cinéma — les braves gens du chef-lieu célébraient aujourd'hui un héros, simple et rustique, leur gendarme légendaire, « Saint Narcisse », lancant déjà les fidèles du zing au grand café, quand point le moindre képi de la police municipale. Voilà une sécurité, pépère et familière, celle du gendarme bon enfant, toujours d'attaque, même à la retraite, qui se révèle indispensable pour mater les truands : sur les rives tranquilles de la Vienne, qu'on le veuille ou non, ça rassure.

Il n'a pourtant rien fait, Narcisse, qui le sorte vraiment de ses habitudes, de cette retraite paisible qui laisse le temps de causer au bistrot du village et de regarder vivre, l'été venu, les « 75 » descendus en vacances. Et c'est ainsi, flair de métier et curiosité naturelle, qu'il a fini par les trouver, ces barbares des Parisiens du « gite rural » de Meyrignac, un hameau près de Sainte-Orse : ils ne venaient jamais faire les courses au village, laissent fermés les volets de la chambre du nord ; l'homme parlait toujours seul, trois ou quatre fois par jour. Blagueur ?

En bavardant comme ça, le gendarme apprend qu'il y a un paysé l'oyer en liquide, qu'il y a un même pas voulu visiter la maison avant de l'occuper. Blagueur. Quand, grâce au repérage des techniciens de l'écoute téléphonique — aidés il est vrai par des ravisseurs — décidément trop bavards — le dispositif policier se met en place dans la région de Thenon, Narcisse a vite « fait le lien » et se dit qu'après tout, il a les yeux aux collègues.

Le bon tuyau.

Depuis onze jours M. Michel Maury-Laribière, P.-D.G. des Tuileries et Biquettes françaises est caché là, derrière les volets de la chambre du nord, le pied attaché au radiateur, prisonnier d'un couple qui s'annule à rythmer ses angoisses à coups de billets menaçants glissés de temps à autre sous la porte. Le patron de Confolens a cru mourir. Ne lui annonçait-on pas, ministre prévenant, son « extinction » pour ce jeudi après-midi ?

Il s'est alors souvenu de ses déclarations, quelques semaines plus tôt, jurant qu'en cas de rapt, il ne faudrait rien céder. Aujourd'hui, libéré, il s'excuse, presque, la voix lasse et brisée, d'avoir aux pires moments, eu

DOMINIQUE POUCHIN.

SANS BAVURE

Les moyens de police exceptionnels mis en place au cours de la séquestration du vice-président du C.N.F.F. ont conduit les enquêteurs, après deux jours d'incertitude et de recherches, au succès. Un succès sans bavure : M. Maury-Laribière a été libéré sans et sans le moindre incident, sans même que l'on ait eu à intervenir, d'une certaine façon, de la police judiciaire, dotée pour la circonstance de cinquante voitures banalisées, d'opérateurs de radiostations, conduites en plusieurs points du Sud-Ouest, du travail, aussi, de nombreux fonctionnaires des P.T.T. chargés de localiser la provenance des appels téléphoniques des ravisseurs, et enfin, de l'utilisation d'un matériel radio sophistiqué et notamment d'un « télescope » muni d'un radar de poursuite.

Ce « beau coup » de la police — auquel il manque encore l'arrestation de tous les ravisseurs — a suscité des polémiques par le président de la République et par le ministre de l'Intérieur. Ces polémiques s'expliquent par le fait que le P.D.G. a été libéré par un « coup de main » de la police judiciaire, qui dirige les opérations depuis Confolens (Charente), et de ce fait, toutes les craintes liées à cette affaire pourraient se voir la paille humide des cachots, à-t-il déclaré.

APRÈS DES INCIDENTS AU PALAIS DE JUSTICE

Les cinq Allemandes arrêtées à Paris ont été extradées

Les cinq Allemandes arrêtées les 5 et 6 mai à Paris, dans un appartement du quartier Latin, ont été extradées ce jeudi matin 10 juillet après que le premier ministre ait signé le décret d'extradition, et remises aux autorités de la République fédérale d'Allemagne. Mercredi 9 juillet, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, que présidait M. Jean Berthoin, avait donné un avis favorable à l'extradition de Mlle Sieghilde Hoffmann, trente-neuf ans, accusée d'appartenir à la Fraction armée rouge depuis 1976 ; Ingrid Barabas, vingt-huit ans ; Régine Nilsen, vingt-sept ans ; Mmes Krolla, vingt-trois ans, et Karin Kamp, vingt-six ans, accusées d'avoir été membres du Mouvement du 2 juin et d'avoir participé à des actions terroristes.

Dans son arrêt, dont la lecture a duré quelque trois heures, la chambre d'accusation rappelle que les cinq jeunes femmes étaient l'objet de mandats d'arrêt délivrés par les autorités allemandes « pour appartenance à associations terroristes, criminelles, et, plus particulièrement, en ce qui concerne Sieghilde Hoffmann, pour participation au sein de la Fraction armée rouge au meurtre du banquier Jürgen Ponto à Francfort, en juillet 1977, et en ce qui concerne Ingrid Barabas, pour participation au rap de l'industriel autrichien Walter Palmora, au sein du Mouvement du 2 juin ».

L'arrêt précise que la chambre d'accusation n'a pas à juger le fond de l'affaire ni à estimer « la suffisance des présomptions sur lesquelles se fonde la demande d'extradition », mais seulement à dire si cette demande satisfait aux conditions prévues par la convention d'extradition franco-allemande de 1960. Selon la cour, les conditions de l'extradition sont réunies dans cette affaire, les faits reprochés aux cinq Allemandes n'ayant pas de caractère politique, en raison de leur gravité et en dépit d'un contexte idéologique, leur but étant « par le recours à la violence contre les biens et les personnes au sein d'associations terroristes, d'assassiner des politiciens, d'économiser l'ordre établi en Allemagne de l'Ouest ».

Pendant la lecture de l'arrêt, les jeunes femmes, sans se presser, occupent la traduction qui leur en était faite, bavardant entre elles, tandis que, dans la salle, et à l'extérieur, où le public était nombreux, l'atmosphère était de plus en plus tendue. Lorsque les cinq femmes se sont levées en criant des injures, le public les a soutenues scandant « Non à l'extradition ! », « Fautistes, assassines ! ». Le président a ordonné l'évacuation de la salle. Des incidents ont alors opposé le public aux gardes du palais et à quelques membres du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). Des gaz lacrymogènes ont été répandus, provenant, semble-t-il, de petites bombes d'autodéfense en vente dans le commerce. Un membre des forces de l'ordre a été blessé au visage. Le public qui continuait de manifester, a été violemment repoussé jusqu'à l'extérieur du palais de justice, comme en témoignent les traces de sang dans les couloirs. Plusieurs personnes ont été blessées.

En dépit des protestations des avocats, contre la tenue d'une audience sans public, celle-ci a repris pour la fin de la lecture de l'arrêt.

Un attentat, qui n'a pas été revendiqué, a été commis, ce jeudi 10 juillet, à 14 h 40, contre les locaux de la Société des chemins de fer allemands, situés au rez-de-chaussée d'un immeuble, 24, rue Condorcet à Paris (9^e). Une charge explosive, déposée contre une vitrine a provoqué un endommagement de l'intérieur de l'établissement et souillé les vitres des bâtiments voisins.

LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE CAEN RENVOIE L'AFFAIRE DE RAMATUELLE DEVANT LA COUR D'ASSISES DE COUTANCES

Caen. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Caen a rendu, mercredi 9 juillet, son arrêt dans l'affaire des terrains de Ramatuelle en renvoyant le dossier devant la cour d'assises de Coutances (Manche). La cour a suivi les réquisitions de l'avocat général, qui avait demandé la comparution de M. Henri Tourneux et de son fils, Grégoire, ancien notaire à Pont-Hébert (Manche), inculpés de faux en écritures publiques devant la cour d'assises de Coutances.

M. Tourneux avait vendu, en janvier 1973, 31 des 36 hectares des terrains de Ramatuelle à trois Normands, M. Jean-Pierre Camus et les frères Couzin, par l'intermédiaire de M. Couzot. Cette vente a été jamais transmise, ce qui avait permis à l'homme d'affaires de revendre ces terres à la société suisse Hollen, dont il était l'unique actionnaire. En juillet 1974, Robert Bouilla devait acquiescer 2 hectares de ces terrains surpés de cette société pour y construire une villa.

Dans un communiqué, le procureur général du parquet de Caen a fait remarquer que cet acte constitut « un acte juridictionnel d'insubordination » couvert par le secret, et refusait à tout commentaire. L'extradition de M. Renaud Van Ruynebeck est donc définitivement close. Cependant, M. Henri Tourneux, qui conteste la désignation de la juridiction de la manche au motif que « les sol-dit-terres » qui lui sont reprochés ont été rédigés dans le Var, a décidé de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Caen. Il a mis le bon émissaire d'un règlement de compte politique, à-t-il déclaré. Je me défendrai jusqu'au bout. » (Corresp.)

L'AVIATION IRAKIENNE PILLONE UNE STATION DE TELEVISION EN IRAN

La tension sur la frontière irano-irakienne ne faiblit pas. Outre des escarmouches quasi quotidiennes, les forces armées de Bagdad se livrent à des attaques contre des objectifs précis. Le mercredi 9 juillet, selon Radio-Téhéran, trois avions militaires ont pénétré la station de télévision de Nakhil, dans la province d'Ilam. La D.C.A. iranienne a riposté et un avion irakien a été abattu, toujours selon Radio-Téhéran.

Tandis que l'on s'attend à la formation d'un gouvernement dans les dix prochains jours, les autorités irakiennes ont fait savoir qu'elles s'assureraient la situation intérieure. Le ministre de l'Intérieur a interdit mercredi toute manifestation ou réunion publique. La décision paraît viser au premier chef le parti des Monjahidun du Peuple qui se proposait de tenir une réunion publique jeudi sur le campus universitaire.

A l'hôpital de Masjed-e-Soleymann, au Khuzistan, quarante-deux Irakiens ont été condamnés pour être présents à leur travail dans une zone « non sécurisée ». Mercredi, cent trente et une femmes avaient été libérées pour la même raison de l'armée et de la police. Les épouses se pourrissent dans toutes les administrations. Mercredi, cinquante employés de la radio-télévision, accusés d'être liés à l'ancien régime, ont été condamnés. (A.F.P.)

Accidents de Nantes : l'Etat fait appel. — Rendu partiellement responsable d'un accident d'avion survenu le 6 mars 1978 par un jugement du tribunal de Nantes rendu le 8 juillet (le Monde du 9 juillet) l'Etat français a décidé d'interjeter appel devant le Conseil d'Etat, annoncé le ministre de la défense.

Le numéro du « Monde » daté 10 juillet 1980 a été tiré à 529 834 exemplaires.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VETEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
A partir de 998 F dans un choix de 3 000 draperies
Fabrication traditionnelle

ROBES et TAILLEURS
SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
OUVERT EN AOÛT
mardi, mercredi, jeudi de 10 à 18 h.
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (10^e)
Tél. : 742-78-01

GUY DES CAR
la coupable
la surprise de
démystification
des vertes
GUY DES CA
FLON

DUCAL
EXPOSITION ET VENTE
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Réputés pour leur robustesse et leur faible encombrement
En 1 ou 2 places
(Nette 0,80, 120 et 140)
Grand choix en exposition.
37 Av. de la République - PARIS 11^e
Midi Parmentier - Parking assuré
Tél. 357.48.35

LES PRIX DU TABAC AUGMENTERONT DE 15 % ENVIRON LE 15 JUILLET

Conformément aux décisions annoncées par M. Maurice Papon, ministre du budget, devant le Parlement, à l'occasion de l'examen de la loi créant la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.T.A.), les prix du tabac seront relevés d'environ 15 % au 15 juillet, annonce, dans un communiqué, le ministère du budget.

ans. nouv. prix
Gauloises 2,20 2,50
Gitanes 2,40 2,90
Malboro 2,40 2,90
Peter Stuyvesant 2,40 2,90
Royale 2,40 2,90
Caporal 48 g 2,50 3,10
Marlboro 80 2,50 3,10

Le pape a nommé l'abbé Claude Feidt, évêque auxiliaire de Mgr André Bonhôte, archevêque de Chambéry, évêque de Maurienne et Tarentaise. L'abbé Claude Feidt était vicaire épiscopal du Puy.

Un piano droit pour 8750 F ttc
Larges possibilités de crédit personnalisées.
hamm
Le piano... et toute la musique.
135-139 r. de Rennes, 75008 Paris
Tél. : 544 38-66 - Parking près Montparnasse.

FOURRURES D'OCCASION
Choisissez en Juillet
la fourrure de votre automne
En toute tranquillité, arrêtez votre choix.
Prix exceptionnels - Facilités de paiement
LES DEUX OURS
91 rue du Théâtre - 128 av. Emile Zola Paris 13^eème
M^{me} Emile Zola 575.10.77 M^{me} La Motte Proquet

feruch
Solde 50%
à la caisse
Collection Printemps/Été 80
Hommes et Femmes
35, RUE FRANÇOIS 1^{er}
PARIS 75008.

150 من الأصل